

Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #51

**50 commandements
pour changer l'homme politique**

Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

www.bookiner.com

Version numérique ISBN : 9791023702545

Fond toile : Pexels - Afham Hamsyarl

Sommaire

- . **Introduction**
- . **Qui est l'homme politique ?**
- . **Rompre avec les paradigmes de la politique traditionnelle**
- . **55 constats délétères en politique traditionnelle**
- . **Changer l'état d'esprit de l'homme politique**
- . **Pour un nouveau modèle de décision collective**
- . **50 commandements pour un nouvel ordre politique évolutionnaire**
- . **En résumé : en finir avec l'homme politique traditionnel**

Cet **Hastag** est destiné à apporter de nouvelles manières de faire la politique dans les temps à venir. Cela oblige à transformer de nombreux usages et paradigmes conservateurs animant l'esprit de l'homme politique conventionnel, son comportement, son attitude publique. C'est aussi la nécessité de dégager les « dinosaures » professionnels de la politique, d'assainir les pratiques politiciennes bas de gamme noyant et pervertissant de nombreux postes de pouvoir. C'est également contrôler les décisions de l'homme politique qui, tout seul, en groupe ou en minorité, s'est alloué le droit de « tuer » comme il veut les attentes et les revendications légitimes du citoyen moderne. Il devient impératif et même vital que les citoyens adultisés exigent le retour de la « *lumière éclairant le monde* » (liberté, droits, conscience éclairée, dynamique motivante, tolérance, bienveillance, bien-être individuel et collectif...) grâce à de nouveaux paradigmes politiques. Le premier chantier à mettre en place concerne l'application de 50 commandements reposant sur le discernement et la détermination du citoyen lors de chaque élection.

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres, les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) - Voir Hastags [#0](#) et [#1](#). Tous les Hastags du livre « L'Esprit du Societhon » sont garantis originaux, authentiques, sans utilisation de l'IA ni d'une quelconque adaptation, reprise ou copie de textes existants (hormis ceux provenant des ouvrages de l'auteur).

Monthome est un auteur indépendant, un citoyen français libre penseur, dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvreuse de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous. Voir Hastag [#Monthome](#)

La Politique est essentielle, bien que l'homme politique ne le soit pas. Le monde politique est impitoyable faisant de l'homme politique celui qui salit et médiocratise la Politique, sauf exceptions notables dans l'histoire de l'humanité. À partir de ce constat, bien que tous les hommes politiques ne se ressemblent pas, le citoyen moderne doit réviser sa relation fantasmée, idéologique et civique à la Politique, comme à l'homme politique. Il faut pour cela dépasser la croyance en l'homme sauveur destiné à rendre le monde meilleur, à améliorer la réalité vécue, du seul fait de son élection, de l'agilité intellectuelle de son discours. Sur le fond, il en est exactement de même en politique comme en religion en jouant sur les bons sentiments, la virtualisation existentielle, la raison-émotion (le pire mariage qui soit [#42](#)), la confiance inconditionnelle, l'imaginaire hautement subjectif. La combinaison de ces deux formes de croyance ([#47](#)) entretient, depuis toujours, les principaux freins structurels au véritable libre aboutissement humain. L'expérience montre, partout dans le monde, comment et combien les citoyens à toute époque sont largement floués, trompés, par les décisions et mesures politiques prises ultérieurement après la plupart des votes électifs. Dans la lignée des 50 premiers Hastags, il est temps de remettre de l'ordre dans l'esprit des hommes et des citoyens. Il est temps que l'homme adultisé redevienne acteur de son propre destin en tant que citoyen, actif et individu lambda. Aussi, pour faire évoluer le modèle politique traditionnel en place dans la plupart des nations du monde, il convient d'abord de bien prendre conscience des points faibles, des limites, des déviations, des retards, des mauvaises tendances en usage, même si collectivement acceptées. Il faut ensuite se donner une feuille de route audacieuse et non conservatrice en s'engageant pleinement dans une véritable pratique démocratique. C'est la partie « commandements à suivre » qui doit inspirer, point par point et en fonction de l'intelligence humaine propre à chaque culture, de vrais changements d'usage, de mentalité et de paradigmes institutionnels.

L'homme politique est à l'origine de la plupart des afflictions sociétales en acceptant que perdurent les dissonances idéologiques, les injustices sociales, voire en les réactivant sans cesse par les lois, les directives et les mesures liberticides.

Qui est l'homme politique ?

Il correspond à l'exact prototype des dirigeants nationaux et des grands élus du monde contemporain (député, sénateur, ministre, maire de grande ville, adjoint...) en cours de mandat, ou des mandats précédents, ayant accédé au pouvoir par le vote du citoyen. Par homme politique traditionnel, il faut entendre l' élu masculin accédant aux postes de pouvoir, la femme politique, la direction de l'appareil politique dominant et celle de chaque parti politique, les conseillers directs inscrits sur les listes électorales. L'homme politique conventionnel se caractérise généralement par une forte ambition égotiste couplée à une fixation mentale à défendre un idéal sociétal, des idées ciblées et/ou focalisées, une idéologie précise issue directement, ou par pure opposition, de son mariage culturel initial (endoctrinement, conditionnement, embrigadement, militantisme, empreinte sociale). Il en découle le plus souvent une mentalité conservatrice fortement gestionnaire, autoritaire, directive, d'imposition de soi, passée maître dans l'art du paraître, de l'image, de la communication d'influence, du mensonge, de la

manipulation des choses et des hommes, de la décision pragmatique (focalisée, à courte vue, partielle, partiale, injuste, non équitable pour certains, imposée à tous de manière indifférenciée, percluse de certitudes sans réelle vision globale du présent, du passé et de l'avenir...). C'est aussi chez certain(e)s sur le terreau des bases mentales précédentes, la manifestation d'une psychologie agressive de refus, un besoin pathologique de réformisme par le changement pour le changement, un esprit révolutionnaire de radicalité, poussant à rompre avec l'existant politique connu. L'homme politique est, de ce point de vue, le type de personnel « idéal » pour maintenir en l'état et dans l'État l'ordre sociétal issu du passé récent ou, au contraire, faire renaître un passé régressif sur la base de dogmes, doctrines, idéologie dominante, principes actifs dans les usages. La méthode classique consiste à occuper le terrain médiatique, social et économique, la direction et le management des systèmes publics. Cela oblige, dans 90% des cas, à « vendre son âme au diable » dès le départ, ou, par la suite, en acceptant d'être presque totalement assujéti, ligoté, par la présence supérieure d'une administration hégémonique, complexe, structurant l'État profond. L'exercice de la gouvernance de surface est forcément court-termiste (sauf dictature) en se voulant à chaque fois faussement dynamique, réformatrice, tout en suivant les sillons sociétaux déjà tracés d'avance, la ligne prédéfinie d'un ordre sociétal conservateur. Il ne faut donc pas s'étonner que l'homme politique (sauf exception) rende quasiment impossible la mise en place d'une véritable stratégie sociétale évolutionnaire favorable à la qualification permanente des conditions humaine, citoyenne et sociétale. La continuité de l'État prime sur l'amélioration et qualification de la vie du citoyen. En d'autres termes, en votant facialement pour l'homme politique on cautionne indirectement ce que font et vont continuer de faire l'État, les pouvoirs publics, les institutions, les grands systèmes en place. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la société change « d'axe de rotation » en continuant à agir politiquement au profit des grands intérêts et des forces en place. C'est notamment privilégier aussi bien le maintien forcé et non naturel des équilibres instables du moment, que prolonger indéfiniment la médiocratisation des nations du monde dans la chronicité des grands maux sociétaux structurels.

Les 15 profils de l'homme politique vus par le citoyen

Le rapport en faveur des bons politiciens est de seulement 2 sur 15 (intègre et visionnaire), faisant que c'est la grande majorité des autres profils conventionnels qui altère la noble cause initiale de la politique. L'observation de la vie politique à travers le prisme empirique d'analyse du citoyen lambda conduit à identifier 15 profils types, lesquels peuvent d'ailleurs se cumuler entre eux :

Le politicien hors sol : c'est celui qui gère les affaires de l'État dans son palais, son ministère, sa tour d'ivoire, en se souciant très peu de ce que vivent réellement ses concitoyens en privilégiant la realpolitik au jour le jour, même si celui-ci est souvent très bon dans cette forme d'exercice du pouvoir.

Le politicien complice : c'est celui qui a acquis un rôle précis au sein du gouvernement, de l'establishment ou de son parti, qui suit à la lettre les consignes données, qui ne se pose pas de questions morales sur ce qui est juste ou faux, bon ou mauvais, sauf si ses intérêts personnels sont en jeu.

Le politicien techno : c'est celui qui est formé à gérer les dossiers dans les règles de l'art, à administrer de manière politiquement correcte un service, une ville, une circonscription, un ministère, dans les routines, les usages et les habitudes acquises, en ne sortant pas des sillons déjà tracés.

Le politicien démagogue : c'est celui qui fait feu de tout bois, qui prend toujours le sens du vent, le parti volatile de l'opinion publique, qui est racoleur dans le

discours, qui a réponse à tout et sur tout, en étant prêt à retourner sa veste si nécessité fait loi.

Le politicien partisan : c'est le prototype du militant illuminé par des certitudes, qui devient élu sur la base de convictions de jeunesse et/ou d'une idéologie lambda, qui doit tout à ses mentors, qui est totalement assujéti aux référentiels culturels et idéologiques de son parti ou régime d'appartenance, qui affirme sa différence aussi bien en interne avec ses coreligionnaires que dans le combat politique mené en externe.

Le politicien cynique : c'est celui qui se fiche de perdre le sens de l'impartialité, de l'objectivité, voire sa crédibilité morale ou intellectuelle par un sectarisme aveugle, voire de la psychorigidité, dès lors qu'il détient toujours une forme d'autorité, de dominance, de pouvoir sur autrui.

Le politicien traître : c'est celui qui change sciemment de camp en cours de vie publique, qui se rallie au plus fort ou au dominant, qui trahi la confiance de ses pairs et de ses électeurs, qui est animé d'une ambition personnelle le poussant à sacrifier ses valeurs et ses alliés d'antan.

Le politicien égotiste : c'est celui qui ne pense qu'à lui, qu'à ses intérêts propres, qu'à son image publique, qu'à ses objectifs et ambitions de pouvoir, qui tire constamment la couverture à soi, qui s'impose « maladivement » face aux autres, tout en valorisant ce qu'il fait comme en dévalorisant ce que disent et font les autres.

Le politicien menteur : c'est celui qui harangue la foule avec brio, qui vend du rêve, fait des promesses qu'il sait ne pas tenir, qui fait toujours bonne figure devant les médias, qui a une stratégie cachée, qui agit dans le dos, qui trompe et ment allègrement sur ses véritables intentions.

Le politicien hargneux : C'est celui qui critique sans cesse le gouvernement, les partis adversaires, qui donne des leçons de morale à tous, qui est arrogant et péremptoire sur la façon de faire (la sienne, la seule qui soit bonne), qui fait constamment des gestes agressifs avec des mains sans s'en vraiment rendre compte.

Le politicien véreux : c'est celui qui abuse des avantages de sa fonction, se montre corruptible ou corrompu, qui intrigue sans cesse, qui s'enrichit sur le dos du peuple, qui nie et déni la vérité le concernant, qui sait que sa parole est démonétisée, voire perfide.

Le politicien chien de garde : c'est celui qui aboie aux ordres de son maître, qui suit à la lettre les consignes du parti, qui défend inconditionnellement les siens, qui justifie sans aucun discernement les positions prises par ses leaders, même contre les évidences.

Le politicien lénifiant : c'est celui qui dit que tout va bien, qui positive pour faire passer la pilule amère, qui rassure, suggère et autosuggère avec la méthode Coué, qui fait valoir le bon côté des choses, le verre à moitié plein, qui recourt au faux entrain destiné à berner l'opinion publique, dans le but politique de mieux faire passer les mesures douloureuses.

Le politicien intègre : c'est celui qui reste dans son rôle droit dans ses bottes, qui parle peu, qui dit ce qu'il fait et fait ce qu'il dit, dont on peut se fier à la parole, à la droiture morale, à une honnêteté intellectuelle fondée sur des valeurs sûres et stables.

Le politicien visionnaire : c'est le véritable homme politique attendu par tous qui dispose d'un fort charisme, d'une forte crédibilité, d'une très bonne image, qui a une véritable vision stratégique du changement nécessaire, des ruptures sociétales à mettre en œuvre, des améliorations politiques à mener au sein des institutions et des systèmes en place.

Rompre avec les paradigmes de la politique traditionnelle

Tout le monde a son idée sur le personnel politique, les « puissants », le fonctionnement du monde politique, d'autant plus que l'époque contemporaine est écœurante d'affaires douteuses, gorgée d'obsolescence idéologique, saturée par l'agitation médiatique nationale et géopolitique. Le grand problème est qu'il existe de très nombreuses zones grises dans l'univers politique en provenance des élus nationaux et notables locaux, ainsi que dans les rapports étroits entre les responsables d'institutions étatiques et les systèmes dominants en place. Des liens, des relations, des échanges secrets ou à huis clos, qui extraient *de facto* le citoyen des grandes décisions prises, des mesures imposées, en rendant celui-ci totalement tributaire du fait accompli. À force de faire confiance à l'homme politique, qu'il soit laïc ou religieux, bien éduqué, manipulateur ou sans grand savoir-vivre, le citoyen se tire une balle dans le pied dans la défense de ses droits légitimes et libertaires. En déléguant à 100% son pouvoir civique à des tiers élus, le citoyen affaiblit fortement l'esprit de démocratie par manque d'adultisation ([#14](#), [#25](#)) à assumer par lui-même les décisions engageant la vie individuelle et collective. La facilité et le moindre effort inhérent à l'acte de délégation se retournent généralement contre le citoyen, qu'il soit travailleur, contribuable, administré, usager, consommateur..., au profit des délégataires directs et indirects qu'ils soient dirigeants, édiles, parlementaires, hauts fonctionnaires... Le pouvoir des uns agit forcément sur l'asservissement des autres en limitant leurs droits légitimes, leurs droits civiques, le champ global des libertés humaines.

Par principe évolutionnaire, tout système politique est largement perfectible dans l'amélioration des pratiques démocratiques !

Derrière la solennité du statut et du rôle politique dans sa représentation électorale, on s'aperçoit, au final, que le destin collectif est totalement aux mains d'une poignée d'hommes formant une minorité agissante, tirant les ficelles et décidant pour tout le monde. L'emprise sociétale de ce modèle politique historique et hautement conservateur est telle que plus rien n'étonne de la part des élus, jusqu'à observer dans certains pays dits démocratiques une correspondance dans la manœuvre, comme dans l'état d'esprit, entre les méthodes légales, sécuritaires et technocratiques utilisées de manière officielle et celles appliquées dans l'illégalité par la délinquance et les pratiques maffieuses. Le point de bascule et de convergence entre ces deux mondes se situe dans l'usage du vote entonnoir ([#39](#)) utilisé comme instrument légal de manipulation des masses. Une habitude constitutionnelle mettant toujours en avant la primauté du politique sur le citoyen lambda par le choix sélectif des hommes et des femmes éligibles du fait de leur parfaite conformité aux attendus des partis dominants. Des partis politiques qui, au final, font la pluie et le beau temps en laissant finalement peu de choix dans l'offre possible des candidats éligibles sur des milliers d'autres personnalités possibles. Cet entonnoir électoral est la cause de tout en faisant toujours converger le pouvoir aux mains de très peu d'acteurs (élu + entourage direct + militants et servants du système). C'est aussi la pérennisation d'une incapacité à transformer le modèle politique en place en appliquant, sans véritable marge de manœuvre, les mécanismes intouchables du fonctionnement étatique et systémique dominant. On peut ainsi dire que l'homme politique est foncièrement prisonnier et otage du système national qu'il est censé défendre, rénover ou changer. Autant dire que le

conservatisme étatique et systémique est durable tant que le modèle qui l'anime n'est pas remis en cause sur ses fondations.

Conservatisme dans la dominance du fonctionnement étatique



Conservatisme dans l'exercice du pouvoir



Conservatisme de l'homme politique

On peut tourner et retourner le sujet dans toutes ses dimensions avec toutes les subtilités du vocabulaire de la modernité, tant que les fondements classiques de l'action politique (et de la communication politique) justifient l'omniprésence du modèle en place, rien ne peut vraiment évoluer sur le fond. C'est la constance massive et passive des 5 piliers conventionnels dans l'exercice du pouvoir politique qui font et défont la démocratie telle qu'elle est pratiquée. En associant un élu dirigeant, un système étatique dominant, un pays unifié dans l'ordre administratif, une opposition binaire et/ou antagoniste, ainsi que des contre-pouvoirs utilisant le rapport de force concurrentiel, cette structuration sociétale de base ne peut se transformer positivement d'elle-même. Pour envisager un changement évolutionnaire dans l'état d'esprit et la pratique politique, il est nécessaire d'agir sur 5 autres piliers. Il s'agit d'abord de remplacer le mythe de l'homme providentiel, du leader sauveur, du grand homme au-dessus des autres, seul capable de diriger tout le monde par la **volonté citoyenne adultisée**, majoritaire et coparticipante. Parallèlement, il est nécessaire que l'État verticalisé et régalien se positionnant toujours en dominant dans la nation se restructure en **État horizontalisé** sous le contrôle permanent des citoyens et non de quelques hommes politiques et technocrates à l'ambition complice dans la direction des services publics. De manière concomitante, tout pays administrativement, culturellement et géographiquement unifié, souvent par la force et la contrainte de la loi, doit pouvoir redevenir une **somme hétérogène d'identités régionales aux pouvoirs décentralisés** dotés de compétences autonomisées en liaison directe avec les citoyens territoriaux concernés. Par ailleurs, l'opposition n'est plus une force politique alternative destinée à défendre et servir d'autres intérêts minoritaires divergents et encore moins, une chambre de contestations négatives et de critiques systématiques, mais une **force dynamique et constructive de propositions**, de solutions positives pour le bien collectif par le biais de programmatiques exigeantes. Enfin, les contre-pouvoirs ne sont plus là pour pratiquer une résistance passive, faire autrement et/ou contredire ce que veulent d'autres institutions, mais des **organisations complémentaires et indépendantes sous contrôle des citoyens** amenées à prendre des décisions de manière autonome sous forme d'autogestion démocratique. Le passage du modèle classique au modèle évolutionnaire change tout dans le rapport à la Politique et au politique, à la seule condition que le citoyen soit clairement adultisé et qu'il ne soit plus le principal ennemi du citoyen lui-même. Il faut donc passer du modèle politique classique conservateur au modèle évolutionnaire ouvrant sur la démocratie avancée et la citoyenneté avancée ([#38](#)). Tout est une question de volonté collective pour accepter ce changement de paradigmes, faciliter et anticiper ou non ce passage politico-sociétal nécessaire à l'aube du III^e millénaire.

Modèle politique classique

Dirigeant + État verticalisé + Pays unifié + Opposition systématique + Contre-pouvoirs concurrentiels



Modèle politique évolutionnaire

Volonté citoyenne + État horizontalisé + Σ identités régionales décentralisées
+ Opposition force positive de proposition via les programmatiques
+ Organisations indépendantes complémentaires

55 constats délétères en politique traditionnelle

Le modèle politique classique est à l'origine de la plupart des déviations sociétales. On constate ainsi que, trop souvent, la plupart des hommes font le contraire de ce qui devrait être fait (syndrome de l'entêtement [#8](#), [#49](#)), comprennent le contraire de ce qui est dit et/ou font rarement ce qu'ils disent. Ce sont les filtres mentaux et les biais cognitifs qui sont à l'origine de la distorsion de compréhension en étant, eux-mêmes, les conséquences directes et indirectes du matricage culturel et/ou idéologique, du conditionnement moral et/ou mental, ainsi que du formatage comportemental provenant du milieu familial, éducatif et social. Sans revenir sur la plupart des critiques raisonnées déjà formulées dans les précédents Hastags (notamment série [#31 à #40](#)), mais aussi très largement documentées dans tous les médias du monde sur les comportements, la mentalité et la psychologie de l'homme et de la femme politique en exercice, on peut toutefois définir les 55 principaux tropismes comportementaux affectant la dimension conservatrice du rôle politique. Ce constat explique pourquoi se perpétue anormalement toute une cohorte de politiciens jeunes et moins jeunes (hors minorité d'élus de terrain intègres à l'esprit sain et ouvert) plombant l'évolution citoyenne attendue et les avancées démocratiques possibles dans la plupart des sociétés modernes. L'homme politique conservateur dans les sociétés modernes se caractérise généralement par une intelligence au service de l'ambition personnelle impliquant les effets suivants :

- 1.** L'homme politique est loin d'être un référent sociétal de confiance. Il est à la fois un diviseur d'unité nationale (concurrence entre partis et oppositions) un multiplicateur de lois, normes et règles, un additionneur de taxes, impôts, prélèvements et contributions en tous genres, sans être jamais celui qui pratique la soustraction des lois, des contraintes, des obligations imposées sans cesse aux citoyens.
- 2.** L'homme politique est le produit formaté de sa famille politique, de son parti, avant d'être un citoyen au service des autres citoyens. Si ce n'est pas le cas au départ, il le devient rapidement par les conditions dures et sans pitié imposées dans l'univers politique.
- 3.** L'homme politique relève davantage de l'ambition personnelle, de traits forts de personnalité, voire de courbures psychiques évidentes, que d'un profil adepte du bénévolat altruiste et solidaire, d'une fraternité humaniste dédiée principalement à la défense du citoyen lambda. Le fait d'entrer dans la « Cour des grands » change toujours un homme en bien ou en mal, révèle ses points forts et ses points faibles, met en lumière ses talents et ses zones d'ombre.
- 4.** L'homme politique n'est jamais seul dans l'arène politique en étant épaulé par une organisation partisane et militante, un réseau établi, une entraide corporatiste, faisant qu'il n'est jamais seul à prendre des décisions l'obligeant au compromis, à la contrepartie, à la compensation, à l'acceptation contrainte, à la négociation, de manière plus ou moins secrète et/ou non dite aux citoyens qu'il est censé représenter.
- 5.** L'homme politique aux affaires est enclin à subir l'ivresse du pouvoir en se prenant pour un « élu » au propre comme au figuré, le rendant « élitiste » (supérieur) en manifestant une relative insensibilité face aux problèmes et attentes

des autres, voire trop confiant et aveuglé de certitudes, jusqu'à dévaloriser, minorer, inférioriser, ce que disent et font les autres.

L'homme politique fonctionne toujours à 3 niveaux : celui du verbe utilisé souvent largement simplifié, épuré, stéréotypé, voire trompeur ; celui de la décision à huis clos pour ce qui doit être dit, fait et/ou accepté en termes de compromis ; celui du secret de la pensée intime, de la vie psychique, orientant le but réel à atteindre, le comportement final adopté. En d'autres termes, ce qui est dit en surface au citoyen n'est que rarement le reflet de ce qui est décidé en groupe restreint et, encore moins, l'exacte traduction de ce que pense réellement l'homme politique au fond de lui-même.

6. L'homme politique agit généralement de manière concrète, mais socialement irresponsable dans les effets induits de ses décisions. C'est toute la différence entre la gestion efficace à court terme de la réalité (realpolitik) et le manque d'efficacité dans la durée face aux variations inévitables de cette même réalité.

7. L'homme politique est un acteur important de la scène publique qui joue un rôle indigné de critique et de « tout va mal » lorsqu'il est dans l'opposition et un rôle forcé du « tout va bien » dans la solennité du paraître lorsqu'il est aux affaires. Un Janus aux deux visages en quelque sorte !

8. L'homme politique aux affaires n'a souvent aucun scrupule, voire un cynisme certain, à nier les évidences avec assurance, à ne rien avouer qui puisse se retourner contre lui, à jouer constamment sur le doute, l'équivoque, le flou, le mensonge, le silence, en s'éloignant un peu, beaucoup, à la folie... de la franchise et de l'honnêteté intellectuelle du bon citoyen.

9. L'homme politique a une tendance psychomotrice à valoriser uniquement ce qu'il fait, ce qu'il dit, ce qu'il pense, en oubliant souvent d'être objectif, impartial, juste, incorruptible, probe, intègre et loyal, voire simplement humain, bon et bienveillant dans son comportement, sa communication publique.

10. L'homme politique manifeste un tropisme systémique hautement paradoxal qui est de s'opposer constamment aux autres, de diviser l'unité collective lorsqu'il est dans l'opposition, puis de se poser en rassembleur lorsqu'il est élu et qu'il s'agit de défendre son mandat ou la continuité dans l'exercice de ses pouvoirs. Une sorte de nationalisme et de patriotisme à deux vitesses.

Faire de la politique, c'est constamment naviguer entre loyauté et lâcheté. La loyauté lorsque le courage anime l'action, le choix juste et discerné, la lâcheté lorsqu'il s'agit d'obéir aveuglément aux ordres ou ne rien faire par peur, obligation, soumission, docilité.

11. L'homme politique n'est pas un indépendant, mais est un salarié comme les autres en privilégiant la garantie de son emploi (mandat), en exigeant une rémunération, un statut de cadre supérieur, un rôle directif, des avantages associés. C'est la rente de situation qui motive finalement son engagement bien plus que la solidarité, l'abnégation, l'altruisme pour les autres.

12. L'homme politique exerce une compétence opérationnelle certaine fondée sur le droit administratif, la psychologie des masses, l'art oratoire, le contrôle de l'image donnée, la communication d'influence, l'usage des médias, l'animation de réseau, autant dire dans l'art de l'usage du verbe et de la gesticulation publique, bien plus qu'en termes de pure compétence terrain à pouvoir à se débrouiller seul et par lui-même sur le plan alimentaire et économique du quotidien.

13. L'homme politique cherche instinctivement à s'imposer devant les autres comme attitude dominante, à se mettre en avant en termes d'image, autant dire en reléguant derrière lui et au second plan les autres, comme à protéger d'abord sa propre sécurité physique, statutaire et financière, avant de s'intéresser au bien-être réel des citoyens, au destin de la nation, tout en faisant croire constamment le contraire.

14. Plus l'homme politique se drape de vertu, se cache derrière la solennité des symboles nationaux, les valeurs républicaines, l'application de la loi, plus il cache de grandes insuffisances, des zones d'ombre et/ou de grandes et petites lâchetés.

15. L'homme politique est souvent imbu de lui-même dès lors qu'il ouvre la bouche, en justifiant tout et n'importe quoi, le pire comme le meilleur, le raisonnable comme l'in vraisemblable, la vérité comme le mensonge, en se croyant alors intouchable, invulnérable, mentalement supérieur, au-dessus de la mêlée, condescendant, alors qu'il ne projette en fait qu'un égo profond malsain révélant des troubles psychiques ou psychologiques certains.

La politique contribue autant au fonctionnement apparent de la nation qu'à ses dysfonctionnement profonds.

16. L'homme politique est un intermédiaire contestable, voire nocif, entre le citoyen et l'État du fait de sa collaboration passive, de sa contribution active, de sa participation électorale à la confection permanente du maillage normatif et additif de lois, surtout lorsque l'on se convainc à tort que cela est fait au nom du peuple, de l'unité nationale, de la démocratie, alors que les conséquences vécues au quotidien rendent la vie du citoyen toujours plus difficile, dure, stressante et compliquée en limitant techniquement son espace d'initiative, sa liberté d'expression, le recours naturel aux droits humains légitimes.

17. L'homme politique croit sincèrement en l'importance de sa mission consistant à rendre en surface la société plus ordonnée, plus normée, en oubliant qu'il l'aseptise sur le fond, qu'il l'inhibe dans ses forces dynamiques, qu'il la stérilise dans ses énergies naturelles, qu'il la dénature progressivement par les excès d'artificialité, de contraintes, de taxations, de devoirs et d'obligations.

18. L'homme politique refuse mentalement la responsabilité judiciaire de ses actes en se réclamant de la délégation de pouvoir, de la représentation nationale, du mandat donné par le citoyen, faisant que toute mauvaise décision, erreur ou mauvaise direction prise, s'impute d'abord selon lui au choix du peuple votant et non directement à lui-même.

19. La présence de l'homme politique est la parfaite caution donnée aux systèmes en place dans un mandat qui généralement ne change de rien de structurant ni de fondamental au fonctionnement de l'État et des institutions publiques.

20. L'homme politique représente la croyance idéologique couplée au pragmatisme nécessaire dans le monde du réel, à l'instar du religieux prônant la croyance dans l'idéal divin couplée aux rituels et aux pratiques exprimant la foi.

La politique nourrit l'espoir au présent, comme la religion alimente l'espérance en l'au-delà.

21. L'homme politique est un acteur principal dans la grande comédie humaine constamment animée de grandeur et de misère, de tragédie et de réussite, de rires et de larmes, de droits et d'injustices, de libertés et de contraintes, jusqu'à se soumettre pieds et mains liées aux lois de l'économie et des affaires, aux dogmes financiers et budgétaires, à la primauté de l'Offre sur la Demande, en choisissant généralement son camp dans la permanence de ce rapport de force.

22. L'homme politique est sous doute bon dans beaucoup de domaines, mais manque à l'évidence de courage et d'audace dans la rupture évolutionnaire, en préférant additionner les mesures, cumuler les lois, empiler les normes, augmenter les taxes, sans jamais envisager aucune soustraction notable dans cette sédimentation sociétale par le toilettage, le nettoyage, voire la déconstruction de l'existant obsolète.

23. L'homme politique assure un rôle hiérarchique informel au sein de la verticalisation pyramidale de l'État en prenant délibérément l'ascendant sur la volonté citoyenne, sur la conduite des masses, sur les attentes du peuple.

24. L'homme politique élabore toujours (ou presque) sa décision à partir de la défense d'intérêts partisans, quitte à transformer 100% des promesses électorales en seulement 10% de réalisation effective, voire en faisant carrément le contraire, dès lors que le pragmatisme des enjeux du moment l'impose.

25. L'homme politique est par nature un spécialiste de la tromperie collective cherchant à protéger d'abord son image, à aller dans le sens de l'opinion publique, à appliquer les consignes de son parti d'appartenance, à honorer les engagements pris en secret, quitte à nier et dénier sa responsabilité jusqu'à se dédire sans l'ombre d'un remords.

La suggestion et le conditionnement sont consubstantiels à la politique, comme la croyance et l'infantilisation le sont pour la religion.

26. L'homme politique définit généralement sa conduite face aux événements et aux faits de quatre manières : en faisant croire qu'il détient en partie ou en totalité la solution, la vérité ou le bon raisonnement en la circonstance ; en s'appuyant sur le caractère électif, institutionnel et solennel de son rôle ; en utilisant les prérogatives du pouvoir, les moyens juridiques ou sécuritaires de la République, de l'État, de son institution de tutelle ; en menaçant, en invoquant la menace, en retournant la démonstration à l'encontre de ceux qui condamnent, s'opposent ou critiquent.

27. L'homme politique se comporte facilement en notable, en personne émérite, en élite, en pratiquant une forme de hiérarchie sociale envers le corps électoral attendant, en retour, de la part du citoyen lambda, des signes de respect, d'obéissance, d'acceptation inconditionnelle de ce qui est dit et fait.

28. L'homme politique a tendance à professionnaliser son mandat en sortant rapidement, après l'élection, de la mentalité du pur bénévolat, de l'action désintéressée, du don de soi, de l'implication participative, en cherchant ensuite à pérenniser le plus longtemps possible son mandat sous forme d'emploi rémunéré, voire en cumulant les mandats rémunérateurs.

29. L'homme politique n'est pas et n'a jamais été un modèle d'honnêteté intellectuelle, d'intégrité morale, lorsqu'il ne révèle rien de ses intentions profondes, ne reconnaît pas ses erreurs, nie ses fautes, crée en permanence des écrans de fumée, alimente le brouillard médiatique par le doute et l'incertitude.

30. L'homme politique joue constamment sur la croyance ambiguë à partir de références historiques souvent contestables et/ou à partir d'une représentation idéalisée, virtualisée, imaginaire, voire autoréalisatrice du présent et du futur, en jouant souvent le destin collectif aux dés, à l'esbroufe, au pari avec 1 chance sur 2 de réussite.

L'homme politique ne représente pas le citoyen, mais d'abord lui-même.

31. L'homme politique est le prisonnier consentant de sa charge en étant davantage un gestionnaire docile des intérêts systémiques, un chef de projet

pistonné aux ordres du pouvoir en place, un administrateur servile de la complexité publique, un nervi actif de son parti et idéologie politique, bien plus qu'un meneur d'hommes exemplaire et courageux capable de « *servir le citoyen et mourir pour lui* ».

32. L'homme politique impose sa présence en se plaçant au-dessus du commun des mortels, en pratiquant la fausse empathie, en utilisant la distanciation physique, en multipliant les truismes et les poncifs, en artificialisant et stéréotypant son comportement public, en se déplaçant souvent avec une cour de servants, comme si l'élection validait un saut important dans la supériorité humaine et sociale.

33. L'homme politique a besoin de se montrer, de se faire entendre, d'investir l'espace médiatique pour exister, l'obligeant à façonner une image largement faussée de lui-même dans le paraître public, soit tout le contraire du naturel, du sincère, de l'authenticité.

34. L'homme politique est en réalité peu créatif, sauf dans l'inventivité de nouvelles formules verbales, jeu de langage, pitches, idées et promesses non réalisables en l'état, ainsi que dans la présentation de projets de lois, de normes, de taxes, de contrôles multiples et variés, allant toujours dans le sens de ses intérêts, celui de son parti d'appartenance et/ou du système étatique en place. Il reprend souvent à son compte ce qui a déjà été fait, ce qui a déjà été dit, ce qui a été décidé dans la hiérarchie électorale ou partisane.

35. L'homme politique est un paradoxe vivant en mettant constamment en valeur son égo tout en fonctionnant en meute, en cohorte, en bande organisée, sous l'égide d'un ou de plusieurs membres alpha au sein de sa formation politique. Cela pose la question de sa sincérité, de son intégrité mentale, de sa crédibilité réelle en tant qu'homme et citoyen attendant patiemment son heure de gloire.

L'inventivité politique est féconde dans l'idée et la communication, mais peu prolifique pour le citoyen dans les effets produits !

36. L'homme politique est un bipolaire comportemental qui associe à une ambition personnelle très individualiste et égocentrée, un état d'esprit relativement suiveur et godillot (souvent par esprit de corps) pour préserver l'image de son parti, l'unité idéologique de son camp.

37. L'homme politique est passé maître dans l'art d'utiliser le verbe comme substitut parfait à l'inaction, considérant que plus c'est fort, plus c'est gros, plus c'est simpliste, mieux ça résonne dans l'esprit des gens. En conditionnant les esprits à entendre constamment des messages simplificateurs, l'individu lambda en arrive à projeter de lui-même sa compréhension et son interprétation en dehors du sens réel du propos politique, faisant que c'est toujours *in fine* le citoyen qui se trompe et non l'homme politique en disant tout sur rien et rien sur tout.

38. L'homme politique fanfaronne dans les médias en critiquant allègrement, en insinuant, en se montrant important, en se vantant, en étant toujours satisfait de lui-même, tels un clown amuseur, un cabotin se prenant au sérieux, un prestidigitateur transformant la réalité en virtualité et la virtualité en réalité, tout en cachant aux citoyens l'essentiel de la vérité et presque toujours ses véritables intentions.

39. L'homme politique est un traître en puissance lorsqu'il participe en sous-main aux grandes décisions liberticides, aux accords secrets, aux compromis contestables, aux huis clos dans l'entre-soi, comme en validant et acceptant des choix contraires ou impactant négativement la vie de ses concitoyens, alors même qu'il a été mandaté pour les représenter, servir leurs intérêts, les tenir clairement informés.

40. L'homme politique utilise abondamment les idéaux et les principes actifs de la démocratie sans forcément les appliquer lui-même, tout en disant régulièrement ce qu'il convient de faire sans forcément réaliser de lui-même ce qu'il dit.

L'homme politique n'est pas l'ennemi du citoyen, mais rarement un allié fidèle, voire souvent un bel hypocrite, un sympathique félon.

41. Pour l'homme politique, la démagogie est une extension normale de la démocratie alimentant en continu la médiocratie de la vie publique. Une médiocratie qui repose toujours sur la négativation de l'action des autres, sur l'opposition et la critique systématique, sur la manipulation permanente des masses, ainsi que par l'enflure (exagération) des propos médiatiques.

42. Plus l'homme politique endosse un rôle solennel dans la nation, plus il a tendance à communiquer par le mensonge, l'omission, la dissimulation, l'accusation, le détournement d'attention, l'amplification et/ou la minoration des faits selon ce qui l'arrange, et moins il agit en profondeur et/ou de manière réformiste, créant ainsi la constance de l'irrespect du citoyen par manque d'honnêteté intellectuelle, de loyauté, de transparence, de sincérité, d'objectivité.

43. L'homme politique se targue d'être pragmatique et réaliste sur tous les sujets d'actualité affectant l'ordre, la sécurité nationale, la vie collective, l'encadrement normatif et législatif, la budgétisation, la technocratie administrative, en se montrant délibérément plus politiquement correct que moral, plus amoral qu'immoral, plus partial qu'impartial, plus subjectif qu'objectif, plus terre à terre que visionnaire.

44. L'homme politique dans la société moderne utilise davantage le citoyen qu'il ne le sert. Il est à la fois son mandataire par délégation électorale en allant dans son sens juste avant les élections (promesses électorales) et, juste après, par le biais de quelques mesures symboliques, puis redevient le complice passif (ou actif) du système étatique, institutionnel, territorial et technocratique qui le rémunère et le met en avant dans son statut d'élu. Cette attitude s'amplifie au fur et à mesure de sa présence engagée au sein des assemblées (y compris dans l'opposition), ainsi que par sa participation aux mesures organiques, gestionnaires, budgétaires, comptables, législatives, fiscales, administratives, concernant directement le fonctionnement des pouvoirs publics, des institutions et organisations en place.

45. L'homme politique doit affronter en permanence une dichotomie entre son mandat de représentation électorale du citoyen et le fait de devoir servir les intérêts de son parti d'appartenance et/ou celui des systèmes en place. Un déséquilibre politico-sociétal structurel qui oblige à pratiquer sans cesse des compromis réducteurs remettant en cause l'ambition initiale dans la portée première des projets, ainsi que des ententes plus ou moins malsaine et/ou avec contreparties lors du vote. Se développe alors une sorte de marigot politicien où tout est permis de la pure lâcheté à la pure vénalité.

L'homme politique est celui qui donne toujours en premier l'ordre d'agir contre le citoyen, de le surveiller, de sévir, de réprimer, de sanctionner.

46. L'homme politique est formaté mentalement pour l'affrontement d'idées antinomiques, la confrontation verbale, la critique systémique, ainsi que pour le rapport de force permanent entre partis concurrents. Cette disposition « guerrière » élimine *de facto* la positivité naturelle, la bienveillance, l'altruisme désintéressé, la transparence. Cette posture alimente une agressivité comportementale chez lui et son entourage direct, de la violence verbale de la part de ses militants, des actes

et propos manipulateurs dans le traitement des faits par ses partisans, de la désinformation médiatique permanente.

47. L'homme politique est d'abord un vendeur d'idéal et de promesses misant principalement sur le rêve, la séduction, la psychologie, la persuasion, la communication d'influence, en associant allègrement vérité et mensonge, raison et émotion, concret et virtuel. Il est ensuite un promoteur de changement élaborant des plans au présent et au futur proche, tout en créant une réalité collective souvent différente des attentes profondes de la majorité des citoyens. Il est également un pollueur non payeur du fonctionnement sociétal par l'ensemble des décisions prises en assemblées, asphyxiant peu à peu la dynamique sociétale par trop d'encadrement légal et officiel, trop de contraintes liberticides, trop de mauvaises lois amplifiant sans cesse la complexité, la difficulté et dureté à vivre.

48. L'homme politique est le champion de la communication générique, discursive, rhétorique, le « Monsieur réponse à tout » utilisant abondamment la langue de bois, la langue de caoutchouc, le « retournement de veste », l'art dilatoire dans le fait de tourner autour du pot, de mélanger sciemment haute subjectivité et réalisme, d'évacuer les sujets qui fâchent sans apporter de réponse précise ou de solution viable ou encore d'être fortement tendancieux dans le propos. Dans ces conditions misant tout sur la « com' » et le paraître, il devient impossible de faire confiance dans ce que dit l'homme politique tant celui-ci apparaît peu franc, opaque, variable, incomplet, partial, verbeux, toujours content de lui.

49. L'homme politique a une communication « bipolaire » utilisant à la fois la séduction, la sympathie, la proximité, la hauteur de vue, le sérieux, le consensuel, la responsabilité, lorsqu'il s'exprime publiquement et médiatiquement, puis derrière, après, dans les coulisses du pouvoir, le huis clos et/ou face à la critique et la contestation, n'hésite pas à recourir aux leviers psychologiques de la peur, de la menace, de l'agressivité verbale, de l'insinuation, de l'accusation, de la calomnie, voire de la violence répressive contre les opposants, les contestataires, les dissidents, les minorités un peu trop agissantes.

50. L'homme politique est peu enclin à respecter sa parole en pratiquant volontiers l'amnésie lacunaire, en sachant mentir effrontément droit dans les yeux pour ne pas perdre la face, à être cynique avec les autres, tout en sachant retomber sur ses pieds en niant les évidences, en refusant d'avouer les erreurs, les fautes, les implications personnelles, en restant généralement très conciliant avec lui-même et les proches impliqués.

L'homme politique est rarement celui que l'on croit qu'il est !

51. L'homme politique change rapidement d'attitude, de posture, de discours, de position, de comportement, lorsqu'il est aux affaires, aux manettes du pouvoir, en se pliant toujours (sauf dictateur) aux contraintes administratives, aux exigences de la complexité étatique, aux méandres technocratiques, au cadre systémique en place, sans être véritablement capable de changer de l'intérieur la prévalence des systèmes dominants malgré toutes les promesses faites.

52. L'homme politique est un conservateur en puissance qui s'ignore ou qui s'affirme en tant que tel, en pratiquant toujours les mêmes règles du jeu viciées dès lors qu'il est élu, voire en changeant son fusil d'épaule si nécessaire, quitte à faire le grand écart, un 180° avec ses idéaux de jeunesse ou ses aspirations sincères du début.

53. L'homme politique est un beau parleur qui passe son temps à utiliser une intelligence certaine à discourir, à critiquer, à communiquer, à débattre, à légiférer, alors que le citoyen lambda passe son temps à subir les décisions et mesures prises par l'homme politique tout en le finançant par l'impôt, en l'élisant par le vote

entonnoir, en écoutant ses discours, jusqu'à perpétuer une sorte de schizophrénie collective, voire un masochisme sociétal, si ce n'est une forme de crédulité conditionnée à croire, à croire, à croire !

54. Alors que l'homme politique est au centre de la dynamique sociétale, il y aurait également beaucoup de choses à dire sur ses interactions avec les médias, ainsi que sur l'orientation informative donnée par les commentateurs, les politologues, les sondages, les statistiques officielles, les revendications provenant des minorités agissantes, ainsi que sur le fonctionnement interne de la gouvernance et des institutions, l'exercice verticalisé du pouvoir au sein de l'exécutif, etc.

55. L'homme politique est accro à l'exercice du pouvoir et à l'influence de son statut, comme l'homme d'affaires est addict à l'argent et à ce qu'il permet d'accomplir, en tant que moyens d'exercer une pression hiérarchique, directe ou imposée de l'homme sur l'homme. Pouvoir et argent sont souvent concomitants et/ou de connivence jusqu'à la corruption des pratiques, des esprits et des âmes.

Stratégie citoyenne du changement réussi

Bien que l'homme politique soit censé tirer la société civile vers des objectifs collectifs à atteindre, à condition que l'intention initiale soit bonne, les méthodes utilisées sont souvent très éloignées de l'efficacité attendue comme de l'adhésion parfaitement démocratique des peuples. Aussi, lorsque le changement souhaité en politique (ainsi que dans toute organisation interne) devient impossible, malgré les programmations participatives, la mobilisation citoyenne est toujours possible en associant simultanément 6 approches distinctes :

- . **Isoler la cible** décisionnaire au sein de l'entité concernée en jouant sur la concurrence interne et externe, les dissensions existantes entre membres (jalousie, colère, ambition à prendre la place...). Pour cela, il ne faut jamais s'en prendre à la globalité de l'entité elle-même afin d'éviter que ne se produise, en réaction, un esprit de corps (nécessité de recourir au principe de division).
- . **Attaquer en premier les points faibles** constatés de manière non frontale, dans le but de ne pas subir une trop forte réplique directe et perdre ainsi des ressources précieuses, du temps, de l'énergie (attaquer simultanément là où ça fait mal, sous un angle inhabituel).
- . **Choisir l'option décisive uniquement au dernier moment** parmi les 3, 4 ou 5 options possibles, afin de n'envoyer aucun signal faible ou fort à la cible, à l'adversaire, lui permettant alors d'anticiper la réponse à donner. La stratégie de l'imprévisibilité suppose de ne rien décider de définitif par avance, de ne rien engager ni commencer avant les quelques minutes précédant l'action, en choisissant l'option x au tout dernier moment (option que l'on aura naturellement préparé à l'avance en même temps que les autres).
- . **Prendre un risque personnel** dans le cadre d'un engagement hautement déterminé à 100% et plus en ne s'accordant aucun retour en arrière (volonté offensive, courage sans peur et sans retour en arrière).
- . **Rebondir rapidement et opportunément** sur les conditions inhabituelles ou imprévues (proactivité, réactivité immédiate, opportuniste maximale de la situation) avec ou sans effet de surprise.
- . **Agréger toutes les forces disponibles** au sein du collectif afin de pouvoir exercer une pression maximale, suffisante en matière de dynamique collective et surtout déstabilisatrice de l'ordre existant (principe de l'union fait la force).

Changer l'état d'esprit de l'homme politique

Face au clair-obscur brumeux qui frappe une grande partie du monde contemporain remettant en cause les apports décisifs de la démocratie et celles du Siècle des Lumières au XVIII^e siècle, il est impératif et même vital que les citoyens exigent le retour de la « *lumière éclairant le monde* » (libertés, droits, conscience éclairée, dynamique motivante, tolérance, bienveillance, bien-être individuel et collectif...). La première démarche de dégagement des modèles conservateurs consiste à revoir de fond en comble le profil de l'homme politique candidat aux élections. Il est nécessaire également de changer la dynamique sociétale des nations démocratiques en disant « STOP » aux modèles conservateurs tirant leur légitimité du passé. Il est nécessaire pour cela de combiner 3 types d'opérations :

- . Transformer le fonctionnement interne des partis et des systèmes en place à partir de néofondements évolutionnaires (commandements à suivre) tout en **conservant les structures institutionnelles en place** (changer le contenu mais pas le contenant).
- . Remplacer systématiquement à l'occasion de chaque élection, lors de chaque mandature, les générations en place de professionnels de la politique et de technocrates formatées aux méthodes académiques conservatrices, par de **nouvelles générations apolitiques** (redonner le pouvoir de décision aux citoyens).
- . Exiger chez tout élu un **état d'esprit évolutionnaire** fondé sur les préceptes de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) avec obligation de se référer aux valeurs évolutionnaires (profil apte à agir en faveur de la démocratie avancée et de la citoyenneté avancée).

L'homme politique est un citoyen comme les autres, ni plus ni moins !

Changer la politique par le haut et de manière durable suppose d'agir de manière franche (sans tergiverser ni compromis) sur les pratiques jugées trop passistes, décalées, ringardes, imparfaites, voire obsolètes, au sein du fonctionnement de la sphère politicienne. C'est parallèlement remplacer progressivement les générations d'élus conservateurs et autres détenteurs des leviers du pouvoir en changeant les profils et les paradigmes de recrutement. À la source de tout, il convient de faire évoluer positivement la mentalité de tout homme et de toute femme agissant en politique dans les couloirs et les antichambres du pouvoir. Pour cela, la seule voie compatible consiste à redonner au citoyen adultisé sa place centrale dans la Cité. En tant qu'acteur principal adultisé au sein des nations modernes éduquées, technologisées, hautement médiatisées, le citoyen doit repartir sur les bases saines grecques initiales de la démocratie en les actualisant fortement des apports éthiques, culturels, scientifiques, géopolitiques et médiatiques du monde moderne. Il est évident que le bon fonctionnement des sociétés évoluées ne peut plus reposer sur des nervis, collaborateurs et servants complices de la politique politicienne (souvent très intelligents), mais au service principal de leur ambition personnelle, des ordres spécifiques de leur parti d'appartenance, de la vénalité liée à la fonction élective, de l'exercice d'un pouvoir exercé verticalement sur les autres. Il doit aussi s'extraire des grandes pesanteurs issues des références religieuses et idéologiques obsolètes, des modèles nationalistes intolérants, des archétypes patriotiques minoritaires clientélistes, populistes et démagogues, tout en repoussant fermement tout glissement népotique, despotique, autocratique, dictatorial, militaire, sécuritaire, oligarchique, mafieux... L'avenir sociétal le plus rayonnant oblige à ce que le citoyen adultisé agisse directement au cœur de l'État, des systèmes et des

décisions, en surveillant étroitement tout type d'intermédiaire (élu, délégataire, mandataire, parlementaire, politicien, gouvernance, exécutif, législatif...).

La manière de changer les paradigmes politiques

À partir de ce postulat évolutionnaire, il ne peut y avoir d'autre stratégie pour lutter contre la stagnation tournant en rond, la régression démocratique, la malveillance politique, la maltraitance des peuples, que d'opter pour un modèle décisionnaire soumis à un ensemble de commandements clairs et précis. En complément de l'éradication progressive des mauvaises habitudes conservatrices par toilettage, nettoyage, voire déconstruction de l'existant, il convient d'appliquer intelligemment dans chaque nation le meilleur, l'utile et l'essentiel disponible (ou ayant existé) partout dans le monde. Il est **INDISPENSABLE** de remplacer le conservatisme politique régressif et ses figures contemporaines de proue par un autre état d'esprit reflétant l'avenir dynamique et évolutionnaire des sociétés modernes dans des orientations beaucoup plus positives, respectueuses, bienveillantes, solidaires, apaisées. Seul un changement de paradigme politique peut conduire à un évolutionnisme sociétal conforme aux attentes profondes des citoyens éduqués et adultisés. Pour que ce nouvel univers politique se mette en place, il est **NÉCESSAIRE** que s'effacent progressivement du champ sociétal le profil de l'homme politique conservateur et son modèle de représentation électorale. Il est **CAPITAL** de combattre, à la racine, l'obsolescence des dogmes et des doctrines conservatrices de droite comme de gauche par le biais de la Nouvelle Pensée Moderne (NMP). Dans le prolongement des critiques et des positions prises dans l'ensemble des Hastags de « l'Esprit du Societhon », il est **OBLIGATOIRE** que des ruptures nettes s'appliquent à un « passé dépassé », que de nouvelles approches audacieuses et entreprenantes se substituent aux usages, coutumes et traditions ralentissant, voire freinant, l'évolution citoyenne. Il est **IMPÉRATIF** que le citoyen revienne au centre de gravité des décisions de la Cité aussi bien dans le fonctionnement de l'État, celui des institutions, de l'administration, des pouvoirs publics, que dans le grand périmètre des systèmes dominants. C'est toute l'arborescence politique territoriale et nationale qui doit être revisitée en dehors des élus locaux, qui sont souvent de véritables citoyens solidaires au service des autres citoyens.

Sur le fond, il s'agit d'inverser radicalement, mais positivement, la structuration politique de la plupart des organisations collectives, des républiques et des monarchies du monde moderne. Autant d'entités publiques qui se sont structurées, voire déformées au fil de l'histoire, par glissements directs, législatifs et exécutifs successifs, le tout validé par l'homme politique du moment. Beaucoup trop de modèles de gouvernance reposent sur des modèles de représentation politique, de gestion technocratique, d'administration systémique, à la fois verticaux et descendants relativement anachroniques, voire obsolètes, privilégiant le pouvoir de dominance de l'homme dirigeant (ou d'une minorité, d'une oligarchie dominante) vers le citoyen. Pour que le citoyen (le peuple) reprenne sa place centrale dans la nation, il est nécessaire d'adopter avec constance et détermination les grands axes du néochangement politique tels que déjà évoqués dans les Hastags [#0](#), [#9](#), [#21](#), [#33](#), [#34](#), [#35](#), [#36](#) et suivants. En politique, comme ailleurs, les mêmes causes produisent toujours les mêmes conséquences. Pour changer les causes, donc les conséquences, il faut agir en amont, c'est-à-dire à la source des causes (sourcing causal [#11](#), [#12](#), [#28](#)). Il ne s'agit pas là de bouleverser ou de remplacer *ipso facto* un modèle X par un modèle Y ou Z, mais simplement de **reconfigurer autrement le meilleur** de X avec le meilleur de Y et de Z. En cuisine, comme en politique, il

est possible d'obtenir avec les mêmes ingrédients de départ de nouveaux plats et recettes bien plus appétents et réjouissants. Les 2 conditions de base impliquent que la **matière première** utilisée (valeurs humaines de référence) soit fortement qualitative (naturelle et non artificielle, saine et non malsaine, propre et non contaminée) et que **le cuisinier** (le politique) soit animé de valeurs morales et intellectuelles positives, en étant impeccable chaque jour dans la compétence, le travail effectué, le respect du client. L'homme politique traditionnel est plus souvent un opportuniste ambitieux, beau parleur, sympathique en public, issu du monde économique, des affaires, de la notabilité, de l'administration publique, des grandes écoles. Il n'est pourtant ni un pompier bien formé qui sauve les autres, ni un militaire qui donne sa vie pour défendre la nation, ni un personnel médical attentif à la bonne santé de ses concitoyens, ni un chef d'entreprise qui gère seul une activité à fort risque économique pour lui et ses employés.

Par principe évolutionnaire, tout citoyen adultisé peut faire aussi bien et même beaucoup mieux que tout dirigeant et élu enfermé dans un rôle solennisé.

Pour un nouveau modèle de décision collective

Le changement de rapport personnel à la vie sociale, l'éclairage médiatique que la fonction induit, la capacité à répondre à presque tout sans l'ombre apparente d'un doute, font que le passage du rôle anonyme de citoyen lambda à la notoriété publique de l'élu, ou le fait de jouer dans la « cour des grands », change forcément l'homme politique. La représentation électorale (élu, parlementaire, sénateur, ministre, président...) introduit souvent le « syndrome du petit chef » chez les esprits les plus faibles, vaniteux ou perturbés. Il est clair que tout rôle officiel agit forcément sur l'état d'esprit comme sur le comportement de tout responsable et homme politique à force d'imposer leur style, leur rythme, leur volonté, leurs vues, leurs discours, leurs décisions, sur une masse plus ou moins passive de subordonnés, d'individus et/ou de citoyens devant en supporter les effets directs et indirects. C'est plus précisément la nature des décisions prises, leurs conséquences et enjeux qui agissent inconsciemment sur la psyché de l'homme politique (égocentrisme, construction artificielle d'une image de soi, état de conscience particulier, attitude manipulateur, instinct de dominance dans l'échange relationnel, réflexe mensonger, vénalité...). Plus le pouvoir de décision est grand, plus il isole l'individu et plus celui-ci autojustifie sa prise de décision par la délégation accordée par le vote, par le rôle à tenir durant son mandat et/ou par la solennité et la légalité de son statut au sein d'un cadre institutionnel donné. Il en découle alors forcément une forme de distanciation sociale hiérarchique et/ou élitiste avec le citoyen lambda (le peuple). Cette distanciation participe mécaniquement à l'isolement décisionnel de l'homme politique face aux attentes différentes, opposées et/ou contradictoires provenant des citoyens concernés. Cette prise de distance relationnelle est souvent supérieure aux échanges de proximité impliquant de la compenser par le verbe, l'oralité, la communication, les discours, le marketing politique, ainsi que par toutes les formes d'influence directes et indirectes. Si la politique est destinée à mettre de l'huile dans les rouages du corps social, il convient toutefois de se méfier de l'homme politique qui accapare seul le pouvoir de décision dans un rapport de dominance absolue, de loi de la jungle, de loi du plus fort, voire dans l'esprit mafieux ou sous forme de délinquance en col blanc. Si la structuration binaire de l'organisation politique fondée sur le causalisme primaire ([#2](#), [#8](#), [#15](#), [#17](#)) a remplacé avantageusement la barbarie et/ou l'empirisme du chef unique et

tout puissant, il existe également une 3^e voie dans les pratiques collectives dont certaines ont déjà été largement utilisées dans l'histoire des hommes. Pour évoluer en matière de prise de décision, il s'agit dorénavant de faire la synthèse entre les principales méthodes participatives, telles que la méthode du consensus (recherche d'une solution en commun), la méthode Delphi (compiler les avis d'expert), le brainstorming (production d'idées en groupe), la Technique du Groupe Nominal (brainstorming + réflexion individuelle + vote anonyme), l'Open Space Technology (démarche permettant de créer et gérer un ordre du jour flexible en fonction des attentes des participants)... Ces méthodes connues doivent remplacer l'habituel unilatéralisme vertical des décisions politiques prises dans le huis clos des bureaux, des cabinets ministériels, des instances dirigeantes des partis en lice.

L'exclusion du citoyen dans la prise de décision le concernant directement dans sa vie privée, sociale, économique et collective est une malformation démocratique. Accepter que la pratique démocratique exclue la position du citoyen est une parfaite inversion des principes fondateurs de la démocratie grecque. En « ligotant » la vie du citoyen aux décisions directives et/ou autoritaires de l'État et de ses institutions, l'homme politique prend clairement le parti de la défense du systémique et du technocratique aux dépens de la défense du citoyen. Dans la plupart des nations du monde, la représentation politique de la démocratie est devenue fondamentalement pipée, voire à front renversé, surtout lorsque l'homme politique justifie les abus de pouvoir de décision et d'action au nom du peuple. Alors que l'intention de départ dans l'esprit des penseurs grecs et des « inventeurs » athéniens de la démocratie directe, 500 ans avant notre ère, était d'accorder les mêmes droits communs à l'ensemble des citoyens formant le peuple en favorisant l'Ecclésia (Assemblée décisionnaire de citoyens utilisant le vote et le tirage au sort des représentants du peuple), ainsi que l'accès au gouvernement de l'époque avec une séparation stricte des pouvoirs, les élites nationales ont ensuite essayé, de tout temps, un détournement légal des principes actifs de la démocratie en leur faveur. C'est bien simple, dès qu'un système hiérarchisé se met en place sous le contrôle et la direction d'une classe d'individus idéologiquement et culturellement formatée et/ou sélectionnée de manière académique, corporatiste, clanique (aréopage aristocratique ou sectaire, érudits, diplômés de l'enseignement supérieur, élite nantie, « establishment », individus ou fonctionnaires aux ordres, grands intérêts familiaux...), la matrice conservatrice tend à s'imposer en altérant forcément l'esprit initial de la démocratie directe. Ce qui a été une formidable évolution dans la vie de la cité à ce moment de l'histoire presque totalement privée d'informations médiatiques, de savoirs scientifiques précis, ainsi que de l'apport, et pour cause, du progrès technique et technologique moderne, est devenue au fil de l'histoire tourmentée des nations un ersatz de démocratie, voire de la pseudo-démocratie, au mieux, une démocratie partielle et imparfaite ([#1](#), [#2](#), [#20](#), [#36](#), [#38](#), [#47](#)).

Sortir de la nasse démocratique actuelle

On constate ainsi que plus le progrès sociétal, l'éducation et le savoir utile se sont ensuite développés, plus l'information diffusée est devenue précise et à large spectre en temps réel, et plus les avancées démocratiques des temps anciens ont régressé ou sont restées anormalement circonscrites sous l'égide de l'homme politique conservateur. Bien souvent, lors de chaque avancée en société ont succédé ensuite des interdictions, des reprises en main, des restrictions, des normalisations, des obligations, voire des retours en arrière imposés par le corps politique et ses liens directs ou occultes avec certaines minorités agissantes. À chaque fois, le filtre et l'entonnoir politique conservateur ont encadré, contenu,

50 commandements pour un nouvel ordre politique évolutionnaire

Au-delà du champ infini des idées, des propositions et des applications que chacun(e) peut produire et mettre en place sur son territoire d'origine, il est d'abord nécessaire d'assainir le socle culturel fondamental de la politique. **Par commandement** applicable à l'action et à la décision politique, il faut entendre non pas un ordre à suivre ou une conduite à tenir d'inspiration divine, mais une **dimension éthique** (et non morale) à s'appliquer à soi-même, une **posture mentale** à adopter sur la base de valeurs évolutionnaires, un **état de conscience éclairé** guidant constamment un comportement constructif et positif. La liste proposée n'est pas exhaustive, mais sert de point de départ pour architecturer un nouvel ordre politique favorable à de nouvelles pratiques et mesures plus efficaces. L'objectif poursuivi est de favoriser l'**émergence de solutions de progrès** et d'**applications de terrain à haute valeur ajoutée** profitables d'abord au citoyen dans sa vie quotidienne. Il s'agit, pour cela, d'**élever le niveau d'Intelligence Relationnelle (#28)** aussi bien au niveau interindividuel, que social et interculturel. C'est aussi **augmenter le degré de discernement** individuel et collectif dans les choix engageant la vie de la cité, de la nation, de tous et de tous les jours. C'est parallèlement qualifier et **amplifier le niveau de conscientisation et d'adultisation** afin d'améliorer la mentalité générale à tous les échelons sociaux et économiques.

La politique et la religion forment un couple angélique ou diabolique depuis toujours, à la source première de toutes les grandes vicissitudes en société.

Pour sortir par le haut des modèles pseudo-démocratiques en place dans la plupart des nations du monde, le citoyen adultisé doit s'obliger à revendiquer et à suivre un certain nombre de commandements évolutionnaires dans l'usage le plus noble et le plus avancé au sein des sociétés modernes. Si ce n'est pas encore envisageable aujourd'hui du fait des grandes inerties conservatrices en action, c'est forcément possible demain. Il s'agit pour cela de faire carrément le contraire de la concentration des pouvoirs en peu de mains et l'inverse de l'éparpillement concurrentiel des idées et des partis politiques !

Commandement 1 : Il est faux de croire que l'homme politique ressemble aux citoyens qu'il est censé représenter. C'est comme croire que le dirigeant fonctionne mentalement à l'identique de ses salariés ! L'homme politique n'est ni un animal politique ni quelqu'un de commun. Il affirme simplement sa différence par ses capacités naturelles, l'imposition de soi et le talent qui est le sien dans l'art de la communication, dans le sens de la stratégie, dans l'analyse des situations et la propension à prendre des décisions. Autant de dispositions accessibles au plus grand nombre avec la répétition des mêmes habitudes, la mise en situation d'affrontement et l'expérience à s'exprimer en public. Il n'est en fait qu'un individu comme les autres !

Commandement 2 : Sortir de la spirale des pratiques conservatrices consiste à utiliser des principes conservateurs devenus erronés conduisant forcément à des résultats sociétaux décevants. Comme en mathématique ou dans la programmation d'algorithmes propres à l'IA « *Lorsque les données de base sont erronées, les résultats obtenus le sont aussi* ». La contamination de l'action politique par des imports culturels et mentaux non fiables, non viables, mensongers, imparfaits,

conduit tout droit aux défaillances étatiques et systémiques connues, voire accélère le déclin sociétal et civilisationnel en Occident. Il est donc impératif de repartir sur des bases saines reposant sur les fondamentaux de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) et l'ensemble des valeurs évolutionnaires (loyauté, intégrité, éthique, honnêteté intellectuelle, esprit de responsabilité, courage et détermination dans la prise de risque...).

Commandement 3 : La bonne pratique politique oblige à pratiquer le toilettage, le nettoyage, voire la déconstruction, la soustraction, l'élimination, la réduction, de toutes les formes d'existants politiques inutiles, négatifs, liberticides, obsolètes, nocifs, inutiles. C'est être capable de sortir par le haut des usages conservateurs, des lois coercitives, des procédures standardisées, des mesures indifférenciées, des méthodes stéréotypées, des habitudes de taxation, des produits, services et prestations hautement systémisées, des emprises étatiques, administratives, judiciaires, sécuritaires, économiques, financières, marchandes, médiatiques..., qui plombent (en le voulant ou sans le vouloir) la vie du citoyen lambda.

Commandement 4 : La plus haute valeur ajoutée de la politique à visée citoyenne consiste à sélectionner le meilleur et l'utile disponible partout dans le monde contemporain et dans l'histoire sociopolitique, afin de revenir et/ou appliquer sur son lieu de vie des pratiques aux fondements sains, pertinents, durables, équitables, positifs. En ce domaine, le recours positif à l'IA doit permettre de faire émerger de formidables synthèses dans l'élaboration de programmatiques à haute valeur ajoutée citoyenne. Au lieu de relooker sans cesse les mêmes méthodes animées par les mêmes principes conservateurs, mieux vaut générer de toute pièce de nouvelles solutions opérationnelles, de nouveaux agrégats sociopolitiques à partir du meilleur prouvé et durable, de l'utile pratique sans artifice ni superficialité. Tout doit concourir à la recherche de la plus grande efficacité dans les réponses techniques et pragmatiques apportées face aux problématiques modernes et courantes de la vie intime, privée, collective, nationale. Il s'agit d'améliorer constamment le savoir-être, le savoir-échanger, le savoir-communiquer, le savoir-informer, le savoir-éduquer, le savoir-former, le savoir-aider, le savoir vendre et acheter, etc.

Commandement 5 : Penser politique, c'est agir dans l'esprit de l'opportunité maximale en ne se contentant pas de suivre et d'accepter docilement un existant sociétal jugé inadapté. En politique, tout doit pouvoir être remis en cause dès lors qu'une meilleure option est possible, qu'une plus grande utilité est envisageable, qu'une essentialisation positive peut se substituer efficacement à la complexité ambiante. Il s'agit d'oublier les tropismes socioculturels liés à la rente de situation, à la passivité, à la soumission, à l'acceptation inconditionnelle, en privilégiant sans cesse la réactivité, voire mieux encore la proactivité néocitoyenne. C'est parallèlement poser comme principe fondateur de chaque décision, action et mesure prise au nom de l'intérêt général, un lien direct avec l'offensivité (et non rester sur l'inaction ou la défensivité) en associant un état d'esprit positif, constructif, tolérant, empathique, coopératif, respectueux, motivé, équitable, animé par la satisfaction d'être intègre avec soi-même et d'agir en faveur d'autrui comme but en soi.

La programmation citoyenne n'est pas un nouveau type de programme politique réalisé par un parti lambda dans le cadre d'une stratégie à visée concurrentielle. Il ne faut donc pas confondre la programmation politique classique décidée en interne au sein d'un parti, avec la

programmatische citoyenne apolitique librement et ouvertement élaborée. Par la force des choses, la programmation citoyenne est fondamentalement généraliste en associant le social, l'humain, l'économie, le culturel, l'écologie, le pur réformisme, l'esprit conservateur modéré, l'entrepreneuriat collectif, l'audace individuelle, le besoin de changement dans le vécu réel, une évolution claire et précise des conditions humaine, citoyenne et sociétale.

Commandement 6 : S'appliquer à utiliser une échelle de priorisation dans la décision politique, sans rejeter ni opposer les idées ou les propositions d'où que celles-ci viennent. Il s'agit d'agir constamment « step by step » en faisant en sorte de respecter les 5 niveaux de priorité en politique reposant sur 3 notions principales (vital, essentiel, nécessaire) :

- . **Ce qui est vital :** Décision à prendre de rang n°1, car objectivement indispensable à la survie, à la vie, à la protection sécuritaire, en rapport direct avec l'**urgence d'une action immédiate**, d'une opération à mener rapidement et/ou d'une situation impérieuse à gérer instantanément.
- . **Ce qui est essentiel :** Décision à prendre de rang n°2 jugée évidente, indiscutable, par rapport à l'**importance cruciale des enjeux** en cours et/ou des répercussions négatives possibles à court terme.
- . **Ce qui est nécessaire :** Décision à prendre de rang n°3 impliquant une **obligation de faire** à un moment donné (agir, réaliser, appliquer...), mais sans urgence immédiate ni importance cruciale à court terme.

Il en résulte alors 5 niveaux de priorité en politique pour décider et/ou agir... :

- ... **D'abord en premier** (vital et essentiel) : délai d'application immédiat.
- ... **Ensuite en second** (essentiel mais pas vital) : délai d'intervention décalé, d'application dans les x prochains jours, semaines, mois.
- ... **Programmé pour...** (nécessaire mais pas vital) : délai d'application planifié de x mois à plusieurs années.
- ... **Envisagé en dernier** (nécessaire mais ni vital ni essentiel) : délai d'application sur plusieurs années jusqu'à l'horizon décennal.
- ... **Non programmé** (ni vital, ni essentiel, ni nécessaire) : sans délai fixé ni modalités précises d'exécution.

Commandement 7 : Considérer la pratique politique non pas comme une prise de pouvoir personnelle, mais comme la mise en application de contenus et de projets relevant de programmations citoyennes évolutives précises (**#0, #35**). Ce n'est pas l'Offre politique qui est importante, mais la satisfaction de la Demande citoyenne à partir des attentes, des idées et des propositions émanant directement des citoyens eux-mêmes. En ce sens, la véritable programmation relève directement de la Demande citoyenne et non de l'Offre provenant des appareils politiques. Sur le principe, toute programmation repose sur un ensemble d'applications de terrain, d'actions techniques, de projets innovants, de mesures sociales, économiques, politiques, culturelles, éducatives, associés à une multiplicité d'objectifs à atteindre. Elle est forcément établie de manière participative dans le cadre de priorités basées sur un ordre de pertinence allant de vital à nécessaire en passant par essentiel et se traduisant par la formalisation d'un échancier, d'un planning, d'une planification, d'un échelonnement, selon 5 niveaux. Sur le fond, l'élaboration d'une programmation est forcément transverse et/ou transpartis politiques, voire apolitique, en cumulant des listes de dizaines, voire de centaines d'objectifs concrets à atteindre sur des périodes plus ou moins

longues (double quinquennat, décennie, pluridécennal) que ce soit au plan local, régional et/ou national.

Les 3 principes fondateurs de la programmation citoyenne évolutionnaire :

1. L'objectif sociétal de la programmation est de permettre au citoyen d'intervenir au centre de la cité et du collectif selon 3 niveaux : possibilité de contribuer soi-même à un projet, une proposition professionnalisée, une contribution d'idées raisonnables ; votation numérique ou en présentiel pour donner son avis, affirmer clairement un choix parmi l'offre citoyenne et politique ; participation au contrôle régulier de la bonne exécution des missions accordées à l'élu mandaté.

La programmation citoyenne est l'équivalent du « Un pour tous et du tous pour Un ». Chaque citoyen apporte sa contribution en faveur de tous, faisant que tous les citoyens œuvrent au bien-être de chacun !

2. La détermination de chaque projet, mesure, application, démarche, objectif, opération, évènement..., est **libre d'expression et de proposition de la part de tout citoyen sain de corps et d'esprit** (y compris en prison), ainsi que de toute entité collective à condition d'être réaliste et utile, d'avoir une vocation d'intérêt général, d'être clairement présenté (professionnalisé), argumenté, chiffré, daté, signé par son auteur sur l'honneur (pas d'homme de paille) avec au moins 50% de contributions provenant de citoyens apolitiques, anonymes, voire tirés au sort ou volontaires.

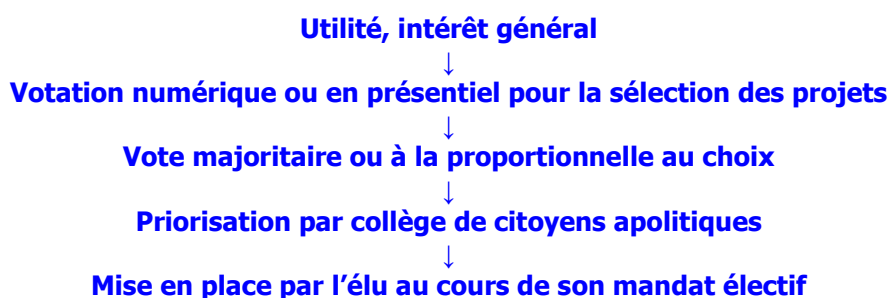
Si un programme politique est généralement initié par une minorité de citoyens politisés dans un cadre partisan orienté, la programmation citoyenne s'élabore librement au sein d'une majorité des citoyens anonymes. C'est la grande diversité sociale, socioéconomique, idéologique, statutaire, compétentielle, au sein du collectif citoyen qui apporte toute la puissance nécessaire aux avancées démocratiques et citoyennes.

3. La sélection finale des projets ne passe pas par le filtre politique, militant la délégation, la représentation parlementaire et/ou par l'entremise des partis politiques en place, mais procède en **3 étapes distinctes** avec d'abord une votation numérique ou en présentiel ouverte à tous les citoyens en vue de sélectionner les projets par décantation successive au vote majoritaire ou à la proportionnelle au choix. La liste retenue des projets est ensuite soumise à la priorisation par une assemblée, une convention, un collège, composé uniquement d'un turnover de citoyens apolitiques (expert, spécialiste, actif, fonctionnaire...). Enfin, la mise en place des projets priorisés est effectuée sous l'égide de l'homme politique élu pour cela dans le cadre d'un mandat électif en ayant la possibilité d'y adjoindre son propre projet personnel.

Programmation citoyenne évolutionnaire

↓
Dizaines, centaines de projets à mener durant le mandat ou période décennale

↓
Offre libre et ouverte de projets citoyens « professionnalisés »



Commandement 8 : La programmation participative citoyenne est complémentaire aux engagements officiels en reposant sur... :

- . La précision et la clarification de grands enjeux sociétaux à atteindre (grandes réformes structurelles, mesures d'assainissement dans le social, l'économie, l'administration , la fiscalité...).
- . La mise en place de nouvelles pratiques sociétales utilisées ailleurs et/ou jugées meilleures, utiles et/ou plus efficaces dans le but de remplacer celles existantes.
- . Enrichir l'offre sociétale globale par de nouvelles applications sociales, culturelles, commerciales, entrepreneuriales, civiques... plus innovantes, mieux adaptées, aux attentes des citoyens, aux activités du quotidien.
- . Décider de nouveaux objectifs à atteindre dans tous les domaines de la vie collective, dans le secteur privé et/ou dans le secteur public.
- . Le listage de trains de mesures techniques à prendre à partir de solutions créatives, originales, simplifiées, plus porteuses en termes d'efficacité.
- . Le toilettage ou la réingénierie législative (lois, normes, procédures, obligations, règles...) avec des mesures adaptatives, réductrices, soustractives, contre tout ce qui apparaît comme obsolète, liberticide, dépassé en l'état.
- . La planification d'opérations territoriales à mener, l'établissement d'un rétroplanning d'actions année par année, territoire par territoire, secteur d'activité par secteur d'activité, métier par métier....
- . L'exclusion de la gestion collective d'entités ciblées avec l'intégration de nouvelles, l'éviction d'individus ou de postes nominativement cités jugés inutiles, toxiques, collaborants, non fiables, à problème...

Toute programmation citoyenne repose fondamentalement sur une somme éclectique de propositions, d'idées, d'initiatives, de projets diversifiés, provenant des citoyens eux-mêmes en direct, en groupe ou en assemblée. Par principe, la majorité des demandes et des attentes explicitées au sein des programmations citoyennes à l'échelon local, territorial, national, fédéral, correspond à de nouvelles pistes à explorer, à des applications utiles, à des déclinaisons de pratiques existantes ou ayant existé ailleurs ou autrement.

Commandement 9 : L'état d'esprit animant la participation et la mise en place d'une programmation citoyenne est un élément décisif de redynamisation territoriale de l'espace politique par les citoyens eux-mêmes. Sur le fond, le **premier objectif** est de créer une feuille de route collective ferme, robuste, durable, qui ne puisse être contournée, annulée, contestée ultérieurement par le fait des oppositions en place, sans qu'une majorité de citoyens le valide ainsi. Le **second objectif** consiste à unifier les demandes précises et explicites des citoyens en vue de l'amélioration constante de leur condition humaine, citoyenne et sociétale sur leur territoire de vie. Sur la forme, le **troisième objectif** de la programmation est d'arrêter le gâchis médiatique et social des promesses électorales, d'annuler les

effets pervers des campagnes de propagande, d'éviter la concurrence malsaine entre programmes électoraux antagonistes et fratricides. Le **quatrième objectif** est de mettre fin au mythe de l'homme providentiel en stoppant la survalorisation des élus, les focus partisans sur les positions et les dires des dirigeants politiques, les excès de communication et de marketing politique clientéliste, populiste, démagogique. En **cinquième objectif**, les élus doivent assumer, à la fois, un rôle de gestion globale de la programmation en s'interdisant toute forme de discours idéologique et démagogique, d'ambition personnelle en tirant la couverture à soi, de défense d'intérêts personnels ou népotiques, tout en étant en première ligne face aux décisions à prendre en cas d'urgence, tout en étant comptable des conséquences.

Commandement 10 : La gestion des affaires publiques par l'élu doit continuer à s'exercer dans le cadre des institutions officielles en place, ainsi que dans la plupart des services formant les pouvoirs publics. Toutefois, 5 limites s'imposent à l'exercice du pouvoir de l'homme politique :

1. L'homme politique à **3 possibilités** dans l'exécution de son mandat électif :
 - . Proposer lui-même une programmation détaillée et chiffrée avec un objectif temporel précis soumis au vote des citoyens.
 - . Associer sa propre programmation à celle des citoyens sous condition préalable d'acceptation par le vote citoyen.
 - . Gérer et manager uniquement la programmation voulue par les citoyens strictement dans les conditions imparties.
2. Éviter la **hiérarchisation sociale** (protocole imposé, distanciation avec le citoyen) en se montrant au contraire accessible et disponible. L'élu s'interdit le fait de créer une barrière relationnelle avec le citoyen lambda par la **solennité** de la fonction (pouvoir de nuisance ou d'influence, phrasé condescendant, image et paraître, cérémonial artificiel, pompe, vestimentaire, symbolique du lieu...). L'objectif de l'horizontalité dans le relationnel permet une stricte égalité des rôles en éliminant les attributs du pouvoir de l'homme politique sur le citoyen.
3. Être totalement **transparent dans la prise décision**, les échanges concomitants, les compromis obtenus, les motifs légitimes défendus, en les rendant publics en temps réel ou rapidement. L'objectif de transparence réduit à la source l'usage du mensonge, la défiance et les pratiques manipulatoires chez l'homme politique.
4. Être judiciairement **comptable des décisions prises** dès lors que celles-ci produisent des conséquences négatives pour la collectivité ou apparaissent comme trop affairistes en faveur de l'intéressé. L'objectif poursuivi est de donner un nom à la responsabilité juridique des décisions et des engagements pris (hors cadre de la pure programmation citoyenne) en obligeant l'élu à appliquer un pur légalisme, un courage moral, de la loyauté envers les citoyens, une véritable honnêteté intellectuelle dans le fait d'assumer personnellement ses actes et comportements répréhensibles.
5. Observer autant que faire se peut une **quadruple parité** homme-femme, jeune-ancien, privé-public, rural-métropole, au sein du personnel politique, des élus, des ministères, des services, de la représentation parlementaire, des pouvoirs publics. L'objectif est d'éviter les mêmes profils aux postes politiques en assurant la plus grande diversité de personnalités et d'expertise.

Commandement 11 : En démocratie, la politique consiste à redonner le pouvoir de décision au peuple (et pas seulement par le vote) en favorisant le plus largement possible la représentation citoyenne dans les grands enjeux politiques majeurs. C'est aussi l'introduction régulière de nouvelles têtes (turnover citoyen), la limitation

de la concentration des pouvoirs (révision des mandats), l'implication de contre-pouvoirs disposant de la même prépotence décisionnaire que l'élu. C'est également la mise en avant du citoyen en s'appliquant à... :

. Limiter « l'endogamie politique » et l'entre-soi dans toutes les instances collectives en évitant l'agrégation de profils ayant le même esprit idéologisé, conservateur, normatif, prudentiel ou encore le même type de diplôme, de formation, de compétence, la même tranche d'âge, le même type de statut social, le même sexe ou genre... La plus grande diversité citoyenne est nécessaire pour éviter l'endogamie politique et technocratique dans les grandes institutions et organisations.

. Éviter que la décision finale ne soit prise que par un seul homme, sauf demande de toutes les parties prenantes et/ou dans le cadre d'une situation urgente nécessitant une réactivité immédiate. Empêcher conjointement toute forme de surreprésentation dans les commissions officielles que les membres soient issus de la puissance publique, du monde professionnel, des partis politiques, des élus en tous genres, d'experts ou de citoyens habitués des commissions, en favorisant à chaque fois un juste équilibre entre eux.

. Intégrer dans toutes les institutions et centres de décision de la puissance publique des citoyens apolitiques, anonymes et différents à chaque fois, afin d'éviter le réflexe de soumission aux visées du chef ou de conformisme par rapport à la pensée dominante. Le décisionnaire final doit toujours se trouver en face d'une autre vision potentielle afin de relativiser son propre jugement.

. Pratiquer le tirage au sort des citoyens pour rendre équitable la participation démocratique de tous ceux et celles motivés par la chose publique aussi bien dans l'exécutif, le législatif, le judiciaire, les commissions d'enquête, les conventions citoyennes.

. Utiliser le principe de réciprocité par la loi, le mental, l'éthique ou la vengeance légitime en politique, dans l'administration, la gestion, les affaires, les relations, le traitement judiciaire lorsque la décision ou le résultat paraît objectivement injuste, faux, inacceptable, mensonger. Personne dans le domaine public ne doit être exempt de devoir rendre des comptes sous prétexte d'un rôle ou d'un statut particulier. Chacun doit être responsable de ses actes et de ses prises de position en fonction des conséquences, des effets induits, que ce soit sous un angle de sanction, de condamnation, de punition (aspect négatif) ou de récompense, valorisation ou pardon (aspect positif).

. Ne jamais accepter que seulement x % de vérité de la part des uns ne s'impose majoritairement dans le débat ou la position prise, face à y % d'incertitude, d'équivoque, de silence volontaire, de mensonge tactique ou z % de vérités alternatives provenant des autres.

. Dans le fait de trancher ou de statuer sur une décision à prendre dans la complexité, la complication, la difficulté, le manque de visibilité, il faut éviter l'unilatéralisme en provenance du dominant ou du plus fort en proposant toujours au moins un arbitrage amiable deux ou plusieurs options ou solutions alternatives.

. Refuser que le seul point de vue des décideurs ou la subjectivité, l'empirisme, le parti-pris, les certitudes d'intervenants patentés, ne s'imposent systématiquement à tous les autres. Ne pas accepter que la seule démagogie politique, le seul politiquement correct de la technocratie ou de l'élite en place, que le hors-sol de la solennité institutionnelle, ne s'imposent comme vérité unique ou seul choix possible.

. Ne pas accepter inconditionnellement l'addition régulière de nouvelles entités filtres, intermédiaires, satellites, dans la galaxie du fonctionnement étatique et celui des pouvoirs publics. Procéder plutôt par soustraction en considérant que le citoyen adulte éduqué, compétent et bien informé est à même de s'organiser par lui-même

ou en petit groupe efficient dans beaucoup de domaines, sans être obligatoirement assisté, accompagné, surveillé, coraqué par les fonctionnaires de la puissance publique.

. Sortir de la présence directive de la puissance publique dès lors que le progrès technologique est disponible et accessible par soi-même, et encore moins lorsqu'il s'agit d'une assistance non personnalisée et/ou générique sans grand intérêt pratique. Se méfier de tout ce qui est placé sous surveillance par les nouvelles technologies et les outils de l'IA sous l'égide des grands systèmes et institutions en place replaçant forcément le citoyen sous contrôle permanent.

Commandement 12 : Pour introduire de manière effective la participation citoyenne, il est nécessaire de recourir à 6 critères incontournables :

- . **4 types de votes** : Oui (Pour), Non (Contre), Blanc (Neutre), Abstention (Refus de participer à l'Offre), dont la somme doit représenter 100% des citoyens inscrits votants et non-votants.
- . **Établir un pourcentage précis de votants** (Oui, Non) mais aussi de non-votants (Blanc, Abstention) parmi l'ensemble des citoyens concernés par le vote.
- . **Lorsqu'un quorum négatif de votants Non, Blanc et Abstention** est largement supérieur à celui des « votants physiques », l'élection est annulée. Exemple de quorum négatif : 2/3 et plus de citoyens inscrits ne votant pas en faveur de l'offre politique proposée.
- . **Reporter les résultats du vote** en cas de quorum négatif. Ne jamais accepter qu'une minorité l'emporte sur la majorité des autres (votants physiques et non-votants) ou alors en restreignant et encadrant strictement les pouvoirs de celle-ci en cas de vote à la proportionnelle.
- . **Reconduire l'équipe en place**, en cas de non-majorité, jusqu'à un prochain vote dans le délai maximal d'un demi mandat courant.
- . **Pratiquer un tirage au sort** entre les participants en lice et les citoyens volontaires en cas de totale impossibilité de former une majorité claire par le vote.

L'objectif est de sortir du syndrome de l'entonnoir et surtout du vote entonnoir relativement téléguidé ([#29](#), [#39](#)) en ne permettant plus aucune possibilité de manipulation des masses par l'homme politique, tout en redonnant un vrai pouvoir au peuple et au citoyen.

Le « brouillis-brouilla » de la fonction politique

Dans le prolongement du Hastag [#9](#), il existe un melting-pot d'avis sur la vie politique conventionnelle dans ses aspects mesquins, cachés, perfides, trompeurs, variables, hypocrites, associant allègrement vérité, mensonge, réalisme et virtualité en produisant *de facto* de nombreux constats déceptifs et attentes déçues chez le citoyen lambda. C'est le cas notamment avec 20 réflexions populaires sur l'homme politique et la fonction politique :

1. Les hommes politiques se comportent tous de la même manière (ou presque) en s'opposant constamment les uns aux autres, sur la méthode à suivre, en affrontant leurs égos surdimensionnés, leurs visions idéologisées du monde (souvent avec un 180° d'écart). Parallèlement, l'ambition des partis politiques est d'évacuer les autres partis ou de prendre leur place, faisant qu'un parti remplace un autre parti dans un jeu sans fin de « mieux-disant » démagogique tirant tout le monde vers le bas par des alternatives contradictoires, des décisions opposées, des compromis réducteurs, plutôt qu'en recherchant en commun des portes de sortie vers le haut du souhaitable citoyen.

- 2.** Le bilan a posteriori de ce que font et décident la quasi-totalité des hommes politiques est toujours le même, à savoir qu'il très souvent contesté, voire rapidement dissipé, totalement oublié dans ses effets positifs, voire contredit et remplacé par son contraire.
- 3.** Il existe une forte volatilité et dispersion de l'action politique au fil des gouvernements faisant que l'importance donnée aux discours passés devient vite obsolète, rendant *de facto* toute invocation et certitude péremptoire invoquées au présent très relatives dans leur efficacité globale.
- 4.** Le caractère court-termiste des décisions prises dans la gestion publique, la spécificité conjoncturelle et/ou hyper ciblée des mesures légales adoptées, lesquelles viennent encrasser progressivement la vie collective, voire alourdir la dynamique sociale au fil du temps, du fait des nombreux changements de cap et d'orientation liés à la *realpolitik* du moment.
- 5.** La pratique politique est devenue plus une compétence technocratique, gestionnaire et communicationnelle à devoir et savoir répondre par le verbe aux grandes problématiques sociales, à justifier les équilibres instables du moment, qu'une maîtrise sociale et un art d'anticipation à préparer positivement l'avenir commun.
- 6.** Les discours politiques s'inscrivent dans une récurrence consistant à toujours se plaindre des erreurs des autres, des limites budgétaires, des problèmes sociaux et économiques, du creusement des déficits, de l'inflation des prix, du manque de moyens, de la répétition des crises, des sempiternelles affaires politiciennes..., prouvant ainsi l'incapacité chronique, durable et structurelle de l'homme politique conventionnel à ne pas pouvoir agir à la source amont des grands problèmes sociaux, à ne savoir gérer que les mêmes conséquences produites par les mêmes causes.
- 7.** La communication médiatique est devenue l'arme politique par excellence en se substituant de plus en plus aux engagements de terrain. Le mot remplace largement l'action et l'action est systématiquement surdimensionnée, grossie à l'excès, voire de manière inversement proportionnelle à sa réalité effective.
- 8.** L'homme politique tend à réduire son champ d'intervention dans un spectre d'initiatives relativement réduit en préférant miser sur la virtualité qui rassure, sur l'imaginaire qui séduit, sur l'émotion qui stimule, bien plus que sur la prise de risque inhérente à l'action et son possible effet boomerang. Le but poursuivi étant d'effacer de la conscience individuelle la dure réalité de la vie, les épreuves à subir, les problèmes à supporter, les difficultés à assumer.
- 9.** Le pragmatisme et l'offensivité politique originelle glissent majoritairement vers le débat sans fin, les compromis négociés, ainsi que les méthodes classiques utilisées dans la croyance, la suggestion, l'illusion, en instillant l'idée que tout va bien, que tout est possible, que tout est sous contrôle.
- 10.** La confusion savamment entretenue consistant à faire croire aux citoyens que l'action des minorités au pouvoir va dans le sens de la majorité de la population, alors même que celle-ci ne soutient nullement les décisions prises par les élus au pouvoir.
- 11.** Le recours habituel au premier degré simpliste et démagogique dans le discours et l'information politique distillée, comme si le citoyen était définitivement infantile et incapable de comprendre ce qui se passe, en ayant pour effet d'agrandir la distance d'incompréhension, voire de rejet, entre le locuteur politique et le citoyen adultisé, informé, éduqué, compétent.
- 12.** La communication politique remplace l'inaction politique faisant que, plus l'homme politique communique, moins il agit. Plus il se veut intelligent et subtil dans la manière de présenter les choses, plus il démontre son manque d'engagement, d'audace, voire de courage à s'impliquer lui-même.

13. La déconfiture, la sclérose, la déliquescence de l'image du monde politique moderne ne doit pas être associée à la vie de +90% des gens du peuple. C'est uniquement la faute à l'homme politique et à ses militants si tous les idéaux politiques sont contestés.

14. Le monde politique est constitué en grande partie de diplômés inaboutis ambitieux pour eux-mêmes, de bras cassés (incompétent, personne sur qui on ne peut pas compter), de cas psychologiques et pathologiques manipulateurs, de psychorigides violents, de pervers narcissiques, de paranoïaques, de purs conservateurs (souvent sincères) profondément matricés du cerveau.

15. L'hubris politique (démésure, arrogance, excès vaniteux de confiance en soi) traduit le passage de l'ego naturel propre à l'homme de conviction, à l'ego démesuré de l'homme politique disposant d'un pouvoir de nuisance sans limite lui permettant de jouer allègrement avec le destin des autres tout en s'en fichant totalement.

16. Le monde politique fait gonfler les têtes et les chevilles de ceux qui en vivent en les remplissant souvent de morgue (mélange de mépris des autres, de sentiment de supériorité, de cynisme) couplée à une grande médiocrité comportementale (lâcheté, manipulation, imposition de soi, violence décisionnelle...), le tout associé à la brillance artificialisée du verbe et du discours.

17. Les grands responsables de l'abus politique envers la population ne sont pas uniquement les élus mis en avant, mais surtout ceux et celles qui les entourent et les conseillent dans l'ombre, ceux et celles qui exécutent servilement les ordres en y apportant toute la négativité humaine.

18. La politique, c'est la répétition permanente de l'histoire sous une forme binaire et conservatrice, malgré des habillages sans cesse différents (technocratisation, technologisation, progrès social, communication médiatique...).

19. Rien ne sert de leçon à l'homme politique conventionnel malgré les « plus jamais ça » en optant à chaque fois pour 3 directions : la régression (retour vers le passé) ; la stagnation (politiquement correct du moment) ; la fuite en avant permanente (opportunisme et realpolitik). C'est la raison qui explique le désamour avec les politiciens dont la plupart font le minimum syndical ou le contraire de ce que l'on attend d'eux, qui sont à chaque fois les décideurs et non les payeurs.

20. L'auto-contentement de l'homme politique à être toujours satisfait de lui-même vécu comme une offense à l'intelligence collective compte tenu de la médiocrité ambiante, du champ de bataille électoral, des non-avancées évolutionnaires souhaitables.

Commandement 13 : Autoriser l'ingérence civique du citoyen à tout moment jugé critique dans la mandature de l'homme politique à partir d'un quorum suffisant de contestation par voie numérique, référendum, tribunal administratif, pétition... Il s'agit également de faire systématiquement un **bilan de mi-mandat** afin de placer l'élu devant ses responsabilités en évitant toute déviance de sa part, tout dérapage, toute inversion, tout arrêt dans les projets votés sur la feuille de route de la programmation. Dans le cadre de l'ingérence civique et du bilan de mi-mandat, les citoyens peuvent alerter et intervenir en recourant à 4 signaux :

Signal vert = tout va bien, on continue comme cela

Signal bleu = on rajoute de nouvelles modalités consensuelles

Signal orange = problème détecté à solutionner

Signal rouge = on arrête le mandat électif

L'objectif est de donner au citoyen un pouvoir égal à celui de l'homme politique au sein de toute véritable démocratie, non pas à titre individuel, mais en l'utilisant collectivement en cas de désinformation avérée, doute sérieux, trahison, mensonge patent, manipulation prouvée.

Commandement 14 : Tout nouvel ordre politique doit interdire la professionnalisation du rôle politique en stoppant le passage d'un statut d' élu à un autre, d'un mandat à l'autre. Il ne doit plus être permis à l'homme politique de faire une carrière politique longue et rémunérée à l'instar des métiers et des emplois dans le privé et la fonction publique. Le rôle politique doit concerner des missions et mandats à court terme, tout en étant motivé par une contribution citoyenne quasi bénévole, voire désintéressée en faveur de la défense des citoyens et la protection des grands acquis sociétaux. Sachant que, dans ces conditions volontairement assainies et minimalistes, l'homme politique et l' élu(e) deviennent principalement des servants (employé, fonctionnaire, collaborateur) aux ordres du peuple et des citoyens et non plus des notables au statut privilégié, il est nécessaire que s'appliquent avant et durant le mandat les 12 règles suivantes :

1. Disposer d'un traitement équivalent à tout salarié intérimaire dans le public ou le privé.
2. S'inscrire dans une hiérarchisation en fonction directe du rôle réel exercé, de la présence effective, du temps productif de travail, de la compétence appliquée, des résultats obtenus.
3. Prouver une formation initiale professionnalisée et/ou un métier permettant un emploi durable dans le secteur privé ou public et/ou une rémunération régulière.
4. Limiter la durée de chaque mandat, quel qu'il soit, entre 2 et 7 ans maximum selon la nature de l'élection.
5. Ne pas dépasser un maximum de 3 mandats successifs, concomitants ou répartis dans le temps, sauf pour les maires des petites et moyennes villes n'ayant pas de successeurs volontaires.
6. Bloquer la durée totale des mandats électifs à 10 années, voire 12 années avec une dérogation hautement justifiée, sauf pour les maires des petites et moyennes villes.
7. Encadrer à l'instar du secteur privé le montant global des salaires, allocations, émoluments versés aux élus en fonction d'une échelle de rémunération inspirée du middle management, afin que l'argent reçu ne devienne une motivation vénale dans la quête du mandat électif. Un minimum universel d'1 SMIC + frais réels est alloué dans les plus petites communes et entités et un maximum de 3 SMIC + frais réels pour les plus grandes. Il est ainsi clair que beaucoup d'ambitions politiques purement politiciennes seront revues à la baisse en laissant ainsi la place à un turnover constant de citoyens lambda désintéressés et contributifs pour les fonctions électives.
8. Éviter la concentration des mêmes profils parmi les élus en limitant à 5% le nombre de personnels issus de la même catégorie, compétence, corporation (militaire, fonctionnaire, personnel de la fonction publique, jeune diplômé, enseignant, universitaire, profession libérale, personnel sanitaire, chef d'entreprise, retraité, homme d'affaires, finance, agriculteur...).
9. Contrôle systématique de l'homme politique à mi-mandat afin d'auditer la concrétisation effective des projets et mesures relevant de chaque programmation.
10. Organiser régulièrement le turnover des élus pour un même poste, une même fonction et/ou un même territoire, afin d'éviter tout glissement vers la rente de situation, la mise en place d'un réseau personnel, la prise d'habitudes dans la fonction, voire la corruption, la concussion, le pantouflage, la prise illégale d'intérêts.
11. Sanctionner de la même manière le politique élu et ses collaborateurs directs (conseiller, technocrate assistant, chef de mission, chargé(e) de communication, responsable de service, fonctionnaire impliqué...) en cas d'affaire douteuse, de malversation prouvée, de décision contraire à la programmation de base, en les

considérant comme complices actifs, passifs, silencieux, sauf démission entre temps ou posture d'alerteur.

12. Ne jamais accorder les pleins pouvoirs, accepter inconditionnellement une délégation sans contrôle régulier ou encore donner une totale carte blanche, un chèque en blanc ou laisser le champ libre à l'homme politique et à l' élu.

Commandement 15 : La contrepartie du pouvoir politique issu du suffrage universel est la participation active du citoyen avant, pendant et après le vote. L'idée centrale est que la majorité silencieuse ne soit pas dissociée du pouvoir exécutif et décisionnaire en faveur exclusive, unilatérale, verticale, des minorités influentes et agissantes. Tout commence par le contrôle de la délégation et de l'attribution de pouvoir à l' élu(e). La quasi-inconditionnalité du pouvoir de décision assuré par l'homme politique durant son mandat doit devenir suspensive (possibilité de suspension temporaire ou définitive du mandat) et surtout conditionnelle (sous réserve du respect absolu de certaines conditions). À côté du pouvoir judiciaire devant sanctionner les écarts de conduite et le manquement aux règles établies, c'est parallèlement au citoyen d'exercer un contrôle régulier de la gestion des affaires courantes dans la vie collective, de surveiller le management politique de chaque programmation, de comprendre le dessous des votes importants en assemblée ciblant notamment les lois spécifiques, les normes, les accords et autres mesures à effet collégial et/ou affectant la vie du quotidien (sécurité, fiscalité, civisme, décision géopolitique...).

Le citoyen c'est l' élu(e), c'est toi, c'est moi ! Dans un véritable État de droit, aucune différence de statut et de pouvoir ne doit s'appliquer dans le management public de la démocratie.

Rien ne doit se faire ou se décider sur le « dos » des citoyens. L'homme politique n'a aucun droit en ce domaine et pas davantage dans la possibilité de pouvoir décider à la place des autres. La régulation politique par le citoyen est aussi importante que la régulation économique par les lois du marché ou le contrôle judiciaire par le droit. La participation active du citoyen adultisé ([#10](#), [#35](#), [#40](#), [#46](#)) concerne en particulier les interventions suivantes :

1. Suivi dans la mise en œuvre de toutes les programmations en cours d'exécution (audit régulier, surveillance des élus).
 2. Obligation pour le délégataire de suivre la feuille de route aussi bien dans l'esprit que dans la manière de pratiquer, de se comporter, de rendre compte (scoring du pouvoir, inversion de la surveillance unilatérale de l'autorité vers le citoyen, contraire de l'acceptabilité passive et de l' intouchabilité).
 3. Implication du citoyen et des collectifs de citoyens à intervenir dans tout ce qui est hors programmation en... :
- ... Apportant des réponses immédiates de bon sens, des solutions pratiques aux problèmes rencontrés dans la vie de tous les jours.
 - ... Faire preuve d'esprit de débrouillardise lorsque la légitimité individuelle d'agir devient supérieure à la légalité nationale par ses aspects d'urgence, de nécessité vitale, d'objectivité, d'équité, de solidarité (affirmation de la différence innée et acquise avant toute forme d'égalité dogmatique).
 - ... Capacité à refuser, alerter et dénoncer de manière explicite, via des médias dédiés et indépendants (e-Tribune), tout ce qui paraît injuste, inéquitable, intolérable, mensonger, populiste, saturant, défaillant... en provenance de l'action des pouvoirs publics, de l'organisation étatique, institutionnelle et systémique du moment.
 - ... Décider par soi-même ce que l'on souhaite faire de sa vie et de sa mort en toute

- liberté de conscience et volontarisme lucide (décision motivée, choix existentiel, euthanasie...).
4. Détechnocratisation des pouvoirs publics en coparticipant directement aux centres de décision administratifs, législatifs et gestionnaires, en revendiquant un turnover dans le management politique via des mandatures électives à durée limitée, ainsi que par l'occupation temporaire de postes à responsabilité au sein des services publics locaux et territoriaux par des citoyens expérimentés venant du secteur privé (contribution civique à l'administration collective).
 5. Concrétiser au moins à 50% de manière réelle, permanente et durable un vrai transfert du pouvoir au peuple de base et non aux partis politiques, aux partisans de l'idéologie dominante, aux élites, aux minorités influentes, aux puissances de l'argent.
 6. Favoriser la coparticipation de tout citoyen expérimenté et motivé à la gestion des affaires publiques avec possibilité de suivre gratuitement des formations spécialisées (pas de sélection académique ni de diplôme exigé) en vue d'apporter une contribution citoyenne directe, matérielle, concrète, au sein de l'espace public, de l'administration territoriale.
 7. Création d'un IHEPC (Institut des Hautes Études de Promotion Citoyenne) destiné à former, éduquer, responsabiliser les futurs élus citoyens et ceux participant à des missions ou mandats d'intérêt collectif.
 8. Réviser et actualiser les Constitutions nationales dans l'optique du III^e millénaire en y incluant de nouveaux articles, textes juridiques, incluant la préférence citoyenne « panmictique » au lieu de la sélection « endogamique » issue des mêmes milieux et mêmes grandes écoles.
 9. Renforcer le binôme élu/citoyen dans la gestion locale et territoriale à partir de consultations régulières et/ou missionnées, mais jamais hiérarchisées ou verticalisées.
 10. Possibilité de choix optionnel dans le statut du citoyen ([#25](#), [#33](#)) avec une réversibilité possible (citoyen indépendantiste, citoyen national, citoyen du monde), ainsi que dans l'usage préférentiel dans les affaires juridiques entre des alternatives de droit applicable et/ou le plus favorable (local, national, fédératif, universel ou international).

Commandement 16 : L'homme politique ne doit plus être placé au premier plan du sociétal (dominant) avec un citoyen en arrière-plan (assujetti). Il doit servir d'abord et principalement les intérêts de ses concitoyens et non les siens ou ceux de son parti d'appartenance. Pour faire évoluer le côté anachronique, voire régressif des pratiques politiques conventionnelles, l'homme politique intègre doit s'engager à respecter les règles relationnelles suivantes :

- 1.** S'engager sur l'honneur à respecter le devoir de transparence, de sincérité et de vérité vis-à-vis des citoyens et de ses pairs, quoiqu'il puisse en coûter personnellement en matière d'employabilité, de réputation, de responsabilité juridique ou d'image.
- 2.** S'interdire de suivre docilement et servilement (contre sa conscience) les ordres imposés par son groupe politique d'appartenance si l'intime conviction pousse à faire le contraire. C'est aussi ne pas s'accrocher à un mandat électif contre la volonté du plus grand nombre ou encore prendre position de manière mensongère et manœuvrière en fonction d'intérêts personnels, de lobbying, de groupe parlementaire et/ou en vue d'une prochaine réélection.
- 3.** Ne pas se contenter de voter des lois, mais pratiquer également durant le mandat électif, à la demande des citoyens, tout nettoyage, toilettage, voire élimination de tout ce qui pollue la vie de tous, ce qui est obsolète, objectivement inutile, voire injuste et inéquitable, en proposant des réponses adaptées à la place.

- 4.** Accepter sans réserve le principe du commandement 11 en promettant de ne pas s'attacher trop longtemps aux habitudes acquises du rôle et du statut en s'engageant à ne pas s'accrocher d'une manière ou d'une autre à la fonction.
- 5.** Se contenter d'une rémunération limitée en complétant la présence électorale par du pur bénévolat citoyen si nécessaire. C'est aussi accepter de ne pas disposer de passe-droits.
- 6.** Tout faire pour représenter le plus fidèlement possible le vote citoyen et/ou la programmation votée ou en cours en acceptant le contrôle citoyen, voire d'être viré à mi-mandat en cas de non-respect des objectifs inhérents à la programmation, voire de démissionner si les conditions d'exercice ont évolué dans le sens contraire des attendus initiaux.
- 7.** Prohiber toute forme de mise en avant, trop grande personnalisation, médiatisation mensongère des actions politiques menées, pratiques démagogiques et populistes manipulatoires, en vue d'influencer l'opinion publique.
- 8.** Faciliter la participation, l'inclusion, la présence active des citoyens volontaires issus du privé dans les fonctions étatiques, représentatives, électives, territoriales, administratives.
- 9.** Ne pas agir contre les intérêts de la majorité silencieuse et/ou en faveur d'intérêts minoritaires, corporatistes, lobbyistes spécifiques, éviter toute forme de scission, de division, des citoyens entre eux, surtout lorsque l'on est dans l'opposition en cherchant plutôt à proposer de nouvelles mesures programmatiques pour le bien de tous.
- 10.** Accepter l'intervention citoyenne à tout moment du mandat à partir d'un quorum minimum de signatures, dès lors que la situation l'exige objectivement par un faisceau de faits avérés. L'intervention citoyenne motivée est également valable dans les services publics et les fonctions d'État concernées par la gouvernance politique.
- 11.** Contribuer à transformer les projets et mesures des programmes en faits concrets à 100 % ou presque des objectifs initiaux en se battant pour cela et non en capitulant, en se couchant, en se contentant d'un moindre taux de réussite.
- 12.** Refuser de participer au vote entonnoir entre des candidats présélectionnés d'avance au sein de leur appareil politique d'appartenance, à des ententes secrètes ou encore de contester sans preuve indéniable les résultats du vote. C'est aussi accepter sans réserve les règles du jeu incluant l'incidence décisive du vote blanc et celle de l'abstention (non-présence physique) lorsque celle-ci devient majoritaire ou trop importante.
- 13.** S'interdire toute remise en cause d'une programmation antérieure déjà votée, et engagée, sauf erreur patente dans la mise en place, sous-estimation évidente des risques et problèmes rencontrés, des incidences négatives, régressives, liberticides à venir.
- 14.** Rechercher avant tout des solutions positives destinées à améliorer concrètement la vie des citoyens, ou par défaut la vie collective et nationale. En cas d'obligation parlementaire ou de groupe à voter ou à imposer des mesures privatives de droits, de libertés d'usage et d'obligations supplémentaires, un ensemble de contreparties d'égale importance doit être toujours envisagé.
- 15.** S'imposer une distanciation, toute forme de complicité et/ou de connivence avec les cercles d'influence capables d'orienter à leur profit les décisions politiques et publiques (think tanks, lobbies, people influent, shadow cabinet...).
- 16.** Faire appliquer et s'auto-appliquer à soi-même le principe de réciprocité comme mode de régulation des excès, abus constatés ou récidives, dès lors que l'arsenal législatif et pénal est inapplicable en l'état ou trop long à mettre en place.
- 17.** Recourir systématiquement au principe du sourcing causal pour toutes les décisions et postures à conséquences fortes et/ou décisives en politique, justice,

sciences, vie institutionnelle, finance, économie, consommation, social, religion, mode de vie...

18. S'astreindre à ne pas abuser de la communication médiatique, s'obliger à sortir du discours lénifiant, lissé, policé, politiquement correct, lorsque celui-ci n'apporte pas grand-chose de solide ou d'utile au débat, ainsi que du recours à la langue de bois et aux silences complices concernant les grandes problématiques sociales, politiques, géopolitiques, sociologiques, économiques, financières, sécuritaires, du moment.

19. Ne pas considérer le citoyen comme infantile, peu apte à comprendre ce qui est dit ou ce qui se prépare et/ou vouloir le ménager, alors que la plupart des concitoyens sont autant, voire plus intelligents, compétents, discernés, que l'homme politique lui-même.

20. Toujours défendre celui et celle qui le mérite en donnant soi-même l'exemple du courage de dire, de protéger, d'alerter, ainsi que de dénoncer les mensonges d'État, les lâchetés politiques, médiatiques, institutionnelles... L'homme politique doit être à la fois le défenseur du pauvre (et non celui du riche), un alerteur (et non un intrigant), un promoteur d'innovation sociale (et non un rentier de situation).

21. Récompenser le vrai mérite (effort réel, courage de s'exposer, assumer des risques maîtrisés, abnégation en faveur d'autrui, solidarité contributive, créativité et inventivité...) et non encourager la méritocratie systémique (résultat d'abord, différenciation par le diplôme, valorisation par le titre, le rôle, l'argent, imposition de soi, être le premier de la classe, obtention des postes de direction...) avec tout ce que cela suppose pour y arriver de comportement pas toujours intègre, loyal ni bienveillant envers autrui.

22. Ne pas recourir systématiquement au principe de précaution ou prétexter la mise en danger de la vie d'autrui pour s'éloigner d'un risque certain ou se protéger soi-même de la critique, par peur ou lâcheté, surtout lorsque cela induit des conséquences coercitives, liberticides, inutilement contraignantes, pour la population. Assumer, au contraire, ses responsabilités en affirmant une position de type « droit dans ses bottes » et/ou en prenant le « taureau par les cornes », est l'antidote parfait à l'attitude prudentielle dont les conséquences négatives interviennent toujours à un moment ou à un autre, ailleurs ou autrement, lorsqu'il s'agit de ne rien faire, d'attendre, de jouer petit bras, de reporter, de procrastiner.

23. Mener une action politique destinée principalement à favoriser le vivre ensemble tolérant, une intelligence relationnelle de la part des élus, soit le contraire de la critique systématique, de la vocifération, des chausse-trappes, des ruses perfides, généralement animées par l'esprit de concurrence et un antagonisme chronique entre partis opposés. La nécessité de ce changement de paradigme politicien hyper conservateur est la véritable amorce d'une évolution positive apportant l'espérance du renouveau démocratique et d'une nouvelle oxygénation sociétale. Au lieu de s'enfermer dans des stratégies sinueuses de « guerre politique intérieure », de « combat idéologique interne », opposant les citoyens entre eux et entretenant la division sur l'essentiel sociétal à atteindre, mieux vaut envisager un nouveau modèle de pratique politique.

24. La boussole politique moderne doit sortir de la confrontation primaire des idées, des égos et des hommes, un type de modèle conservateur ayant démontré depuis toujours ses limites dans l'efficacité sociétale (crise à répétition, conflits latents, guerres, violence, agressivité, intolérance, manipulation des masses, insatisfactions chroniques en termes de droits et libertés...). Toute politique avancée doit fondamentalement rechercher une porte de sortie vers le haut et non se contenter de prolonger indéfiniment la médiocratie systémique ([#15](#)), la méritocratie ([#36](#)) et moins encore régresser vers le bas de la confrontation et de l'animalité humaine ([#44](#)).

25. La liberté d'opinion en politique ne doit pas devenir un enfermement idéologique antagonisant celle des autres. La liberté d'expression ne doit pas animer sans cesse la confrontation permanente en divisant l'unité nationale. L'homme politique doit être un modèle d'assertivité, d'intelligence relationnelle, de modestie et d'offensivité au service des autres et du bien-être collectif. Il s'agit pour cela de tourner le dos à la vanité humaine du pouvoir et aux ambitions égoïstes en contribuant à développer les mêmes référentiels culturels évolutionnaires issus de l'Esprit du Societhon dans tous les compartiments sociaux et économiques.

26. Avoir la volonté décisive de clore définitivement avec l'image caricaturale du politique maître de la rhétorique, beau parleur ayant réponse tout, toujours satisfait de lui-même, séducteur et manipulateur promettant un avenir meilleur, très critique avec ce que font les autres, arrogant en laissant penser qu'il peut faire mieux, soit autant de postures qui en disent long sur la profonde empreinte mentale et comportementale de l'ancien monde sur la psyché de l'homme politique conservateur.

Commandement 17 : Changer l'homme politique, c'est suivre une autre voie que celle de l'idéologie politique conventionnelle binaire ou ternaire (droite conservatrice ou républicaine vs gauche sociale, démocrate ou travailliste, extrémisme de droite nationaliste comme de gauche révolutionnaire...) et encore moins toutes celles ayant trait aux clivages provenant de la théocratie, de l'anarchisme, du capitalisme, du communisme, du fascisme, du népotisme, du militaro-religieux... La vraie bonne démarche politique représentant le mieux les attentes des citoyens adultisés est celle permettant la mise en place des programmiques citoyennes dans un cadre réformiste, de libéralisme, de statut d'indépendant, animé par un état d'esprit évolutionnaire misant uniquement sur « une ligne droite programmatique » clairement tracée d'avance et allant de l'avant de manière bienveillante, constructive, positive, saine, courageuse, motivée. C'est, parallèlement, refuser tout mélange tendancieux entre la vie publique et l'intérêt personnel, la laïcité et la religion ou la dimension sectaire, toute influence identitaire dominante, toute forme de croyance infantilisante, tout type d'influence du fort au faible. C'est également honnir par principe l'emprise idéologique conduisant au conditionnement et à l'endoctrinement des masses, ainsi qu'à l'entrisme, l'infiltration et le noyautage du collectif à des fins malsaines et/ou de prise de contrôle du pouvoir. C'est enfin toujours s'opposer personnellement et catégoriquement à toute forme de répression des citoyens et de maltraitance du peuple.

Commandement 18 : Il est nécessaire de considérer le citoyen moderne éduqué et informé comme un adulte responsable capable d'entendre toute vérité bonne ou mauvaise à dire. C'est commencer par s'interdire toute forme d'infantilisation dans la communication et le discours. C'est ensuite s'obliger à alléger la charge systémique, fiscale, administrative, étatique, législative, réglementaire, normative, aussi bien en nombre qu'en importance et intensité. Pour cela, il n'y a qu'un moyen radical consistant à réduire fortement le nombre de lois, de normes, de règles, de textes, de procédures, jugés inutiles ou obsolètes par les citoyens eux-mêmes. La soustraction législative, la réduction des obligations administratives, la défiscalisation, le démaillage législatif, la « déprudentialité » des comportements, le « décorsetage » normatif, la « désoppression » sécuritaire, la « décoercition » technocratique, reposent tous sur le même principe qui est de considérer le citoyen comme un parfait alter ego, ni plus ni moins, dont il faut respecter l'intelligence, protéger contre l'adversité des forces hostiles et de nuisance, aider et secourir en cas de besoin vital.

. **La première condition** consiste à **réduire l'effet tenaille du système** sur la vie quotidienne et l'esprit du citoyen, sur les effets profonds sur son conditionnement mental, sur sa démotivation, sur l'encadrement plus ou moins étouffant de ses initiatives du fait de l'étriqueté du maillage législatif, réglementaire et normatif (#1, #13). L'objectif consiste donc à redonner un maximum d'oxygène aux libertés individuelles et collectives légitimes dans un but de redynamisation positive de la société civile. Cela oblige mécaniquement à limiter fortement la production de nouvelles lois, décrets, normes et mesures lors de chaque mandature, comme si cela était devenu un marqueur politique obligatoire pour affirmer sa présence électorale.

. **La seconde condition** est de mettre au même niveau le citoyen et les acteurs institutionnels, et cela, sans exception. Il s'agit en premier lieu d'intégrer les 5 articles de la charte du citoyen adulte en favorisant l'émergence d'une véritable néocitoyenneté (#21). En second lieu, il convient d'intégrer de manière constitutionnelle le principe de réciprocité citoyenne sous forme d'**outrage à citoyen** dès lors que le délit, la faute, le méfait ou la nuisance provient d'un personnel de l'État et de la puissance publique. Il est nécessaire pour cela d'intégrer dans la Constitution nationale la notion d'outrage à citoyen (#48) comme droit à la réciprocité citoyenne légitime, à l'instar du délit d'outrage à magistrat. Cet apport majeur doit être la première grande démarche validant l'esprit évolutionnaire en termes de néocitoyenneté et de démocratie avancée. Son but est de permettre de réduire, à la racine, la production de violence légale, systémique et étatique envers le citoyen lambda, ainsi que les abus de dominance, d'autorité et autres excès comportementaux provenant des agents et personnels représentant les pouvoirs publics. L'outrage à citoyen se définit comme une « *Atteinte morale, physique, intellectuelle et/ou d'image (blessure de dignité) ressentie par le citoyen ou l'usager, dès lors qu'un personnel de la puissance publique, un représentant d'une autorité officielle quelconque, exprime publiquement et sciemment son mépris par geste déplacé, agression verbale, cynisme, manque évident de respect, menace discriminatoire, de nature à créer une offense ou une atteinte à l'honneur et à la dignité du citoyen. Il est également consommé face à l'erreur patente relevant de l'usage de pouvoirs discrétionnaires, de la désinformation volontaire, du discours trompeur, de la manipulation des esprits, du comportement équivoque. Il s'applique aussi à l'offense délibérée et directe à l'intelligence, à la conscience intime, à l'intégrité morale et intellectuelle du citoyen* ».

Commandement 19 : Le recours au principe de réciprocité (#8, #25, 10^{ème} règle anti-violence #48) induit 5 modifications décisives dans le comportement privé, social et politique :

. Éviter ou limiter les pratiques décisionnelles unilatérales, arbitraires, discrétionnaires, relevant généralement de la dominance, du pouvoir, de l'autorité hiérarchique, sachant qu'un retour de bâton, un contrecoup, un effet boomerang et/ou une action de sens contraire peuvent intervenir à tout moment de manière proportionnelle.

. Bloquer l'agressivité et la violence à la source (surtout en cas de récurrence) par peur de recevoir en pleine figure et/ou à l'identique la « réponse du berger à la bergère » en fonction de ce que l'on fait ou dit. La fermeté et la détermination animant la réciprocité de la réponse obligent à réfléchir à 2 fois avant d'agir.

. Avertir à l'avance « l'adversaire » des conséquences possibles pour lui via l'application systématique de la méthode 1.2.3 (#25), laquelle va se traduire par une réponse automatique, une revanche ou une vengeance à venir, un correctif compensatoire, une contre-épreuve prévisible, un rééquilibrage nécessaire des positions.

. Obliger à réfléchir à des contreparties égales ou équitables au moment où l'on impose de nouvelles lois, taxations, mesures, réformes..., impliquant un donnant-donnant avec la collectivité et/ou les concitoyens concernés.

. Assumer concrètement la responsabilité de ses décisions et de ses actes, de ses propos et erreurs d'un point de vue judiciaire et/ou légitimaire, notamment à chaque fois que les libertés, droits et/ou usages courants sont remis en cause par le politique et/ou aux dépens des citoyens.

Commandement 20 : Faire en sorte que l'action politique soit à polarité positive au-delà de la gestion des affaires courantes. Il s'agit d'encourager toute initiative individuelle pouvant profiter utilement à la collectivité (groupe primaire, secondaire, social, population générale), toute application citoyenne utile. C'est également promouvoir et valoriser toute contribution animée de positivité, de qualité, d'audace, de proactivité. C'est aussi favoriser la culture de la maîtrise du risque, de dépassement de soi, du passage à l'acte engagé. De ce point de vue, l'homme politique doit donner l'exemple en étant lui-même un contributeur sociétal actif, sain, animé d'audace créative et d'esprit d'initiative en vue, dans le principal objectif d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre. Parallèlement, il est nécessaire d'éliminer et/ou de compenser à égalité tout ce qui interdit, freine, bride, castre l'énergie humaine adultisée, compétente, discernée. De ce point de vue, l'intérêt du citoyen prime sur celui de l'État, l'intérêt général profitant au plus grand nombre domine sur les intérêts individualistes et corporatistes égoïstes. Un changement de paradigme est obligatoire en ne réfléchissant plus seulement macroéconomie et macrosociétal, mais également et surtout microéconomie, nanoéconomie, microsociétal (ville, commune) et nanosociétal (groupes humains). En ce sens les élus locaux sont les premiers acteurs politiques à défendre et à privilégier pour adopter des pratiques concrètes de démocratie avancée et de citoyenneté avancée. À l'inverse, il convient de surveiller étroitement les élus nationaux et fédéraux décollés de la réalité terrain.

La plus grande contradiction politique en démocratie est qu'une minorité agisse en toute légalité aux dépens de la majorité silencieuse.

Commandement 21 : On n'embarque pas le destin d'un peuple qui n'a rien demandé par la seule décision d'un homme ou d'une minorité influente. Si c'est le cas de manière récurrente, il faut alors s'en débarrasser le plus tôt possible par tous les moyens. Cette règle est aussi bien valable en politique intérieure qu'en politique extérieure, ainsi que dans le cas des décisions géopolitiques déstabilisant la vie collective. L'homme politique n'est pas là pour se substituer à la volonté du plus grand nombre, mais pour appliquer la volonté du plus grand nombre. Il convient donc pour lui de prendre en considération l'avis général (majoritaire) avant d'engager toute action décisive. Si cela n'est pas possible de son seul fait, il faut alors qu'il s'oppose clairement en faisant des propositions réalistes de sortie par le haut afin d'allier à lui les citoyens concernés. Si cela n'est toujours pas possible, il devient nécessaire de démissionner du parti d'appartenance. Dans ces conditions préalables, l'homme politique dissident doit se donner 3 objectifs politiques majeurs :

. **Œuvrer uniquement pour le bien-être** du citoyen en faisant des propositions réalistes capables d'intégrer les prochaines programmatiques collectives.

. **Participer activement au génie sociétal** du renouveau politique par le biais d'un nouveau socle de fondamentaux évolutionnaires destiné à remplacer clairement et définitivement les anciens socles conservateurs (réactionnaires, bourgeois, conformistes, suiveurs dans les traces existantes, doctrinaires...) ou

traditionalistes (fondamentalisme, passéisme, religion, idéologie, droit coutumier, royalisme...).

. **Stimuler en surface l'activisme citoyen** par tout un ensemble de conseils utiles, mesures d'amélioration des conditions de vie, offres réformistes de changement, projets innovants, actions mobilisatrices et/ou engagées, initiatives audacieuses. Le but étant d'éclairer, motiver et renforcer la conscience citoyenne en vue de dynamiser la vie sociale, libérer les énergies, faire sauter les verrous psychiques.

Commandement 22 : Il est possible, à tout moment, de favoriser l'évolutionnisme politique. Il convient pour cela de transformer l'agrégation classique des principes, dogmes, doctrines, idéaux conservateurs, par un nouveau courant de pensée évolutionnaire favorable à un changement positif, plus engagé sur le plan de la démocratie avancée. Il ne s'agit plus de défendre l'existant institutionnel tel qu'il est, mais d'envisager son remodelage, sa mutation en profondeur, via l'application de nouvelles mesures plus audacieuses que prudentielles, plus concrètes que symboliques, plus pertinentes dans le réel que démagogiques dans l'imaginaire. Il s'agit pour cela d'agir sur 6 axes :

. Implémenter sur tout le territoire national une nouvelle génération d'élue(s) aptes à défendre la volonté adultisée du citoyen via les programmatiques et/ou le mode participatif.

. Créer un dédagisme ciblé des dinosaures en politique, des excités de la critique systémique sur tout et son contraire, des rhétoriciens et débatteurs professionnels, des psychorigides et autoritaristes dans les partis extrêmes.

. Favoriser la représentation de nouveaux partis politico-citoyens indépendants, néodémocratiques, néocitoyens, animés majoritairement par des hommes et des femmes apolitiques sans dogmatisme ni idéologie, qui ne soient pas des professionnels ou des habitués nantis de la sphère politique, mais hautement investis d'un projet citoyen à défendre (non systémique sur le principal).

. Limiter parallèlement le nombre d'élus classiques au sein des principales instances nationales et territoriales (ex. 50%) provenant des partis politiques traditionnels, en impliquant davantage les citoyens volontaires au sein de ces mêmes entités.

. Allouer le même budget électoral à tous les candidats afin de donner les mêmes chances équitables à tous, en stoppant le financement des candidats, des appareils et des partis, par de riches donateurs influençant forcément les manœuvres électoralistes dans leur sens, ainsi que les décisions ultérieures au moment de la gouvernance.

. Éviter la publicité propagande, la communication de masse, l'habillage artificiel et séducteur de l'offre des candidats en limitant fortement le budget « com' », afin de revenir uniquement aux pures idées proposées, aux propositions d'action dans les programmatiques, aux enjeux à venir, au CV de qui fait quoi.

. Limiter la représentation politique événementielle et médiatique (la même pour tout le monde), ainsi que les débats et éclairages médiatiques avec experts et politologues (temps de présentation identique pour tous les candidats) et naturellement l'usage des outils de l'IA en privilégiant la présence numérique et imprimée nécessaire (affichage, tract, profession de foi, présentation du programme...) comme moyens d'influence plus neutres. C'est au citoyen de s'intéresser par lui-même à la politique et non au politique de s'imposer, s'incruster dans l'univers citoyen.

. Rendre transparents tous les sondages avec les mêmes questions ouvertes posées par plusieurs organismes sondeurs en évitant au maximum les questions fermées amenant aux mêmes réponses conditionnées du fait de l'endoctrinement et du rabâchage politique en amont, des antennes et des répétitions dans le monde

médiatique et autres marronniers marketing et communicationnels saturant l'espace public et/ou gravitant autour des mêmes sujets récurrents (immigration, sécurité, sanitaire, éducation...) de nature à orienter forcément les réactions primaires et premier degré de l'opinion publique. Il est facile d'interpréter et de faire dire ce que l'on veut aux chiffres et aux mots selon l'angle d'attaque et la subtilité du sens donné.

. Limiter à 1 le nombre de collaborateur direct de l'élu(e) (hors fonction de maire, ministre, président) afin de former avec lui ou elle, un binôme « front et back office » et non une équipe professionnalisée ou bénévole dédiée aux actions de promotion terrain, de marketing politique, de relation presse, aux manœuvres d'arrière-boutique, de nature à piper le jeu démocratique normal. Si le candidat a besoin de séduire son électorat, le citoyen adultisé n'a pas besoin d'être soumis à un décorum coûteux pour décider son vote, mais surtout d'informations précises.

. Obliger les élus et les personnels de la fonction publique à une transparence sur leurs missions, dépenses et décisions. La notion de productivité du mandat est un élément majeur dans le contrôle et le suivi citoyen de l'élu.

Commandement 23 : Le respect démocratique du citoyen oblige à l'informer complètement avant que les principales décisions politiques soient prises et imposées à tous. Il ne s'agit plus d'embarquer le peuple, donc les citoyens, dans une aventure politique décidée unilatéralement par quelques-uns, ni de le mettre systématiquement devant le fait accompli après les mesures décidées. Il est nécessaire que le rapport politique-citoyen s'inscrive dans un timing où l'avant est privilégié, à défaut pendant si justifié, mais jamais après. La surprise, la découverte, le constat a posteriori, ne peuvent que renforcer le suivisme populaire et l'acceptabilité sociétale par la passivité, le fatalisme, la résignation, la soumission. Un peuple devient suiveur lorsque le politique prend seul l'initiative et la conduite des événements. Un peuple devient majoritairement adulte et affirmé lorsque le politique l'informe parfaitement, respecte son intégrité mentale, considère son intelligence à comprendre, dynamise sa réflexion, élève et éclaire sa conscience, met en place de concert avec lui les initiatives de changement, les idées d'amélioration, toutes propositions raisonnables. Sachant que le citoyen c'est le peuple, il devient obligatoire que toute candidature électorale ne dise plus ce qui va être fait après le vote, mais s'élabore clairement, se construise de manière visible et précise avant que le vote n'ait lieu. Sous l'angle démocratique, après c'est trop tard ! Aussi quelques règles simples de savoir-vivre politique et de prévention politico-sanitaire sont indispensables pour assainir les excès contemporains liés à prise de parole du politique (souvent fausse ou démagogique), à l'agitation politico-médiatique (déplacement, présence solennelle, rumeur, buzz, retentissement médiatique du moindre propos, climat et ambiance dramatisante, stressante, conflictuelle, critique...). Il s'agit tout particulièrement de... :

. Ne pas duper le citoyen ni lui prendre son temps et son énergie par les excès de communication politique via les médias complices et toutes les activités périphériques de conseil, de publicité, de communication, de relation presse. Arrêter toute forme de saturation publicitaire et médiatique considérant le citoyen comme manipulable, influençable, infantilisable à souhait !

. Ne pas imposer une quelconque primauté médiatique aux personnels politiques, aux élites étatiques et systémiques et pas davantage à la communication d'État (communiqué de presse, annonces gouvernementales, agenda politique, propagande gouvernementale...), ainsi qu'aux commentateurs, spécialistes, experts et politologues. La présence du politique et de la politique dans tous les médias doit être limitée en temps et en fréquence d'apparition.

. Éliminer les filtres techniques et les barrières humaines entre l'élu et le citoyen en réduisant à zéro ou au strict minimum les collaborateurs, les services de sécurité, les contraintes et appareils du protocole, ainsi que les équipements, moyens et outils destinés à créer une distanciation présenteielle (réponses automatisées, virtualisation, délai d'attente non objectivement justifié...). Est-ce que le citoyen hyper compétent et overbooké dans ses activités opérationnelles et décisionnelles a besoin d'un garde du corps, d'un aide de camp, d'un assistant jour et nuit ?

. Accepter le fait que le citoyen « déhiérarchise » sa relation à l'élu et au politique, tout en le respectant en tant que citoyen homme ou femme, en privilégiant à chaque fois un lien de proximité simple, direct, naturellement modeste, selon 4 niveaux d'accès :

- Maire, conseiller municipal, départemental, régional : accès direct en one to one
- Député, sénateur, parlementaire fédéral, corps constitué : accès direct en one to one avec +/- 1 filtre
- Ministre, haut fonctionnaire, ambassade : accès programmé avec x filtres collaborateurs
- Présidence : non accès direct, sauf si souhaité par l'élu politique

Commandement 24 : S'interdire de piper le rôle actif, motivé et volontariste de la participation citoyenne. L'homme politique a la responsabilité majeure de ne pas accepter l'aveuglement ni l'indifférence face aux propositions issues de la participation citoyenne. Il doit également veiller à éviter la manipulation secrète du peuple par une poignée d'élus, ainsi que le laisser-aller et le laisser-faire dans le n'importe quoi et le n'importe comment participatif, dès lors que celui-ci se déroule dans l'amateurisme, l'empirisme, la duperie, la tromperie collective sans effet concret ultérieur. Tout homme politique intègre doit éviter de jouer un double jeu malsain fondé sur... :

. La manipulation, la dévalorisation, le discrédit, la démonétisation de ceux et celles qui refusent les consignes jugées inadéquates, l'ordre existant, les décisions en cours et/ou qui s'opposent et critiquent l'autorité en place.

. La complicité dans toute forme de dissensus idéologique, l'alimentation des dissensions émotionnelles (colère, jalousie, frustration, vengeance...), la division entre membres actifs et citoyens aux vues différentes.

. L'acceptation et l'appui au sein du collectif d'éléments « sous-marins », perturbateurs, déstabilisateurs, psychorigides, défaitistes, paranoïaques, menteurs, violents, véreux, toxiques, en ne prenant pas en compte lors leur passif déviant ou délinquant, leurs idées négatives, leur comportement intolérant, leur mentalité perfide ou intransigeante, leur manque réel de compétence, leur mauvaise réputation..., sachant que cela peut déstabiliser l'harmonie interne et la dynamique positive souhaitable.

. La polarisation quasi monocentrée sur les 2, 3 ou 4 mêmes sujets sensibles et/ou polémiques en vue de créer l'espérance, d'activer la croyance, d'attiser l'agressivité, de jouer sur les peurs, d'aviver le mécontentement ou la colère, d'intensifier l'antinomie idéologique, religieuse ou politique... Le choix habituel s'effectue généralement sur les leitmotivs sociaux et sociétaux suivants : critiques ciblées sur le parti au pouvoir, sur l'opposition, le communautarisme religieux ou ethnique, l'immigration économique, politique, familiale, la discrimination raciale et nationaliste, la sécurité, l'ordre et la surveillance, l'écologie punitive et culpabilisante, la désindustrialisation et le chômage, la concurrence étrangère, les faiblesses de l'éducation nationale, les déserts médicaux et la santé publique, la réduction de la dette... Autant de sujets de polarisation porteurs pour l'homme politique, car suffisamment généralistes, adaptables et interprétables pour ne rien

faire de trop risqué pour soi-même et/ou pénalisant dans l'opinion publique, tout en créant un consensus de principe sur les problématiques du moment.

Commandement 25 : Se donner comme ligne de conduite principale l'ouverture la plus large en matière de solutions adaptées aux attentes citoyennes concrètes du quotidien, de réponses ad hoc aux besoins spécifiques de la population. Il faut pour cela sortir du catalogue politique conventionnel (Offre politique) en répondant utilement aux centaines, voire milliers, de sujets de préoccupation affectant aussi bien le social, l'économie, l'administratif, le fiscal, que la pratique routière, la qualité de l'éducation, le civisme, le savoir-vivre ensemble... Il est nécessaire que l'homme politique soit bien plus impliqué et concret sur le terrain du quotidien micro et nanoéconomique du citoyen, que communicant et gestionnaire pragmatique des seules affaires publiques (dépenses, recettes, investissements...), des enjeux politiques du moment et des grands équilibres macroéconomiques concernant tout le monde et personne à la fois. Les sujets thématiques intéressant au premier degré le citoyen dans son vécu quotidien, bien avant les grandes thématiques politiquement porteuses en termes de polarisation de masse, sont très diversifiés et doivent former le principal des mesures programmatiques au fil du temps. Liste non exhaustive de 35 thématiques citoyennes majeures incluant chacune des dizaines d'actions d'amélioration possibles (voir exemple de déclinaison en gras) :

- 1.** Respect du citoyen par l'écoute et l'entière disponibilité des pouvoirs publics à son service (soit tout le contraire de la dominance et de l'autoritarisme d'État).
- 2.** Animation des conditions de vie locales favorisant l'attention bienveillante, le bonheur, le bien-être, la sérénité du plus grand nombre (soit tout le contraire de la pression systémique et du stress anxigène).
- 3.** Aides concrètes aux jeunes, aux personnes âgées, handicapés, malades, la protection de l'enfance.
- 4.** Initiatives d'élargissement des droits citoyens, des libertés humaines dans le quotidien de la vie collective (soit tout le contraire des interdits et coercitions).
- 5.** Revenu de solidarité, d'études, de vie digne pour les jeunes et les chômeurs.
- 6.** Retraite décente minimum pour tous (ex 1 SMIC universel) avec conditions d'application flexibles.
- 7.** Qualification, efficience, personnalisation, de l'ensemble des services de proximité en ville et dans le milieu rural (le contraire du générique, de l'approche de masse).
- 8.** Politique animaliste, droits, soins et bien-être des animaux.
- 9.** Politique environnementaliste motivante et écologique positive (non punitive ni culpabilisante).
- 10.** Protection prioritaire des producteurs et des consommateurs face à la cherté des prix, des hausses tarifaires, des taxes, des marges anormales. Régulation économique et financière dans toutes les activités majeures destinée à protéger le pouvoir d'achat du citoyen (éviter les excès du libéralisme capitalistique).
- 11.** Accords-cadres, domaine par domaine, pour offrir le juste prix, le meilleur rapport qualité/prix, la disponibilité du personnel, la réduction des délais d'attente. Mesures de décorrélation des prix locaux des cours internationaux quitte à créer des tarifs plafonds indépassables, voire des zones franches.
- 12.** Allègement des contraintes administratives, des procédures en créant des liens personnalisés entre le fonctionnaire et le citoyen à des fins d'assistance utile, de protection et de sécurité du citoyen.
- 13.** Régulation des usages de l'IA en évitant l'automatisation impersonnelle des équipements créant plus de distanciation relationnelle que de proximité.
- 14.** Assistance solidaire rapide et ciblée contre l'isolement, la solitude, l'exclusion, le handicap, la vieillesse, les maladies longues et mentales.

- 15.** Politique de logements salubres et disponibles pour tous, bien isolés, à faible consommation énergétique, tout en réduisant les coûts contraints, la fiscalité locale en matière d'habitat.
- 16.** Amélioration de la voirie, des routes, des espaces verts et publics, protection de la nature, services gratuits et accessibles de déchetterie...
- 17.** Valorisation des initiatives mettant en valeur l'identité locale, projets culturels.
- 18.** Offre de loisirs, activités festives, fêtes et réjouissances, folklores et événementiels saisonniers.
- 19.** Formations courtes utiles au quotidien (secourisme, survie, bricolage, jardinage, mécanique, musique, art, littéraire, autoemploi, création d'entreprise...).
- 20.** Apprentissage rémunéré des jeunes, développement des compétences des actifs, initiations à de multiples activités, sports, loisirs...
- 21.** Développement local du commerce, artisanat, agriculture, élevage, industrie...
- 22.** Alimentation régulière, saine, pas chère, variée, des cantines, restauration d'entreprise et universitaire, repas populaires, stocks de sécurité pour la population.
- 23.** Production locale de qualité avec valorisation des établissements producteurs.
- 24.** Offre élargie de soins avec accès facilité au milieu médical et paramédical.
- 25.** Lutte active contre la délinquance locale, réduction de l'insécurité (vol, dealer, escroquerie, harcèlement téléphonique/réseaux sociaux...).
- 26.** Équipements ad hoc des services d'intervention rapide (pompiers, police municipale, urgence sanitaire...).
- 27.** Développement, gratuité (ou faible coût), efficacité, des transports, de la mobilité locale.
- 28.** Défisiscalisation locale, nationale (taxes, TVA, impôts, prélèvements obligatoires...).
- 29.** Assistance rapide et personnalisée en cas de grève, coupures d'électricité, eau potable, inondation, feux, sécheresse, tempête...
- 30. Gestion prioritaire de la ressource en eau potable, création de réserves d'eau à destination agricole avec flux d'approvisionnement transrégionaux.**
- 31.** Valorisation des produits locaux et de l'offre locale en agissant sur tout ce qui est naturel, bio, hors pollution, hors pesticide...
- 32.** Prévention et lutte contre le harcèlement scolaire, sexuel, sexiste, moral, cyber, téléphonique, numérique et contre toute forme de discrimination.
- 33.** Lutte contre la corruption, le pantouflage dans le secteur public, les abus sociaux.
- 34.** Facilitation et intégration des nouveaux immigrés, ainsi que traitement digne dans le système pénitentiaire.
- 35.** Surveillance et dénonciation des comportements douteux dans les forces de sécurité et dans la fonction publique.

Exemple ciblé de déclinaison avec la thématique citoyenne n°30 : Gestion prioritaire de la ressource en eau potable, création de réserves d'eau à destination agricole avec flux d'approvisionnement transrégionaux. Cet exercice type de programmation est destiné à définir des sous-thématiques d'action (ici éclairage sur 30 sous-thématiques) qui, elles-mêmes, peuvent également se décliner en x modes d'action précis dans le détail de mise en place :

30-1. Véritable politique de gestion de l'eau en termes d'équipements, de normes, de principe « pollueur-payeur », « eau potable paie l'eau usée », mise en place de la « police de l'eau », « parlement de l'eau », « plan global eau » à l'échelle de chaque territoire pour une gestion résiliente et concertée de l'eau...

- 30-2.** Sécurisation maximale de l'eau potable pour les humains et les animaux (désinfection des PFAS, micropolluants, pH, chlore, filtration par technologies membranaires, ultraviolets, vitalisation, chauffage à ébullition...).
- 30-3.** Comportement écoresponsable de tous (particulier, industriel, agriculteur, éleveurs, extraction minière, entreprise...) par la fiscalisation, la communication, la formation, l'implication directe.
- 30-4.** Système de pompage, de distribution, château d'eau, adduction, raccordement, réseau municipal...
- 30-5.** Citernes, cuves, réservoirs, récupérateurs d'eau de pluie, dans le plus grand nombre de maisons individuelles et immeubles.
- 30-6.** Gestion en régie de la ressource hydrique locale, territoriale, en évitant les hausses tarifaires annuelles de l'eau et de l'assainissement avec un prix juste du M³ d'eau toutes taxes comprises (et des bouteilles d'eau minérale).
- 30-7.** Mesures pour le refroidissement des centrales nucléaires, data centers, centres commerciaux, concentrations humaines, en tant que grands consommateurs d'électricité, donc de systèmes hydriques en amont (barrage, flux hydrauliques, échangeurs thermiques, évaporation, traitement des rejets pollués, fuites, pertes par ruissellement, égouts trop vieux et encombrés...).
- 30-8.** Optimisation et protection des bassins versants en amont (ruissellement, infiltration, eau souterraine, glacier, anthropisation du relief...).
- 30-9.** Bassins de rétention, bassines, marais, zones humides en cas d'inondation, crue, débordement, excès saisonniers de pluviosité, submersion marine.
- 30-10.** Hubs de délestage des eaux en cas d'excès locaux via des canaux d'écoulement aériens, souterrains, pipelines interrégionaux, ouvrages d'art...
- 30-11.** Récupération et gestion à grande échelle dans un but anti-sécheresse des précipitations saisonnières, débordements, inondations.
- 30-12.** Entretien régulier des cours d'eau, rivières, lacs, étangs, réserves naturelles.
- 30-13.** Préservation des eaux de source, eaux de montagne, eaux minérales, eau du robinet.
- 30-14.** Régulation de l'irrigation agricole et vergers, des espaces verts, golfs, micro-irrigation des pelouses (aspersion, goutte-à-goutte...).
- 30-15.** Réservoirs d'eau anti-incendie, points d'eau artificiels, bouches d'incendie.
- 30-16.** Gestion optimisée des nappes phréatiques libres et captives, des aquifères souterrains.
- 30-17.** Captage et forage individuel, collectif, puit, servitudes d'utilité publique.
- 30-18.** Station de pompage, pompes centrifuges, volumétriques, à membrane, submersives, motopompes...
- 30-19.** Systèmes de filtration, potabilisation de l'eau, traitements appliqués à l'eau brute non potable, assainissement, recyclage des eaux usées, dépollution, purification, pastilles désinfectantes, osmoseur...
- 30-20.** Récupération de l'eau de rosée, capteurs vapeur d'eau, eau de brouillard
- 30-21.** Ensemencement artificiel de nuage par drone, avion, canon (iodure d'argent, iodure de sodium...).
- 30-22.** Économies d'eau dans la consommation journalière moyenne individuelle, ville, entreprise, industrie, agriculture..., à partir de techniques, de méthodes de culture sans eau, économes en eau..., solutions et astuces antigaspillages, incitations fiscales et assurances motivantes pour économiser l'eau (anti-taxation).
- 30-23.** Limitation périodique, ciblée des usages (lavage, nettoyage, arrosage...), lutte antifuite des canalisations.
- 30-24.** Systèmes intelligents dans le bâtiment (compteurs d'eau potable et d'eau usée, séparation eau pluviale et eau usée, douche, robinet, chasse d'eau

économiseurs d'eau...), limitation périodique et ciblée des usages (lavage, nettoyage, arrosage...), réutilisation des eaux usées...

30-25. Procédés collectifs et microcollectifs de désalinisation de l'eau de mer (osmose inversée, procédés thermiques par distillation, problème des saumures...).

30-26. Reforestation, renaturation des RU, autoépuration par la ripisylve...

30-27. Régulation en amont des pollutions de l'eau via les engrais, nitrates, produits chimiques et phytosanitaires, phosphates, pesticides, métaux lourds, déjections animales, produits ménagers, médicaments et soins du corps, agriculture intensive, élevage intensif...

30-28. Stockage suffisant de bouteilles d'eau potable, camions-citernes, en cas de sécheresse, de pénurie, de panne électrique des systèmes de pompage...

30-29. Révision des plans d'urbanisme, bétonisation, artificialisation et imperméabilisation des sols, systèmes de collecte des eaux pluviales (toiture, gouttière, siphon, collecteur, conduite de raccordement...).

30-30. Surveillance, anticipation météorologique, alarmes préventives, actions de prévention

Commandement 26 : Le contrôle citoyen s'exerce par l'évaluation systématique (audit) des résultats de mission de l'homme politique, mais aussi des résultats de tous les écosystèmes sociétaux, collectifs et organisationnels à l'échelle locale, territoriale, nationale et internationale avec des diagnostics indépendants (ONG, associations indépendantes, missions citoyennes...) menés dans tous les territoires participants. Il s'agit de pratiquer de la même manière, mais dans le sens inverse, ce que font les pouvoirs publics envers tous les citoyens. Seul, cet équilibre des pouvoirs permet de remettre le peuple au centre du jeu sociétal en favorisant le même niveau de puissance de réaction que celui de l'État, des pouvoirs publics et des systèmes dominants.

Commandement 27 : En amont des programmatiques, des projets, des initiatives à mettre en place dans un cadre de néocitoyenneté, il est nécessaire d'élaborer des **listes de best practices** en usage partout dans le monde, y compris utilisées dans le passé, à partir de 4 critères de base : le meilleur, l'utile, l'efficace, la facilité de duplication ou d'adaptation ([#43](#)). Parallèlement, il faut arrêter de penser, de raisonner, de réfléchir, d'imposer ses choix aux autres. Ce n'est pas parce que l'on n'aime pas ce que font les autres que l'on doit les critiquer et les dénigrer systématiquement. C'est la meilleure façon de rester imperméable au changement, figé dans le conservatisme, en privant tout le monde et soi-même du meilleur et de l'utile ailleurs ou autrement.

Commandement 28 : Il ne peut y avoir d'évolution sociétale forte sans une volonté indéfectible de **nettoyage, de toilettage, de déconstruction** de l'existant jugé obsolète ou inadapté par l'actualisation, la révision, l'adaptation, l'élimination des usages, pratiques, normes, lois, procédures, méthodes ([#0](#), [#29](#)). L'homme politique doit intégrer ce paradigme évolutionnaire en l'adoptant sur le fond comme sur la forme en tant que ligne de conduite principale durant son mandat électif. L'objectif recherché est que puisse se développer normalement et positivement le contenu de chaque programmation en évitant les écueils, les freins, les obstacles, les contraintes imposées par la présence inertielle et/ou barrage l'ancien système.

Commandement 29 : En démocratie appliquée, rien ne peut s'effectuer dans la durée et la légalité sans la référence à un ordre sociétal supérieur et intangible. Il est pour cela impératif d'effectuer une actualisation, voire une révision profonde,

de chaque Constitution nationale ([#25](#), [#26](#), [#29](#), [#35](#)). Cette modernisation adaptée à la réalité des temps modernes est destinée à privilégier, en premier lieu, l'univers citoyen dans la vie collective, plutôt que l'univers purement politique et systémique national. Soit la volonté du peuple est de suivre passivement et d'obéir inconditionnellement aux hommes, aux femmes et aux lois guidant et dirigeant l'État dominant, soit la finalité sociétale moderne consiste à favoriser l'émergence d'une démocratie avancée et d'une citoyenneté avancée, ce qui n'est pas vraiment la même chose !

Commandement 30 : En parallèle des mandats électifs, il est nécessaire d'adjoindre des **mandats citoyens**, ou des mandats collectifs regroupant des citoyens volontaires et apolitiques, chargés d'accomplir des missions ciblées d'intérêt collectif, de mettre en œuvre un segment de programmation, jusqu'à surveiller ce que fait l'élu ou l'homme politique ([#33](#)). La participation citoyenne à la mandature doit être permanente et tournante (vote, avis, opinion, mandat...) durant une période limitée et déterminée à l'avance. Elle doit s'appliquer comme un contre-pouvoir d'égale importance à toute forme de direction, chefferie, présidence, représentation parlementaire, rôle électif. Le mandat citoyen détient un pouvoir d'action et de décision, pas uniquement de délégation, assujetti au contrôle des autres citoyens à l'instar du mandat de l'élu. L'allocation de chaque mandat citoyen s'effectue par le recours principal aux moyens numériques disponibles dans un cadre de transparence, de sécurisation et d'accessibilité au plus grand nombre. Ce type de votation en distanciel libre et sans influence doit être privilégié par rapport aux huis clos, aux assemblées traditionnelles, aux votes entonnoirs. L'originalité de chaque mandat doit être associée à une contribution citoyenne personnelle crédible, un engagement concret (proposition, projet, initiative, réalisation...) obligeant le citoyen mandaté à être à la fois impliqué, proactif, dynamique et consensuel pour la mise en application de sa contribution comme du contenu de la programmation lui étant affectée ([#35](#), [#36](#)).

Commandement 31 : À l'inverse de l'homme politique, le citoyen n'est pas là pour critiquer les autres citoyens, dénigrer ce qui est fait, médire sur ce qui a été fait et dit. Sa participation doit être positivée, même et surtout en cas de difficultés sociétales, dans le seul but de faire avancer la qualité, le caractère constructif de l'action collective en faveur d'un esprit de démocratie et de citoyenneté toujours plus avancé. De ce point de vue, le rôle du citoyen mandaté diffère de celui plus conventionnel de l'élu politisé accroché à un programme ciblé, vantant ses promesses, mettant en avant ses idéaux, tout en critiquant ouvertement les autres. Le citoyen mandaté doit manifester une mentalité plus ouverte, plus positive, plus tolérante, plus offensive, une ouverture d'esprit non dogmatique, motivée à agir et à bien faire pour le bien collectif au-delà de la simple gestion des affaires courantes, du politiquement correct, de la communication lissée et démagogique. Le non-conservatisme, le non-suivisme, l'indépendance d'esprit, le sens réel des responsabilités, l'envie évolutionnaire, sont les principales cartes à jouer par le citoyen mandaté. C'est la raison pour laquelle la participation citoyenne aux affaires publiques ne doit faire allégeance à aucun parti conservateur, aucune adhésion partisane, ne faire l'objet d'aucune sélection préalable ni titre spécial. Elle doit surtout s'appliquer à rester anonyme (sans recherche de notoriété), humble et apolitique, tel un citoyen adultisé, ni plus ni moins !

Commandement 32 : Le mandat citoyen repose sur un quorum et des conditions du vote identiques à celles prévalant lors de toute élection conventionnelle ([#39](#)). Des critères d'éligibilité sont toutefois imposés au mandat citoyen comme : être

majeur, sans casier judiciaire B3, disposer d'un métier, d'une expérience ou d'une compétence précise, être l'auteur(e) d'une contribution crédible et/ou de participations citoyennes. Plus le citoyen est adultisé au sens de la pratique courante des valeurs évolutionnaires, plus il devient le profil type du citoyen mandaté qui peut et doit apporter une contribution positive à la vie collective locale.

Les 4 types de politique et de politiciens à fuir !

Pour un grand nombre de citoyens, l'homme politique conventionnel corrompt, dénature, l'idée même de démocratie par son impéritie à en protéger les valeurs et les idéaux. Il en résulte un monde contemporain se présentant comme un véritable théâtre de pratiques politiques confondantes de médiocrité, d'inefficacité, d'entropie latente, d'abus de pouvoir, de postures antidémocratiques et anti-citoyennes. C'est notamment le cas avec 4 contre-exemples politiques :

. **La démagogie démocratique** favorable aux « opportunistes comédiens » vendant aux citoyens confiants ou crédules des améliorations notables, des changements radicaux, alors que ceux-ci se traduisent souvent en simple déplacement d'une problématique difficile à mettre en œuvre (promesse) vers une autre bien plus facile à traiter, en usant plus facilement des lois en vigueur, des forces de sécurité existantes, de l'inertie administrative, de la fiscalisation facile à mettre en œuvre, de mesures techniques ponctuelles vers des cibles clairement identifiées... C'est la faiblesse de toutes les démocraties modernes que d'accepter par esprit d'ouverture, de tolérance dans la liberté d'expression, toutes les formes de raisonnement politicien, de pratiques légalisées, de mesures votées par les parlements locaux, s'inscrivant dans les dispositions réglementaires de la Constitution nationale. À partir de là tout devient possible, même si cela induit une manipulation officielle ou visible des masses par le biais de discours, annonces, communications, s'inscrivant dans la légitimité accordée par la loi. Au final, ce genre de politique entretient une instabilité sociétale chronique (crise, conflit d'opinions, tension, dissension, désaccord, insatisfaction, malentendu...) en ne profitant au régime en place, ou aux partis aux affaires, que le temps d'un ou deux mandats au maximum, puis se paie ensuite cash très longtemps par le dégageant politique lié à l'effet de balancier électoral.

. **La dictature autoritaire** (policière, militaire, religieuse, idéologique, népotique, voire celle orchestrée par l'intelligence artificielle), ou pire encore le régime totalitaire, qui fondent leur ancrage politique, autocratique et étatique sur les interdictions légales, sur la peur constante des populations de ne pas être dans la norme sociale imposée et/ou possiblement dans le viseur des autorités. C'est aussi un modèle de gouvernance fondé sur la démonstration permanente de force, de pression sécuritaire quotidienne, voire sur la terreur et la répression, afin d'obliger le citoyen à « filer doux », à faire profil bas, s'il ne veut pas d'ennuis (ennuis administratifs, sanction judiciaire, emprisonnement, torture, élimination). Ce genre de politique est généralement exercé dans les pays non démocratiques à l'encontre de populations captives ayant un faible niveau d'éducation et/ou plongé dans une relative pauvreté, mais aussi dans les pays dits démocratiques dont l'ensemble des systèmes dominants sont aux mains de minorités radicalisées, corrompues, détenant les manettes de tous les leviers de décision et de pouvoir, bénéficiant d'avantages notables dans une forme d'élitisme social (niveau de vie, fonction statutaire, rémunération, titre...). Au final, ce genre de politique en arrive à conditionner et endoctriner profondément l'esprit des peuples à accepter la passivité comme mode de survie, tout en considérant réellement ou hypocritement

la chance d'avoir des leaders directifs à haute personnalisation guidant le pays contre l'adversité des autres.

. **Le modèle du trumpisme** (#41, #47) est devenu l'exemple type de l'hubris ploutocratique et hégémonique à ne jamais plus se répéter pour le bien des peuples (surtout aux États-Unis). La posture assumée de « Coq dans la basse-cour » et de « mauvais garçon dans la cour d'école » qui n'a « rien à fiche » de l'avis des autres est autant détestable que le laisser-faire, voire la lâcheté d'une partie de la communauté internationale à se coucher hypocritement et/ou faire du « lèche-cul » en permanence. Cette forme exécrationnelle de dominance de l'homme puissant communiquant sans cesse dans le hors limite langagier associe allègrement la menace, l'embrouille des esprits, le mensonge, les leviers du pouvoir électif et l'argent. Elle repose sur plusieurs couches d'intimidation, de pression, d'usage de la contrainte, voire de la force pure, afin de satisfaire un ego sans frein, débridé et revancharde. C'est d'abord une ligne directrice fondée sur l'appropriation vénale, la cupidité financière, boursière et patrimoniale (culte maximaliste de l'argent-roi). C'est ensuite l'utilisation politique du nationalisme fasciste et religieux (démagogie extrême, populisme, haute personnalisation égotique et vaniteuse du pouvoir, référence mobilisatrice à la religion). C'est également le fait de communiquer sans cesse pour occuper le terrain médiatique en brouillant la réalité, en bousculant les positions convenues, en créant l'incertitude, en perturbant l'ordre en place par d'incessantes volte-face (stratégie du fou), en disant une chose et son contraire sans aucun état d'âme. C'est aussi jouer sur l'imprévisibilité, l'irrationalité, voire l'incohérence apparente des décisions prises, aussi bien pour exprimer une très forte subjectivité du Moi sans aucun Surmoi ou presque, qu'un opportunisme politique compensant un manque réel de hauteur morale et d'intégrité. C'est enfin une manière de faire des deals par la négociation négative (grand gagnant-grand perdant), de façon totalement déséquilibrée et non équitable du très fort au plus faible, en utilisant pêle-mêle la menace, le bâton, la carotte, le cynisme, l'humiliation, le pouvoir de l'argent, le spectre judiciaire avec une armée d'avocats, la pression financière, militaire, punitive, ainsi que la valorisation, le faux positivisme, la fausse porte de sortie honorable. Ce melting-pot tout à fait misérable (plus que médiocre) par son amoralité, vendu comme une méthode remarquable auprès des esprits faibles et radicaux à courte vision, traduit en fait un modèle politicien arriéré de type « cow-boy » perclus de certitudes, brutal, sans égard ni respect pour les autres. Cet assemblage hautement baroque est certainement le pire exemple contemporain de régression morale, de simplisme nationalisme, d'égotisme poussée à l'excès et d'arrogance aveuglée par la vantardise d'être le meilleur, le « maître du monde » et des événements. Très éloigné de l'intelligence fine et nuancée d'une vision stratégique à long terme face à la complexité du monde, le trumpisme est au contraire porteur d'un aveuglement porté par des valeurs hautement critiquables, dont la finalité ne peut que ternir l'image des États-Unis. C'est aussi détruire dans l'opinion publique internationale toute la belle imagerie « hollywoodienne » patiemment construite, voire à rendre carrément antipathique le « rêve américain ». La confusion politique et géopolitique issue de la récurrence de comportements décousus, népotiques, générateurs de chaos, de confusion et d'instabilité, ne fait que fracturer dangereusement l'ordre international et ses règles mondiales. Au final, il est certain que ce modèle politique est porteur d'une faillite à venir, en étant également assuré de subir un effet boomerang violent pour avoir malmené les valeurs historiques de la démocratie et l'image de nombreux dirigeants et pays dans le monde.

. **Le modèle poutiniste** de présidence froide « joueur d'échecs » (#8) est celle qui repose sur un puissant dogmatisme idéologique fortement endoctriné, intolérant, dur, inflexible, induisant une vision binaire et manichéiste du monde. L'imposition de soi, forte en déclamation péremptoire, indiquant un comportement sans peur, déterminé, violent dans l'action, relève d'une approche de la réalité fortement psychorigide, voire paranoïaque de l'adversité, traduisant à la base un énorme matricage culturel sur fond historique. Le passé doit s'imposer au présent comme dans l'avenir, sans aucun compromis dogmatique et doctrinaire, par le biais d'une focalisation mentale fortement animaliste (1D et 2D), très éloignée des valeurs évolutionnaires, des fondamentaux démocratiques, de l'intelligence relationnelle. Il s'agit-là objectivement d'un exemple de pur anachronisme historique en pleine contemporanéité, dans lequel l'intelligence endoctrinée dès la petite enfance justifie tout jusqu'à la relecture non objective du passé nationaliste et passant par des méthodes politiques et sécuritaires faisant peu de cas du respect de la personne humaine (donc du citoyen). Le recours cynique aux faiblesses des autres (sans jamais voir objectivement les siennes), à l'usage de méthodes léthales, d'un armement destructif, de la peur sécuritaire permanente, de l'asymétrie des attaques par le biais des fonctions négatives issues de l'IA et des nouvelles technologies, prouve l'inaboutissement profond et rétrograde de ce modèle de gouvernance des peuples. Une inadéquation chronique prouvée par des modes communicationnels et propagandistes fondés sur la pure désinformation généralisée, l'inversion et le déni assumés des responsabilités, qui conduit inévitablement à une fuite en avant permanente dans le conflit et tous les bas procédés manipulateurs. Il s'agit même d'une entropie étatique profonde sous le couvert apparent d'un ordre intérieur strict, dont la finalité, un jour, est de se terminer par l'implosion interne du régime en place (syndrome du Mur de Berlin en quelques jours), par l'élimination de ses dirigeants et/ou par une catastrophe nucléaire aux effets irrémédiables pour le pays et les voisins concernés. Entre temps, la survie dirigiste du régime ne peut que recourir au conditionnement de masse à grande échelle, à la déstabilisation stratégique des cerveaux ennemis, au terrorisme officiel (mensonge d'État à grande échelle, malveillance, intimidation, Kompromat, chantage, élimination des opposants...). Il existe fondamentalement une grande distorsion mentale, voire pathologique, chez tous les partisans de ce régime, voire une malhonnêteté intellectuelle et culturelle évidente, à toujours reprocher aux autres ce que l'on fait de pire chez soi. En inversant la responsabilité des faits commis (en tant qu'agresseur), en la projetant intégralement sur autrui (victime objective), on devient un régime d'autant moins crédible et pernicieux que l'illégitimité devient légitime et normale dans un bellicisme permanent destiné à protéger artificiellement la gouvernance en place. C'est aussi imposer sans nuance le modèle de l'homme fort et dominant (animalité - #44) qui frappe fort, qui n'a peur de rien, qui menace de manière convaincue, qui suggestionne le pire, qui élimine sans aucune émotion ses alliés, servants, collaborateurs ou amis d'hier si nécessaire. En un mot, qui ne pense qu'à s'imposer en leader unique sur le plan intérieur et incontournable sur l'échiquier international. Au final, ce modèle de gouvernance régressive et anachronique ne peut (pourra) que s'effondrer d'un coup et devenir une plaie historique pour les générations à venir avec, en prime, la haine posthume de ses dirigeants et leur manque de bienveillance et respect envers les peuples qui n'ont rien demandé de tel.

Commandement 33 : Le rôle du citoyen mandaté consiste à replacer les droits humains et les libertés naturelles légitimes au centre de la vie collective, bien avant d'ajouter de nouvelles mesures systémiques, normatives, coercitives, taxatives, punitives, interdictives, liberticides, à polarité négative. La mandature citoyenne,

au-delà du toilettage et du nettoyage nécessaire dans toute organisation sociétale moderne, doit se concentrer sur 3 axes directeurs :

. **Pratiquer la soustraction méthodique** de tout ce qui est inutile, lourd, handicapant, régressif, décalé, inadapté, dans le fonctionnement collectif et sociétal, afin de redonner de l'énergie, du dynamisme à la collectivité et aux individus.

. **Lutter contre les injustices manifestes** dans la société civile, les inégalités chroniques, l'arbitraire dans l'exercice du pouvoir, la corruption, les grands différentiels sociaux et économiques, les pratiques abusives...

. **Ajouter régulièrement des applications utiles et positives** dans le quotidien de chacun (web, mobiles, commerces de proximité, prestations de services, artisanat, innovation industrielle, nouvelle technologie, IA positive, offre de santé, de produits, d'objets, d'équipements, de services, bons plans, économie circulaire, apports sensoriels, physiques, émotionnels concrets...). Les bonnes applications reposent toujours sur l'Intelligence Relationnelle, une adéquation parfaite avec les attentes individuelles et citoyennes, la positivité des comportements interhumains et des échanges en B2B, B2C et B2E, ainsi qu'envers les animaux et la nature en général. L'optimisation des applications recouvre tout ce qui favorise la simplicité d'usage, la facilité d'acquisition ou d'accès, la praticité, la disponibilité, la proximité, la personnalisation, la différenciation, l'efficacité réelle.

Commandement 34 : La complémentarité positive et constructive est la marque principale des programmatiques citoyennes à côté des actions étatiques courantes. Par principe, l'état d'esprit animant l'élaboration des programmatiques par les citoyens adultisés refuse les réflexes habituels en politique consistant à dire et à faire croire « *Je suis mieux et fais mieux que les autres* ». Il rejette également toutes les prises de position vindicatives, destructives, punitives, suprémacistes, malhonnêtes intellectuellement, envers les autres offres politiques ou citoyennes. Pour le citoyen adultisé, il est normal et sain que préexiste une alternance entre l'offre des partis politiques et celle des programmatiques citoyennes du fait de la grande diversité des attentes populaires. Cet éclatement humain des aspirations en faveur d'un « mieux-faisant » politico-sociétal n'hypothèque nullement la nécessaire complémentarité des actions menées au fil du temps et des mandatures. Dans l'absolu, il n'existe aucune différence d'efficacité (ou de non-efficacité) entre ce que font les partis au pouvoir et ce que peuvent faire ou ont fait les partis d'opposition. C'est toute la grandeur des programmatiques citoyennes, et des citoyens à leur origine, que de savoir reconnaître tout ce qui est fait ou a été fait de bien et d'utile au présent comme au passé. À l'inverse, ceux qui critiquent constamment les adversaires pour se faire une place dans le milieu politique, se faire mousser dans les médias et/ou prendre le pouvoir sont considérés comme déviants et nocifs au sens de la néocitoyenneté. Rappelons que critiquer et prendre une posture antagoniste contre un adversaire politique, c'est critiquer et prendre une posture agressive contre les citoyens qui le soutiennent, donc contre une partie du peuple !

Commandement 35 : Les libertés de choix, d'action, d'expression, de penser, de réunion, d'association, de presse, d'entreprise, de mobilité..., induisent l'obligation morale et mentale chez tous ceux et celles qui en bénéficient d'élever régulièrement les 3 conditions humaine, citoyenne et sociétale du moment. Tout ce qui contraint l'ensemble de ces libertés agit forcément contre ces 3 conditions en altérant l'esprit même de la pratique politique. C'est la raison pour laquelle l'homme politique qui participe à cette altération doit être « dégage » rapidement, voire sanctionné en conséquence pendant ou après son mandat. De son côté, le citoyen adultisé doit

être libre d'adhérer ou non, de se conformer ou non, aux préceptes culturels, historiques, idéologiques, religieux, spirituels, hiérarchiques, conservateurs, systémiques, portés par l'offre dominante du moment, comme de refuser que lui soit dicté un comportement standardisé ou que lui soit imposée une conduite particulière.

Commandement 36 : Tout individu animé par la volonté d'exprimer et d'appliquer une citoyenneté avancée destinée à adultiser l'engagement politique s'engage lui-même à agir, penser, s'exprimer, décider, dans la plus grande liberté de conscience, honnêteté intellectuelle, esprit de responsabilité, discernement, modestie. C'est le b.a.-ba du respect de soi et des autres en politique en apportant, en plus, des contributions utiles et/ou des engagements de solidarité. L'individu doit pour cela rester libre de conduire son existence de la manière la plus autonome et indépendante possible, tout en respectant avec bienveillance, droiture et tolérance ce que disent et font les autres. Autonomie (pour être pleinement affirmé) et respect d'autrui (intelligence relationnelle) sont les 2 axes devant guider l'action du citoyen engagé en politique. C'est la meilleure façon de concevoir une citoyenneté adultisée qui ne soit pas suiveuse passive ou complice des règles systémiques et des usages en vigueur. C'est aussi le comportement type de l'homme et de la femme d'engagement en faveur d'une citoyenneté avancée, ainsi que de l'homme politique de nouvelle génération. Ici l'efficacité dans la durée remplace l'efficacité immédiate fondée sur des comportements intelligents, mais suiveurs, dociles, passifs, soumis aux ordres, recourant à la duperie volontaire, au mensonge par omission, à la séduction trompeuse dans l'usage abusif de la communication d'influence et du marketing politique.

Commandement 37 : Tout homme politique élu pour défendre les intérêts de ses électeurs doit s'obliger à prêter serment, non pas face aux institutions de l'État, mais face aux citoyens l'ayant élu. Ce serment moral, non contractuel ni judiciaire, doit être écrit et disponible pour tous sur les réseaux sociaux, en disant en substance : « *Je promets d'accomplir mon mandat de manière honnête et loyale, respectueuse du citoyen, en accomplissant ma mission (programme politique, programmatique citoyenne) de manière transparente et disponible. Je m'engage à défendre d'abord et avant tout les intérêts de la société civile et non des intérêts particuliers, ceux d'un parti politique ou de l'appareil politique national* ». Cette profession de foi de l'homme politique est destinée à clarifier son rôle de mandataire sociétal, à sanctuariser, positiver et améliorer les Droits de l'homme, les libertés humaines et citoyennes, les accords électifs passés avec les citoyens et/ou inhérents à la mise en place de chaque programmatique citoyenne.

Commandement 38 : Il ne peut y avoir de bonne politique menée dans l'intérêt général sans conscience morale de l'élu(e) et défense des Droits de l'Homme garantis par l'État. Les notions de libertés, fraternité, solidarité, propriété, sûreté, protection contre l'oppression, égalité, équité..., doivent être protégées par l'homme politique agissant au sein de l'État, ou à sa périphérie, sinon son rôle électif mandaté par les citoyens ne sert pas à grand-chose. Sauf à ce que les appareils politiques agissent directement contre les intérêts du citoyen, contre la protection du peuple, à son détriment, les Droits de l'homme et les libertés humaines doivent être au cœur des préoccupations de la majorité des élus. La politique menée devient toxique, nuisible, dès lors qu'elle s'en prend aux Droits humains et aux libertés légitimes. Il faut alors clairement éliminer, aujourd'hui ou demain, tout homme politique complice passif ou actif de cette forme de négativité destructive. La

politique est bonne et doit être clairement supportée par la population lorsqu'elle protège les droits et la liberté des peuples.

Commandement 39 : L'élaboration et la mise en place d'une programmation citoyenne obligent à respecter certaines règles morales, intellectuelles et déontologiques, impliquant la plus grande vigilance du citoyen. Pour qualifier les contributions citoyennes, il faut... :

. **Arrêter de se référer à des idéologies** s'apparentant à des croyances politiques et apparaissant dans l'histoire des sociétés comme totalement malléables dans l'interprétation, vaseuses dans les promesses, réversibles dans la pratique, comme c'est le cas avec les notions de Gauche, Droite, Républicain, Démocrate, Nationalisme, Théocratie... Toutes ces références destinées à agréger un maximum d'individus à leur idéal et à leur cause participent directement à la division des populations et non à l'unité des citoyens. **Réponse adultisée :** être fondamentalement apolitique en quête uniquement de démocratie avancée et de néocitoyenneté.

. **Ne pas associer son destin de citoyen aux appareils politiques** et aux discours convenus de leurs leaders, sachant que la plupart des partis politiques ne sont en fait que des « directoires marionnettistes » reposant à la fois sur le sable et le vent des idéologies et des idéaux, sur l'égo et l'ambition personnelle de chacun de leurs membres, ainsi que sur la puissance évocatrice et/ou trompeuse des mots dans l'esprit de tous ceux et celles qui y croient. **Réponse adultisée :** exercer une vigilance constante sur toute offre politique ciblée, sur tout discours politicien.

. **Se méfier des alliances de circonstances**, des accords passés au second tour, des coalitions entre partis différents, des fusions de listes, des pactes entre candidats, traduisant le plus souvent l'évidence de l'ambition forcenée, égotiste et individualiste des candidats du moment à faire prévaloir d'abord leurs noms et leurs listes, sur les valeurs et les positions défendues initialement comme en faisant fi des attentes confiantes et sincères du plus grand nombre de citoyens censés être représentés au départ. **Réponse adultisée :** toujours décider en son âme et conscience (Oui, Pour, Non, Contre, Vote blanc, Abstention) sans suivre « candidement » les consignes politiques de vote.

. **Éviter les 4 pièges habituels que l'homme politique tend au citoyen** pour capter sa voix et décider à sa place des enjeux à soutenir ou à refuser, à savoir :

1. Recourir à la dramatisation, à la peur, en désignant nommément l'ennemi à combattre, en alimentant l'agressivité latente par des discours et/ou des faits hostiles, en soufflant sur les braises, afin de souder artificiellement les citoyens (militant, partisan, citoyen crédule) dans une lutte commune également artificielle.

2. Imposer une approche binaire de la problématique politique du moment en évoquant la nécessité d'une alternance nécessaire par **la division des forces** via l'antagonisme partisan, idéologique, le dénigrement systématique de l'ennemi politique..., ou soit par le **faux rassemblement** (coalition, réflexe républicain, front républicain...) pour éviter que l'ennemi (généralement un parti extrême) ne prenne le pouvoir afin de mieux le conserver pour soi-même.

3. Manipuler l'opinion publique en faisant en sorte que le citoyen entende consciemment et inconsciemment ce que veut l'appareil politique (la gouvernance du moment et/ou l'opposition) derrière l'image avantageuse du candidat et/ou les diatribes de l'homme politique. Il s'agit alors soit de **saturer l'espace médiatique** de communication hostile, vindicative, mensongère, désinformative, pourvu que l'esprit mémorise une partie des 100% du message et s'en réfère inconsciemment le moment donné, en agissant alors comme un véritable conditionnement de masse à partir de « sign-signaux » (marqueurs non conscients) se manifestant le moment venu. L'autre méthode consiste à rationaliser une stratégie politique claire

consistant à **fédérer une majorité** de votes « Pour ou Contre », afin d'obtenir une majorité de soutiens qui soit égale à au moins 50,01% (barrage républicain, union démocratique) en faveur du candidat lançant cet appel.

4. Succomber au « chant des sirènes » en permettant que le contenu initial et apolitique des programmatiques citoyennes ne soit siphonné (pompé) par tel ou tel parti ou liste électorale utilisant pour cela sa plus grande notoriété, sa dominance dans l'opinion publique, des moyens financiers plus importants, une communication plus offensive. Le grand problème des sociétés non ou peu adultisées est que le citoyen se croit souvent plus intelligent qu'il n'est en réalité en matière de stratégie politique. On a beau dire, beau informer des manœuvres, des risques et des problèmes à venir, et plus l'individu lambda continu sur sa lancée à se croire infaillible dans son jugement en ne changeant rien à ses habitudes. C'est l'un des grands paradoxes humains que de constater que plus les évidences sont là (vérité, fait indéniable, conséquence prévisible...) et plus l'individu s'entête à ne rien changer dans son cerveau, comme si les certitudes subjectives faisaient barrage à l'objectivité nécessaire. En n'étant pas capable de se dédire, l'individu prouve ainsi toute l'étendue de son inaboutissement chronique. L'homme politique le sait et en joue constamment, sachant que, généralement la facilité, le moindre effort, le simplisme, le laisser-faire, la passivité, le suivisme, la croyance au miracle, animent la plupart des citoyens militants, partisans et indifférents. La dissociation entre l'intelligence et la conscience (#2) est ici manifeste tant que perdurent en masse le formatage mental, les raisonnements trompeurs, la désinformation médiatique, les émotions brutes, dans la gestion politique du collectif.

Réponse adultisée : toujours considérer que la politique c'est un jeu amoral à 3 niveaux de conduite sociale : le niveau 1 du discours, du verbe, de la communication de surface qui est souvent faux, mensonger, partiel, interprétable... ; le niveau 2 est constitué de décisions, de tractations et d'accords cachés, à huis clos, formant la base d'une stratégie d'action non communiquée pour ne pas être contrecarrée ; le niveau 3 relève du psychisme profond du candidat avec ses frustrations, ses inhibitions, ses problèmes psychiques et psychologiques que seul l'individu connaît, orientant tout ce qu'il pense, fait et dit.

Commandement 40 : S'interdire de faire le contraire de ce qui a été dit, écrit, communiqué et/ou affirmé avant les élections. L'homme politique intègre ne doit jamais s'autoriser au nom de l'intérêt général ou de l'alternance, lors du second ou au nième tour d'élection, une quelconque fusion, accord, pacte, tractation, coalition, dès lors qu'il s'agit de trahir carrément sa parole, d'appliquer une réversibilité à 180° de sa position initiale. La volonté de gagner une élection, de prendre le pouvoir ou d'y participer d'une manière ou d'une autre ne justifie aucun acte de déloyauté envers les citoyens ayant fait confiance au candidat et à la clarté apparente de sa mandature. Il en résulte alors un déshonneur et une disqualification définitive pour tout homme politique trompant le contrat de confiance avec les citoyens ayant voté pour lui. C'est un indicateur flagrant de manque d'intégrité et d'honnêteté intellectuelle brisant le lien de confiance, sachant que ce qui a été fait-là peut tout à fait se renouveler par la suite. On peut même considérer qu'il s'agit-là d'un crime flagrant de lèse-citoyenneté, sauf si la possibilité d'entente est anticipée dans ses modalités, connue d'avance du plus grand nombre et intègre obligatoirement au final le principal des contenus programmatiques prévus initialement.

Commandement 41 : Il ne peut y avoir de bonne politique par la médiocratisation du comportement de l'homme politique. Tout homme politique, tout candidat à l'élection, tout citoyen participant à la programmation, doit combattre à la racine

le glissement vers la médiocratisation des pratiques politiques ([#1](#), [#10](#), [#29](#), [#40](#)). Par médiocratisation il ne faut pas uniquement se référer à ce qui est mauvais, passable, banal, petit, inintéressant ou relevant de la bassesse, de l'insignifiance, de l'agressivité et de la perversité (cynisme, pression, menace verbale, peau de banane, coup tordu...). C'est aussi repousser ce qui est complètement artificialisé, intelligent dans la virtualisation, les mots et les images, mais peu courageux dans les actes. C'est se méfier de ceux qui parlent trop bien ([#49](#)), de ce qui est trop brillant dans le raisonnement tenu, lorsque l'émetteur se montre ensuite incapable de prévoir l'avenir, d'apporter des solutions créatives, audacieuses, anticipatives, sauf à copier ou détourner ce qui existe déjà. C'est également la standardisation des comportements dans la norme et le politiquement correct, le manque d'intelligence relationnelle, la gestion court-termiste du résultat, la mentalité binaire en 2D, voire négativée (opposition virulente, répression sécuritaire, violence, racisme, sexisme, individualisme, résignation, suivisme...). C'est aussi l'entropisation du déclin sociétal et civilisationnel par tout un ensemble d'habitus ([#32](#)), de limites imposées à la véritable pratique démocratique et autres contraintes dans le quotidien de la vie collective et citoyenne ([#37](#)). C'est enfin le fait de lutter contre tout ce qui participe directement et indirectement à un inaboutissement structurel dans le fonctionnement sociétal et politique, tout ce qui induit et maintient l'inaboutissement chronique dans la condition humaine, tout ce qui rend impossible les perspectives légitimes d'évolution démocratique et citoyenne.

La seule bonne politique à mener

La seule bonne politique à mener par l'homme politique n'est pas dans la fuite en avant de la gestion optimisée du présent, mais celle qui agrège de manière efficiente 10 objectifs majeurs à partir desquels tout devient naturellement positif de la moindre loi et mesure votée, à la plus grande ambition collective :

- . **Œuvrer constamment pour enrichir l'esprit de démocratie** par tout un ensemble de pratiques et d'applications de terrain favorisant une véritable démocratie avancée associée à une citoyenneté avancée ([#29](#), [#33](#)).
- . **Sélection par le citoyen de l'homme politique** qui doit le représenter et non plus se voir imposer un ou des candidats présélectionnés par les partis en lice en pouvant inclure un ou des candidats libres et apolitiques ([#33](#)).
- . **Démontrer une personnalité fiable et intègre** lorsque l'on représente le citoyen dans une charge politique, laquelle doit se fonder sur les valeurs évolutionnaires et une capacité d'intelligence relationnelle positivée ([#14](#), [#28](#)).
- . **Revoir le système du vote entonnoir binarisé** en incluant dans la statistique finale la multivotation ([#2](#), [#9](#), [#38](#), [#39](#)) prenant également en considération la position citoyenne des inscrits non motivés et non-votants (abstentionnistes) et celle des inscrits ayant voté nul (vote blanc).
- . **Établissement périodique de programmatiques citoyennes** participatives, riches de propositions de changement, d'amélioration et de qualification des conditions de vie humaine et citoyennes ([#0](#), [#36](#)).
- . **Accepter le contrôle citoyen** à mi-mandat, un nombre de mandats limité dans le temps et le nombre, une rémunération plafonnée en partie bénévole, la limitation de l'emprise technocratique, la parité homme/femme ([#2](#), [#9](#), [#21](#), [#23](#), [#39](#)).
- . **Lutter contre toutes les mesures antidémocratiques**, démocraticides et liberticides, les lois sociologiques pernicieuses dans la vie démocratique moderne en sachant relever les grands défis démocratiques modernes ([#38](#)).

. **Communication politique adultisée** conçue pour des récepteurs considérés comme des citoyens adultes, intelligents, conscients des enjeux, dans le cadre effectif d'une charte sociétale ([#10](#), [#35](#), [#46](#)).

. **Parfaite égalité et équité dans le recours au principe de réciprocité** aussi bien par le citoyen envers les instances politiques, la gouvernance et les forces de l'ordre, l'administration, que vice versa ([#8](#), [#25](#)).

. **Architecture sociétale ouverte** (non conservatrice) permettant au citoyen de s'identifier aussi bien au niveau territorial (droit local du lieu de vie avec ses usages), que national (droit commun visant à l'égalité de traitement entre citoyens vivant dans le même pays) ou dans un cadre plus universel (droit international applicable au titre de citoyen du monde - [#21](#), [#25](#)).

Commandement 42 : Tout faire pour éviter la négativation de la politique dès lors que celle-ci injurie le citoyen adultisé, même si elle contente psychologiquement les partisans idéologisés. Le mauvais homme politique, ainsi que ses partisans inconditionnels, sont ceux qui attaquent constamment leurs adversaires de manière agressive, délibérée, qui critiquent, diffament, discriminent sans cesse ce que font les autres, dans le seul but de faire valoir leurs idées ou se faire valoir eux-mêmes. Lorsque l'homme politique et ses sympathisants communiquent régulièrement dans l'adversité et l'agressivité verbale, ceux-ci doivent être considérés comme défaillants d'un point de vue moral, sociétal et citoyen. Le citoyen adultisé doit s'en éloigner rapidement, s'en détacher définitivement. À l'inverse, la positivation de la politique qualifie ceux et celles qui y participent, renforce leur image et la confiance que l'on peut avoir en eux. Le citoyen adultisé doit rechercher, écouter, prendre en considération ceux qui positivent la politique, que ce soit l'homme politique, l'élu, le citoyen participatif.

Commandement 43 : Lorsque l'appareil des partis est déconnecté des attentes du citoyen, ces derniers doivent alors opter clairement pour une démarche programmatique animée et gérée uniquement par des citoyens apolitiques selon 5 grandes options :

- . Utiliser un e-site internet, intranet, extranet, un portail participatif, capable de recevoir et diffuser de manière sécurisée les contributions des uns et des autres.
- . Se réunir en présentiel ou distanciel sous forme d'association, de groupement, de comité, de convention..., pour mettre en place le principal d'une programmation.
- . Créer une entité indépendante territoriale et/ou nationale destinée à recevoir, analyser, sélectionner, programmer, les contributions et les projets citoyens.
- . Créer des organisations citoyennes indépendantes en local pour gérer, animer et représenter les programmations, tout en étant capables de s'engager sur toute la durée d'un mandat en organisant des turnovers de présence sous forme d'équipes de volontaires bénévoles, de groupes de travail, de brigades citoyennes, de commissions spécialisées...
- . Rejoindre un parti, une organisation déjà en place, en contrôlant la bonne exécution, la réalisation effective d'une partie des contenus et des projets inhérents à la programmation votée.

Commandement 44 : Le véritable vote citoyen dans une société mature, adulte au sens démocratique, doit pouvoir définir une véritable majorité absolue et non relative, voire une proportionnalité équitable. Le droit de vote doit évoluer vers une représentation fidèle de l'état d'esprit des inscrits sur les listes électorales et non des seuls votants. Il ne s'agit plus de favoriser le principe du goulet électoral et du vote entonnoir ([#39](#)), mais de représenter le tableau exact des attentes des citoyens inscrits entre ceux qui veulent explicitement (Oui, Pour), ceux qui ne

veulent pas explicitement (Non, Contre), ceux qui sont démotivés par l'Offre électorale proposée et disent implicitement Non en ne participant pas (abstentionniste), ceux qui refusent de prendre position pour les options proposées tout en se déplaçant pour le dire (Vote blanc). La prise en compte du résultat final ne doit plus se rapporter techniquement au nombre de votants Pour et Contre s'étant déplacés, mais à l'ensemble des citoyens inscrits ayant forcément un avis ou une position sur l'Offre proposée. Ce qui change tout dans la représentation démocratique d'un territoire en évitant que seules les minorités en lice prennent le pouvoir sous couvert de majorité relative. Ce type de goulet électoral et de vote dit entonnoir est, sous l'angle du pur esprit de démocratie, un véritable non-sens de non-équité dans la représentation exacte de la volonté de l'ensemble des citoyens inscrits, même si la méthode utilisée procède d'un usage historique, régulier et validé techniquement par la loi. En quoi les citoyens de déplaçant physiquement (notamment les partisans et militants) sont-ils plus importants à prendre en considération que les citoyens ne se déplaçant pas, surtout lorsque les premiers sont objectivement minoritaires par rapport à la majorité des seconds ?

Commandement 45 : Il ne peut y avoir d'évolution politique profonde sans la révision de chaque Constitution nationale. L'évolution sociétale moderne oblige éthiquement et de manière législative à replacer la condition humaine et citoyenne au centre de la politique nationale. Il s'agit d'actualiser le principe général formant la base de toute démocratie affirmant « *Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* » lequel a été largement altéré et réorienté progressivement en faveur de l'homme politique par les appareils politiques du passé, ainsi que par les gouvernances en place. Alors que la plupart des lois constitutionnelles sont dédiées à la défense des institutions, de l'État, de la gouvernance, du fonctionnement juridique, exécutif et législatif, il est essentiel de redéfinir précisément le champ d'application des droits humains et des libertés citoyennes en favorisant partout et à tout moment la pratique collective et individuelle des valeurs évolutionnaires (#14) comme priorité absolue au centre dynamique de la nation. Il est absolument nécessaire de requalifier les priorités sociétales en remettant le citoyen avant le politique, la défense du collectif avant la préservation des systèmes publics dominants. Il doit être explicitement écrit que l'État et les services publics n'ont de justification fonctionnelle et juridique que pour servir le citoyen et la collectivité dans le but sacré de l'amélioration continue des trois conditions humaine, citoyenne et sociétale. Cette simple insertion oblige « constitutionnellement », bien plus qu'une simple loi, à devoir tout mettre en œuvre dans les services publics pour favoriser le respect constant du citoyen adultisé par les agents, les personnels et acteurs de la puissance publique. La question constitutionnelle de fond qui se pose dorénavant face à l'évolution décisive du citoyen par son niveau d'éducation, d'information, de compétence, d'adultisation, de conscientisation, est de savoir si le rôle du père (État et élus dirigeants) est plus important que le développement affirmé et autonomisé de l'enfant (citoyen éduqué et adultisé). C'est exactement le même genre de question à se poser que de savoir si le contenant (institutions et puissance publique) est plus décisif au final que le contenu (vivant collectif et individuel), ou si chacun doit être traité de manière strictement équilibrée en démocratie en partageant le pouvoir de décision et d'action ?

Commandement 46 : Éviter « l'anarchie démocratique » (Platon) par les excès du discours démagogique qui banalise tout, qui évite de répondre directement, qui cache la vérité, qui ment effrontément, qui flatte et séduit au premier degré, qui promet sans tenir parole, qui joue sur l'émotion, qui attise les rivalités, qui alimente l'agressivité latente..., dont la finalité à attendre est la perte durable de confiance

en l'homme politique ainsi que dans le système étatique. Pour assainir la communication et l'action politique, il est nécessaire, après le changement de profil et de mentalité de l'homme politique, de ne pas recourir à tout un champ lexical démagogique, ambigu, interprétable, à double sens, recourant à l'énantiosème (dire une chose et son contraire), perturbant ainsi la bonne réception et signification par le citoyen. Derrière les formules inventives, les poncifs, les slogans, aux effets autant percutants dans leur dimension psychologique, l'émotion et l'imaginaire que peu concrets sur le terrain du réel, c'est tout un panel de mots qu'il est nécessaire de ne plus utiliser sans y ajouter, à chaque fois, un exemple précis ou des éléments concrets de compréhension. C'est le cas notamment avec l'usage de termes à multiples sens comme : gauche, droite, démocratie, bien commun, immigration, sécurité, insécurité, concorde, devoirs, droits, libertés, Dieu ou Allah, esprit républicain, modèle républicain, fascisme, libéralisme, capitalisme, communisme, nationalisme, patriotisme, vivre ensemble, réforme, état de droit, mobilisation, ordre public, relance économique, renouveau, réalisme, réchauffement climatique, changement climatique, en jeu climatique, écologie, développement durable, relais de croissance, décroissance, union, unité nationale, dialogue social, laïcité, mondialisation, sortie de crise, discipline budgétaire, creusement du déficit, plus d'argent dans les caisses, effort national, austérité, minorité visible, agir tous ensemble...

30 questions qui fâchent sur l'homme politique

La politique n'est pas un jeu aux règles claires entre l'élu et le citoyen avec ses parts d'ombre, ses manœuvres secrètes ou à huis clos, ses changements de cap, ses accords circonstanciels, ses annonces et promesses, ses compromis..., amenant à se poser légitimement quelques questions de fond comme... :

- 1.** Pourquoi l'homme politique divise systématiquement le peuple en de multiples factions opposées, sans jamais rechercher l'unité universelle à partir de programmations citoyennes communes ?
- 2.** Pourquoi l'homme politique joue constamment un jeu trouble fondé sur l'imposition de soi, le bluff (croyance, manipulation), les émotions, les peurs, les sujets anxigènes, la critique des autres, sans jamais rechercher l'apaisement, la sérénité, l'adultisation du citoyen ?
- 3.** Pourquoi l'homme politique utilise toujours les mêmes discours redondants (nationalisme, immigration, sécurité, insécurité, séparatisme, thème de l'environnement, de la mobilité...) sans réelle ouverture créative sur des centaines d'autres sujets intéressant directement la vie du citoyen ?
- 4.** Pourquoi l'homme politique et ses conseillers directs sont les personnels les plus soumis à la corruption, au mensonge, au déni, aux abus de pouvoir, à la trahison, à la lâcheté, au manque d'intégrité morale ?
- 5.** Pourquoi l'homme politique tend toujours à tirer la couverture à lui, à s'imposer devant les autres, à communiquer de manière narcissique, en n'étant ni humble ni honnête intellectuellement ?
- 6.** Pourquoi l'homme politique se comporte comme s'il faisait partie d'une élite sociale, d'une corporation professionnelle dominante, méritant derechef l'intérêt médiatique, la considération de principe, la déférence relationnelle, la complaisance comportementale, l'attention sur tout ce qu'il dit et fait, bien avant et bien plus que pour n'importe quel citoyen ?
- 7.** Pourquoi l'homme politique a besoin en permanence de forcer sa nature en jouant un rôle (ou la comédie), en donnant une image faussée de lui, non authentique, non naturelle, à partir de mimiques faciales, de comportement

stéréotypé, d'attitude solennelle, donnant l'impression de sérieux, de supériorité, de hauteur de vue qu'il n'a pas en réalité ?

8. Pourquoi l'homme politique a-t-il besoin de rattacher sa crédibilité à un idéal doctrinaire souvent flou, théorique, fondé sur la croyance ou animé de valeurs et de certitudes d'un autre âge, alors que le citoyen ne lui demande que d'être simplement transparent, sincère, loyal et humain ?

9. Pourquoi l'homme politique ne pense au fond de lui-même qu'à réaliser d'abord son ambition personnelle ou partisane, avant de penser de manière altruiste au bonheur du citoyen, au bien-être du peuple ?

10. Pourquoi l'homme politique opte généralement pour une Offre programmatique réduite et conservatrice aux dimensions réduites de sa propre activité intellectuelle, alors que son électorat attend qu'il organise et réalise une Demande programmatique citoyenne bien plus élargie et évolutionnaire ?

11. Pourquoi l'homme politique préfère-t-il miser sur la continuité et le prolongement de l'ordre étatique et systémique en place, en promettant le vent du changement qui ne souffle jamais comme on l'attend ?

12. Pourquoi l'homme politique devient rapidement complice des systèmes en place en perpétuant le caractère partiel, intermédiaire et inabouti des pratiques démocratiques hautement systémisées (mise en coupe réglée par la loi et normée) sans s'investir davantage, pleinement et courageusement dans la voie attendue par tous les citoyens adultisés, à savoir l'accès à une véritable démocratie avancée et citoyenneté avancée ?

13. Pourquoi l'homme politique devient-il par les obligations du rôle à tenir plus un frein prudentiel qu'un accélérateur de changement sociétal, plus un agent du retour en arrière conservateur qu'un propagateur proactif de l'adultisation du citoyen ?

14. Pourquoi l'homme politique se voit presque toujours impliqué dans l'usage discrétionnaire du pouvoir, dans l'élimination de ses rivaux, dans le recours à la force pour soumettre le citoyen, dans le rapport à l'argent d'une manière ou d'une autre, dans l'empilement des lois, contrôles et autres procédures coercitives ou liberticides ?

15. Pourquoi l'homme politique représente-t-il 1% de la population décidant pour 99% des autres, tout en produisant un petit x% d'avancées en surface sociétale contre un magistral y% de systémisation sédimentaire (législation, codification, normalisation, procédurisation...) ?

16. Pourquoi l'homme politique est passé maître dans la production de récits alternatifs, de narratifs propagandistes, de mesurette et réformettes vendues comme essentielles, de compromis réducteurs d'ambition, dont la finalité contribue à seulement faire stagner le présent en évitant d'offenser le passé, au lieu de se comporter en leader audacieux et conquérant de l'avenir ?

17. Pourquoi l'homme politique défend-il davantage l'État, l'ensemble du système public, les dogmes de son parti, voire les autres confrères politiciens, plutôt que le citoyen lambda et anonyme formant son électorat ?

18. Pourquoi l'homme politique n'est pas fondamentalement une personne de confiance, alors que le citoyen lui confie les clés du destin collectif, en se comportant en dominant envers la population par le biais du conditionnement idéologique et culturel, par l'influence médiatique, par les techniques de manipulation de masse incitant au suivisme, au grégarisme, au panurgisme, à une acceptation inconditionnelle par le citoyen lambda ?

19. Pourquoi l'homme politique est souvent impuissant à créer de véritables conditions du changement, à n'être ni un bâtisseur des temps modernes ni un architecte sociétal évolutionnaire, mais davantage un ravaleur de façade, un syndic comptable et gestionnaire de l'existant ?

- 20.** Pourquoi l'homme politique est-il le premier acteur décisif de la systématisation des sociétés modernes, de la complexification de la vie publique, de l'empêchement indirect des initiatives individuelles et collectives, de l'empilement cumulatif de règles et de lois, au lieu d'être un facilitateur, un simplificateur, un « soustracteur » d'obstacles, de contraintes, un « effaceur » d'inertie administrative ?
- 21.** Pourquoi l'homme politique n'est pas un homme de liberté et d'aboutissement humain, mais un auxiliaire du droit étatique, de la légalité systémique, du devoir imposé, de la servitude collective, derrière le paravent de la realpolitik, du discours unificateur, des promesses électorales, du grossissement ou de la minoration des faits de la réalité en fonction de l'opinion publique, de la virtualisation de l'avenir ?
- 22.** Pourquoi l'homme politique va-t-il toujours dans le sens des intérêts politiques de son parti d'appartenance en faisant volontairement preuve de partialité, de non-objectivité, de parti-pris, de sectarisme, de défaut de hauteur de vue, face à un citoyen intelligent de mieux en mieux informé ?
- 23.** Pourquoi l'homme politique agit-il avec des arrière-pensées les plus souvent à l'opposé des propos tenus en public en utilisant sa notoriété, son statut, pour tenter d'influencer l'opinion publique, prouvant ainsi sa médiocrité morale, son incomplétude humaine, son inaboutissement mental ?
- 24.** Pourquoi l'homme politique diffère des hommes et des femmes les plus courageux s'opposant et donnant leur vie pour le bien collectif, en devenant à l'inverse un homme de communication, de cérémonie, de parade, de décision préparée à l'avance, de signature officielle, se pliant facilement face aux exigences de l'État profond et de l'administration publique, alors que le peuple subi et endure au quotidien l'incurie politique, la déviance politique, le manque de vision politique ?
- 25.** Pourquoi l'homme politique participe à la médiocratie sociétale ambiante par des discours emphatiques, de la mauvaise foi, des critiques stéréotypés, des débats stériles, des invectives ad hominem, des peaux de banane, des pièges, des retournements de veste, l'usage de la langue de bois, etc. ?
- 26.** Pourquoi l'homme politique recourt-il systématiquement au politiquement correct, au conformisme, au mimétisme avec les autres élus, l'amenant à devenir le gardien civil du système et du régime politique en agissant comme un relais, un fusible, entre l'État directif et le citoyen soumis aux enjeux politiques ?
- 27.** Pourquoi l'homme politique représente-t-il presque toujours une minorité de citoyens votants contre la majorité silencieuse et globale des autres votants et inscrits ?
- 28.** Pourquoi l'homme politique entretient-il la concurrence radicale avec les autres propositions différentes des siennes, jusqu'à l'exclusion des autres programmes et demandes citoyennes, manifestant ainsi clairement une volonté de division, de refus de coopération, d'imposition, voire de non prise en compte de la réalité de la vraie vie de l'ensemble des gens, démontrant ainsi des limites anti-citoyennes, mais jamais pro-citoyennes ?
- 29.** Pourquoi l'homme politique utilise-t-il la démagogie permanente (dire au peuple ce qu'il veut entendre) en essayant d'influencer, séduire et plaire, jusqu'à recourir à l'instrumentalisation de l'opinion publique (populisme) et au clientélisme (recherche de soutien par l'allocation d'avantages) ?
- 30.** Pourquoi l'homme politique est devenu un vendeur d'illusion du changement en recourant pour obtenir le vote citoyen (marketing politique), comme d'autres utilisent la séduction marchande pour vendre un produit (marketing d'entreprise) ? Dans les deux cas, peu importe au final si le client ou le citoyen est content de son acte d'achat ou de vote, l'important c'est qu'il passe d'abord à la caisse et à l'urne !

Commandement 47 : La qualification de l'environnement politique est aussi importante que l'accès au pouvoir de l'homme politique. Certaines conditions doivent être respectées comme :

. Ne pas favoriser ceux et celles qui détiennent l'argent, qui pratiquent l'influence économique ou religieuse, qui sont de grands propriétaires industriels, financiers, marchands, qui participent à l'élitisme corporatiste et académique.

. Encourager la plus grande diversité de candidatures doit être pratiquée au sein de la population afin de favoriser l'émergence d'écosystèmes politiques conçus par et pour des citoyens adultes, apolitiques, anonymes, indépendants.

. Bannir l'intelligence artificielle de la sélection des hommes, des programmes et des actions en politique, en veillant à conserver intactes l'intuition humaine, la sensibilité humaine, la créativité humaine, la vision globale humaine, l'affirmation positive humaine.

. Replacer sans cesse le citoyen au centre de la vie politique en évitant l'habituel effet de balancier dans la binarité et le dualisme entre droite, gauche ou extrémisme, conservatisme et réformisme, posture républicaine ou démocrate, démocratie ou autocratie, qui ne font que ralentir par leur alternance la dynamique sociale et citoyenne en opposant les idéologies, en divisant les populations, en contrariant les attentes du plus nombre.

. Faire sans cesse les efforts sur soi, sur l'adversité du réel, en construisant par d'incessantes contributions et applications innovantes, oblatives, solidaires, utiles, unifiantes, une plateforme universelle applicable durant tout le III^e millénaire et au-delà.

Commandement 48 : Tout dessein politique doit associer la société civile à l'ensemble des personnels du secteur public. L'enjeu majeur de la représentation et de l'action politique consiste à instaurer la plus grande cohésion sociale en veillant à maintenir un cadre de vie collectif apaisé, bienveillant, favorisant la pacification, la stabilité, la durabilité dans le bien-être collectif et individuel. Il s'agit de ne jamais voter pour l'homme politique ambitieux pour lui-même, qui personnalise trop ses actions et discours en fonction d'un parti dominant ou d'une idéologie quelconque, qui ne s'applique pas à lui-même les règles démocratiques et comportementales relevant de l'intelligence relationnelle. Il faut également dégager régulièrement de la scène politique tous ceux et celles qui tendent à professionnaliser leur mandat, à s'accrocher à leur fonction, qui s'habituent à un mode de vie protégé par une rémunération assurée, des avantages élitistes ou sélectifs, un traitement relationnel et juridique différent des autres concitoyens. C'est la raison pour laquelle la sélection des élus aux postes de gouvernance et de représentation parlementaire, ainsi que pour les édiles, doit s'effectuer en fonction directe non pas de leur statut social, de leurs diplômes académiques ou de leur fonction professionnelle antérieure, mais à partir de leur intégrité morale, de leur force mentale, de leur honnêteté intellectuelle, de leur attitude d'affirmation positive de soi, de leur capacité de synthèse, d'analyse et de vision globale, ainsi qu'à partir d'un parcours antérieur prouvant des dispositions décisionnelles, compétentielles et de leadership des projets et/ou des hommes.

Commandement 49 : En toute occasion, la bonne politique se traduit par le respect des autres, l'humanité dans l'aide et la protection des autres, l'audace de faire et de dire, le courage de ne pas mentir ou de nier pour sauver sa peau. La fonction élective oblige à respecter une charte stricte d'engagement et de transparence acceptant l'exclusion et la sanction en cas de mensonge avéré, de tromperie frauduleuse. C'est aussi l'acceptation inconditionnelle d'une limitation des avantages et privilèges accordés aux fonctions électives avec un niveau de

rémunération limitée, conforme aux standards de vie dans la société civile. C'est également l'évitement de la solennité et de la pompe officielle en requérant de l'homme politique, des élus et des gouvernants un comportement modeste, disponible, humble, ne mobilisant pas l'argent public pour se faire voir et valoir. C'est aussi éviter de se montrer trop souvent dans les médias, de trop parler et discourir, de trop critiquer les adversaires politiques, de recourir aux promesses électorales que l'on sait ne pas tenir. C'est savoir que trop de politique tue l'image du politique, sa crédibilité et l'intérêt à ce qu'il dit, affirme et fait.

Commandement 50 : Le politique passe et le citoyen reste. En matière de changement durable et évolutionnaire, il est temps que la vision du citoyen prime sur le temps long par rapport à celle de l'homme politique gérant le temps court. C'est la raison pour laquelle le citoyen, l'homme politique et les pouvoirs publics doivent être à égalité parfaite au centre de la Cité. Les rapports entre eux doivent admettre la réciprocité dans chaque sens en appliquant correctement et sans déviance l'ensemble des commandements.

En résumé : en finir avec l'homme politique traditionnel

L'homme politique et le régime politique ne représentent pas la nation. La nation est bien plus riche, diversifiée et complexe dans sa globalité faisant que l'élu politicien, le président, les parlementaires et la gouvernance en charge des affaires publiques ne doivent jamais être associés directement à la mentalité du citoyen de base. C'est une erreur commune que de faire cet amalgame sachant que plus le citoyen est éduqué et adultisé, moins ce rapport est étroit. Cela est d'autant plus prégnant que l'homme politique agit dans le cadre de mandats quasiment professionnalisés apportant pour certain(e)s une véritable rente de situation incompatible avec le pur esprit de démocratie. Bien que tous les hommes politiques ne se ressemblent pas, ce qui est sûr, c'est que le moment est venu pour la plupart des élus et des personnels politiques de changer profondément leur vision du pouvoir au lieu de communiquer, gesticuler, discourir, critiquer et prendre à témoin constamment l'opinion publique sur les incuries sociétales dont il est en partie responsable. Sous l'angle précis de l'idéologie et de l'action politique, l'homme politique, l'élu et le citoyen participatif ont le choix entre 4 voies principales à suivre dans les sociétés modernes : la **stagnation** conservatrice ; la **régression** nationaliste ; la **médiocratisation** brillante associée à l'élitisme technocratique ; l'**évolution sociétale** par le changement issu des programmiques citoyennes. Seule, cette dernière option permet d'avancer en matière de démocratie avancée et de néocitoyenneté. En totale adéquation et complémentarité avec l'ensemble des 50 commandements, elle oblige à passer du mode 2D traditionnel (animalité sociale, agressivité, manipulation, passivité, imposition de soi, binarité, dualité, manichéisme, causalisme primaire, infantilisation...) au mode 3D évolutionnaire (sourcing causal en tout, élévation de la conscientisation, discernement, profondeur de jugement, hauteur de vue, largeur d'expertise, ensemble des valeurs évolutionnaires, adultisation...).

Tout homme politique peut en cacher un autre à l'intérieur de lui-même. Aussi, pour franchir ce passage entre le conservatisme en politique et l'esprit évolutionnaire procitoyen (en faveur du citoyen), il est nécessaire que le nouvel homme politique (Mister Jekyll) prenne le parfait contrepied (en bleu) de ce que fait habituellement le mauvais homme politique (Mister Hyde). Il s'agit notamment d'inverser les principaux comportements contestables **en arrêtant de...** :

... **Faire croire** qu'il existe de grandes différences qualitatives dans la vie du citoyen entre le choix d'une pratique politique de gauche ou de droite, républicaine ou démocrate, conservatrice ou extrémiste, sauf naturellement sur des aspects mineurs, des réformettes et mesurette faciles à mettre en œuvre ou par des progressions ciblées très relatives dans leurs effets concrets, alors que le différentiel négatif constaté entre le discours politique et/ou idéologique et la réalité est très souvent de 90% à 100%, voire même souvent le contraire. **À l'inverse** : suivre une feuille de route programmatique principalement citoyennisée (hors promesses électorales) permettant d'avancer clairement et précisément « step by step » avec la réalisation de « petits » objectifs qui forment au final de grandes avancées sociétales qui ne soient plus remises en cause ultérieurement par des gouvernements d'opposition.

... **Négativer ou positiver artificiellement** le discours politique selon que l'on est dans le gouvernement ou dans l'opposition en prenant le citoyen lambda pour un pion sociétal influençable, manipulable à souhait, dont on oriente l'opinion comme l'on veut. **À l'inverse** : maintenir une ligne de conduite droite, sans ambiguïté, sans versatilité ni duplicité, en respectant l'intégrité morale et intellectuelle du citoyen lambda en ne jamais le trahir, lui mentir, le manipuler ou l'influencer contre son gré.

... **Distiller des messages politiques** fondés sur un relatif simplisme, un causalisme primaire, induisant une certaine forme simplification manichéiste, binarisée, voire fondée sur un premier degré dans le raisonnement, dans l'analyse des faits. **À l'inverse** : ne communiquer, discourir, échanger, qu'en apportant une valeur ajoutée informative, de l'authenticité, de la transparence alimentant la confiance, quitte à avouer que l'on ne sait pas, que l'on a eu tort, que les autres ont raison, soit tout le contraire des manœuvres habituelles des « merdes politiciennes » qui mentent effrontément, qui dénie la simple évidence, qui refusent de répondre par peur des conséquences personnelles, qui désinforment à outrance en se croyant plus fort que tout le monde.

... **Être constamment autosatisfait**, content de soi, en justifiant tout et son contraire, en défendant systématiquement de manière partielle tout ce qui est fait par soi, ceux et celles appartenant à la même famille politique, en affirmant de manière péremptoire que l'on a raison et que les autres ont tort. **À l'inverse** : se montrer à la fois modéré, sans prétention, juste et droit, en sachant pratiquer le mea culpa, assumer ses responsabilités, en sachant reconnaître ses erreurs, ses fautes, en acceptant la critique utile des autres et ce, tout ce qui est fait et dit d'objectivement positif en provenance des adversaires politiques.

... **Faire la guerre, pratiquer la division**, recourir à la stratégie de la conflictualité, être acerbé, se comporter de manière froide, jusqu'à éliminer sans pitié ni tolérance les obstacles et les personnes barrant le chemin de l'ambition personnelle et/ou en considérant que le citoyen est un ennemi intérieur à dompter. **À l'inverse** : rechercher la pacification adultisée sur le plan national et étranger en réduisant, à la source de son propre comportement, toute production de violence verbale ou comportementale, de postures agressives et manipulatoires, ainsi qu'en s'interdisant d'utiliser le premier la force et la menace, comme en créant par des décisions psychopathologiques, psychoémotionnelles inadaptées, des réactions de refus et/ou de résistance du citoyen face à la non-écoute des doléances, de l'injustice, de la coercition, de la répression... C'est aussi pour l'homme politique ne

jamais considérer que le citoyen s'oppose à l'État, mais qu'il ne fait que réagir naturellement aux abus des systèmes en place.

... **Entretenir la dissension**, souffler sur les braises, attiser la haine, la colère, le mécontentement, jouer sur les émotions négatives, pour mieux prendre le pouvoir grâce à l'appui d'une fraction de la population acquise et/ou conditionnée à la cause.

À l'inverse : rechercher l'apaisement permanent en éradiquant le plus possible l'animalité en l'homme (1D, 2D) en le remplaçant positivement par tout ce qui élève l'individu et le citoyen dans sa personnalité, ses attitudes, sa conscientisation (3D, 4D).

... **Tromper son monde**, mentir publiquement, se donner le beau rôle, jouer la comédie, simuler des émotions, exprimer des mimiques faciales (sourire, sérieux, étonnement, colère, joie...) selon le sujet évoqué, voire se montrer parfaitement hypocrite en disant ne pas savoir, en se montrant affecté ou intéressé par la situation. **À l'inverse** : être authentique, dire ce qui est, ne pas avoir peur d'aborder la « vérité des prix », se comporter de manière spontanée, sans artifice, sans solennité, en restant humble et précis, en s'abstenant le plus possible de porter un « masque professionnel » ou de faux-semblant.

... **Convoiter sans cesse le pouvoir des autres**, se montrer intolérant, cynique, vindicatif avec le reste de la gent politique. **À l'inverse** : être animé par l'ensemble des valeurs évolutionnaires, par l'intelligence relationnelle, en relativisant constamment le rôle politique sachant qu'en réalité le pouvoir politique est structurellement limité par l'inertie administrative et par l'ensemble des contre-pouvoirs en place, même si apparaissant important sur le papier.

... **Critiquer, opposer sans cesse des arguments contraires** sans jamais reconnaître objectivement ce qui est bien, ce qui est utile dans ce qui a été dit ou réalisé. **À l'inverse** : être honnête intellectuellement en reconnaissant ce qui est vrai, bien, utile, faire preuve d'ouverture d'esprit, voire de grandeur d'âme, en reconnaissant objectivement aussi bien le positif que le négatif chez les autres. C'est la base même de la crédibilité dans le jugement de l'homme politique.

... **Interdire, limiter, restreindre**, imposer constamment par l'autoritarisme et la dominance dans l'exercice du pouvoir verticalisé, par la loi et son caractère d'imposition à faire ou à ne pas faire, par les mesures techniques et technocratiques prises, en favorisant généralement presque toujours l'État, les intérêts du parti d'appartenance et/ou ceux des minorités influentes. **À l'inverse** : considérer les autres concitoyens, voire même les adolescents et les enfants ayant atteint l'âge de raison, comme des personnes capables de comprendre l'essentiel d'un raisonnement, voire ses sous-tendus, ainsi que les enjeux d'une situation d'actualité, en ne cherchant plus à les sous-estimer, à les négliger, à les mépriser ou à les infantiliser par le silence, un récit édulcoré, un narratif lénifiant. C'est la démarche d'adultisation qui doit primer à chaque fois pour rendre le citoyen adulte dès le plus jeune âge. L'homme politique a tout intérêt pour sa survie et son image à considérer les citoyens comme de parfaits alter ego en termes d'intelligence, voire de maturité à comprendre, en cherchant à en faire non pas des alliés de circonstance, mais de confiance par la justesse des propos et la crédibilité des actions menées.

... **Dramatiser, faire peur, exagérer pour intimider**, inquiéter, créer du stress, assombrir l'avenir, évoquer sans cesse la crise budgétaire, les difficultés financières

empêchant d'agir, grossir les conséquences possibles pour déstabiliser, affaiblir la résistance et ainsi mieux manipuler l'esprit des populations en orientant les comportements de masse. **À l'inverse** : proposer des voies d'amélioration, des issues positives, des solutions possibles, des pistes complémentaires, des clés pour sortir par le haut de la situation du moment.

... Communiquer fréquemment en faisant feu de tout bois afin d'occuper le terrain médiatique, détourner sciemment l'attention sur d'autres sujets par la magie évocatrice des mots jusqu'à inventer des récits, transformer la réalité en virtualité, créer des écrans de fumée pour cacher la vérité, ou encore déplacer le problème principal, la question centrale, le sujet majeur de préoccupation du moment. **À l'inverse** : ne parler qu'à bon escient, de manière juste, factuelle, en apportant des réponses clarifiées, honnêtes, utiles à connaître, en donnant des informations pertinentes, proposer des éclairages pertinents facilitant la bonne compréhension et conscientisation des sujets évoqués.

... Ne jamais dire la vérité, ne jamais avouer, toujours nier, utiliser la menace et la force, attaquer l'autre ou le système pour retourner la situation en sa faveur, tendre des pièges, des « peaux de banane » pour réduire la contestation ou anéantir l'adversaire, voire se montrer totalement hypocrite en disant le contraire de ce que l'on pense vraiment. **À l'inverse** : dire la vérité sans ambages, faire son mea culpa, accepter la responsabilité de ce qui est fait, évitant ainsi de tromper tout le monde en faisant perdre du temps, de l'énergie, de l'argent public.

... Invectiver, morigéner, brider, attaquer judiciairement le contradicteur ou l'empêcheur de tourner en rond, le détracteur, réprimer le manifestant de rue qui s'oppose à l'ordre ou aux mesures en place, museler celui ou celle qui peut faire perdre le prochain mandat sous prétexte de maintien de l'ordre, d'état de droit, de sécurité nationale et autres fadaïses habituelles, écorner la réputation afin de salir l'image, faire taire les opposants. **À l'inverse** : écouter avec bienveillance ou intérêt réel, prendre en considération ce qui est dit, proposé, revendiqué, dès lors que cela paraît justifié, important à savoir. C'est aussi reconnaître la valeur et/ou la compétence de ses interlocuteurs en montrant ainsi de la hauteur de vue, le sens de l'objectivité, voire de la probité.

... Observer passivement la déliquescence sociale des droits et des libertés et/ou à la lente régression collective en ne disant rien, en ne faisant rien, en ne montrant aucun courage à s'opposer. C'est aussi participer indirectement à la répression des citoyens jugés déviants à l'ordre public en acceptant sans broncher la violence légale exercée par la force publique (parce que l'homme politique est forcément complice des grands systèmes en place en étant payé et validé par l'État). **À l'inverse** : exercer un droit de dire associé au courage de faire envers tout ce que dicte sa conscience intime jusqu'à risquer de perdre les avantages de sa fonction, voire sa propre liberté, en prenant des positions claires contre l'injustice, l'arbitraire, la discrimination, les mauvaises décisions prises.

... Se croire indispensable, incontournable, en rejetant systématiquement tout ce qui est contraire à ses opinions, à la ligne du parti d'appartenance, à l'image que veut donner l'homme politique, en faisant prévaloir un esprit conservateur dur et ferme sur ses positions, focalisé sur des certitudes formant de véritables ornières mentales perclues de préjugés. **À l'inverse** : ne jamais se considérer comme porteur d'une vérité unique ou sacrée (croyance), comme indispensable ou important (vanité humaine), mais foncièrement interchangeable, perfectible dans

son niveau de conscientisation, dans ses connaissances, obligeant à l'humilité tout en restant ouvert aux avis contraires et aux conseils pertinents des autres.

En somme, le nouvel homme politique doit être davantage procitoyen que prosystème. Il doit aimer sincèrement les autres jusqu'à l'altruisme avant « d'égotiser », de s'aimer ou de se détester lui-même. Il doit avoir une vision globale dépassant largement la réalité pragmatique du moment. Il doit sortir par lui-même de l'animalité intelligente (2D) pour atteindre la dimension du 3D minimum (#1). Rien que cela suppose une forte évolution des mentalités en politique que seules les nouvelles générations peuvent facilement intégrer dès le plus jeune âge pour la vivre ensuite dans le plus grand enthousiasme !

Hub Societhon

Vous avez 5 possibilités pour participer à l'Esprit du Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble. Téléchargement gratuit sur www.bookiner.com

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag ou à d'autres. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein du Hastag concerné sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établirons gratuitement dans l'Hastag concerné et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens. Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com

4. Traduire et diffuser les contenus à l'international ou dans un pays précis en devenant partenaire, coéditeur, diffuseur. Que vous soyez étudiant(e) dans une langue étrangère, traducteur indépendant, éditeur, galerie d'art, fondation, association ou société intéressée par la diffusion du livre « l'Esprit du Societhon », les autres livres et contenus monthomiens ou encore par les œuvres autoristes, les tableaux, les microtoiles réalisées pour chaque Hastag, n'hésitez pas à prendre contact avec nous de manière confidentielle. Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com

5. Manifester votre adhésion forte à l'Esprit du Societhon en faisant l'acquisition de cette microtoile (ou d'une autre) au format 120x90cm, signée de la main de Monthome avec la mention de votre nom, prénom et date d'achat au verso. Vous disposez parallèlement d'un droit de reproduction numérique pour tout usage non commercial, ainsi que la mention définitive de votre nom et prénom (en tant que mécène) dans tout Hastag concerné. En tant qu'acteur ou actrice engagé(e) du « Livre du Siècle », vous pouvez ainsi laisser une trace durable dans l'histoire qui s'écrira forcément demain. Voir offre sur www.societhon.com